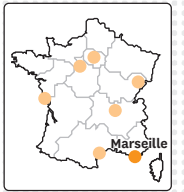




Idées Nos mondes
parallèles

**SÉRIE D'ÉTÉ — VOYAGE
EN FRANCE : MARSEILLE,
EN MARCHANT**



**Courrier
international**

N° 1652 du 30 juin au 6 juillet 2022
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Algérie 5,30 DA, Allemagne 5,70 €,
Andorre 5,30 €, Canada 7,95 \$CAN,
DOM 5,10 €, Espagne 5,40 €, Grande-
Bretagne 4,70 £, Grèce 5,40 €, Italie
5,40 €, Japon 850 ¥, Maroc 43 DH,
Pays Bas 5,40 €, Portugal cont. 5,40
€, Sénégal 3,400 F CFA, Suisse 6,80
CHF, TOM 850 XPF, Tunisie 7,70 DT,
Afrique CFA autres 3500 F CFA.

LA GUERRE CONTRE LES FEMMES

*La décision de la Cour
suprême américaine,
qui permet aux
États d'interdire
l'avortement,
provoque une onde
de choc mondiale.
Face à la tyrannie
d'une minorité,
la résistance s'organise.
Les réactions de
la presse étrangère.*

M 03183 - 1652 - F: 4,50 €



Il y a mieux que faire surveiller votre maison par la voisine

orange™

2 mois
offerts⁽¹⁾



Maison Protégée Alarme et Télésurveillance

- Matériel inclus, sans frais d'installation⁽²⁾
- Centre de télésurveillance 24/24
- Application mobile pour piloter à distance votre alarme⁽³⁾

0 800 00 86 36

Service & appel
gratuits

Engagement 12 mois.

Offre soumise à conditions réservée aux particuliers pour les logements en France métropolitaine dont la valeur des biens mobiliers ne dépasse pas 100000€. Frais de résiliation de 50€. Conditions sur telesurveillance.orange.fr

(1) Remise nouveau client sur vos 2 premières factures de 34,99€ pour la formule Maison ou de 24,99€ pour la formule Appartement. Promotion valable pour toute première souscription (même titulaire et même adresse) entre le 02/06/2022 et le 17/08/2022. En cas de résiliation avant la fin de la période d'engagement, les mensualités restantes sont dues (hors motif légitime). Le montant restant dû exclut les remises éventuelles. **(2)** Le technicien détermine l'emplacement des détecteurs suite au diagnostic personnalisé du logement, afin de sécuriser les axes stratégiques et les zones de valeur. Des équipements supplémentaires en option payante peuvent être nécessaires en fonction de la configuration et de la surface du logement. **(3)** Sur réseaux et mobiles compatibles. Compatibilité iOS 13.0 et +, Android 9.0 et +. Téléchargement gratuit, coût d'usage selon offre. Maison Protégée est une offre de télésurveillance proposée par Orange Télésurveillance (SASU au capital de 33610000€ - Siège social : 1 avenue du Président Nelson Mandela 94110 Arcueil - RCS Créteil 824 353 973), titulaire de l'autorisation d'exercer AUT-094-2117-05-16-20180654177 délivrée par le CNAPS. L'autorisation d'exercice ne confère aucune prérogative de puissance publique à l'entreprise ou aux personnes qui en bénéficient.



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

La guerre contre les femmes

p. 8

Je n'oublierai pas les visages dans la pièce. Je n'oublierai pas leurs larmes, leurs cris de désespoir." Le 24 juin, raconte **USA Today** dans le reportage qui ouvre notre dossier cette semaine, le service de gynécologie de la clinique d'Alamo, au Texas, a dû interrompre ses activités. La Cour suprême venait d'abroger l'arrêt *Roe vs Wade*, qui depuis 1973 accordait aux Américaines le droit à l'avortement. Le témoignage cité plus haut est celui d'Andrea Gallegos, directrice d'une clinique de Tulsa (Oklahoma). Elle décrit une journée cataclysmique, entre sidération et colère, et le désarroi du personnel de santé comme celui des patientes, dont les rendez-vous ont dû être

annulés brutalement. D'ici quelques semaines, cette décision va priver des millions de femmes d'un droit fondamental, celui de disposer de leur corps, et cela aura des conséquences sur plusieurs générations. La presse étrangère est sous le choc, nous aussi. Car c'est à un retour en arrière majeur que nous assistons. Comment en est-on arrivé là? C'est ce que nous décryptons ici. Si la décision était attendue, depuis des fuites dans la presse, début mai, elle a provoqué une véritable onde de choc aux États-Unis et dans le monde. Depuis, les réactions (et les manifestations) se sont multipliées. Ainsi de l'éditorial remarqué et très virulent du *New England Journal of Medicine*. Ce journal de référence évoque une "dystopie orwellienne" qui risque d'entraîner "une morbidité et une mortalité accrues" et condamne sans équivoque la décision de la Cour suprême d'un point de vue sanitaire. Comme tant d'autres titres dans la presse étrangère.

Pour **The Guardian**, il n'y a pas l'ombre d'un doute : "Si on veut résumer comment les Américaines ont perdu leur droit à l'avortement, la version courte de l'histoire tient en un nom, Donald Trump." L'ex-président américain (2016-2020) a en effet pu nommer pendant son mandat "trois juges à la Cour suprême sur un total de neuf juges, faisant basculer la plus haute juridiction américaine dans le camp conservateur pour les vingt-cinq prochaines années". Ce sont ces juges qui ont fait pencher la balance. Le problème, c'est que leur pouvoir semble pour beaucoup démesuré aujourd'hui. Pour **The Washington Post**, c'est le fonctionnement même de la démocratie américaine qui est en cause. Une minorité conservatrice, mieux organisée, impose ses préférences à la majorité. "Nous sommes soumis à la tyrannie d'une minorité, et les petits États imposent leur point de vue aux plus grands grâce à leur poids disproportionné au Sénat, dans le collège électoral [qui élit le président] et,

par conséquent, à la Cour suprême", écrit le quotidien. C'est tout le paradoxe : une assez large majorité d'Américains reste favorable au droit à l'avortement. Pourtant, la Cour suprême en a décidé autrement, au risque de discréditer durablement l'institution... garante des institutions. Ce n'est pas l'avis du camp conservateur, qui voit au contraire dans cette décision "une victoire de la démocratie", comme l'écrit **The Wall Street Journal**. "L'Amérique est-elle encore capable de résoudre ses différends politiques de façon démocratique et pacifique? Nous devrions bientôt le savoir, maintenant que la Cour suprême a rendu aux États et à l'assentiment du peuple, auxquels elle n'aurait jamais dû échapper, cette vaste question éthique qu'est le débat sur l'avortement." En sachant que l'IVG est aujourd'hui "l'une des questions les plus tranchées idéologiquement aux États-Unis", comme l'écrit **The Guardian**, on a peine à croire à une résolution pacifique

du débat dans les prochaines semaines. D'autant que la Cour suprême pourrait ne pas s'arrêter là et cibler prochainement le mariage gay. Autant dire que la résistance s'organise sans attendre. Des défenseurs du droit à l'avortement ont intenté une vague de procédures dans l'Arizona, le Kentucky, l'Idaho ou le Texas. En Californie, les législateurs ont rédigé "un amendement constitutionnel pour protéger explicitement le droit à l'avortement", certaines entreprises financent les frais de leurs employées contraintes d'aller avorter ailleurs... Au même moment, les conservateurs de la moitié des États américains se précipitent pour restreindre encore un peu plus le droit à l'IVG. Loin d'un dialogue apaisé, l'Amérique semble aujourd'hui au bord de l'explosion.

En couverture : États-Unis : Dessin de **Kike Estrada**, Porto Rico, **Cartoon Movement**. Mondes parallèles : Dessin d'**Oleg Buyevsky**, **illustrationzone.com**



Sommaire



OLEG BUYEVSKY, ILLUSTRATIONZONE.COM

360°

p. 38

Moi, je et tous mes autres

Dans **Prospect**, le philosophe David Chalmers sème le trouble lorsqu'il nous assure que la réalité virtuelle est aussi réelle que le réel. Entrons-nous dans l'ère des réalités parallèles? Une question qui sert de point de départ à un grand ensemble fascinant dans nos pages Culture.

FRANCE p.20

Redécouvrir Marseille, pas à pas

Début de notre série d'été sur les villes françaises avec une randonnée à rebours des clichés dans les quartiers nord. Un reportage de la **Tageszeitung**.

CUBA p.26

Varadero, le paradis déserté

C'était la station la plus prisée de l'île, mais elle peine à retrouver sa gloire d'avant la pandémie. En pleine pénurie alimentaire, la ville est désormais trop chère, constate **14ymedio**. Même pour les étrangers.

ÉCONOMIE p.34

Haro sur le "capitalisme woke"

Face à la vague d'entreprises qui revendiquent leur engagement pour le climat, contre le travail forcé ou pour l'égalité et la diversité, un nouveau front conservateur se dresse, pour qui la politique doit rester en dehors des affaires, décrypte le **Financial Times**.

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- Financial Times** Londres, quotidien.
- The Guardian** Londres, quotidien.
- InsideOver** (it.insideover.com) Milan, en ligne.
- The Local** (thelocal.fr) Stockholm, en ligne.
- Middle East Eye** (middleeasteye.net) Londres, en ligne.
- New Statesman** Londres, hebdomadaire.
- Nikkei Asia Tokyo**, hebdomadaire.
- Oukraïnska Pravda** (pravda.com.ua) Kiev, en ligne.
- Profil** Moscou, hebdomadaire.
- Prospect** Londres, mensuel.
- Respekt** Prague, hebdomadaire.
- The Sydney Morning Herald** Sydney, quotidien.
- Die Tageszeitung** Berlin, quotidien.
- USA Today McLean** (États-Unis), quotidien.
- The Washington Post** Washington, quotidien.
- 14ymedio** (14ymedio.com) La Havane, en ligne.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. **Norvège.** L'horreur est de retour

À la une

8. **Avortement.** La guerre contre les femmes

D'un continent à l'autre

16. **France.** Macron, l'homme qui n'assume pas

19. **Procès des attentats.**

"Ceux dont on attend le plus de réponses sont absents"

20. **Série.** Redécouvrir

Marseille, pas à pas

22. **République tchèque.**

Prague est-il prêt

à présider l'UE ?

24. **Ukraine.** De guerre lasse

26. **Cuba.** Varadero, le paradis touristique déserté

28. **Arabie saoudite.** MBS

remis en selle par Biden

30. **Algérie.** Les chantiers

sans fin d'une économie

sous perfusion

32. **Philippines.** Plongée

dans mes souvenirs

de "bébé Marcos"

33. **Afghanistan.** Les talibans

au défi du séisme

Transversales

34. **Économie.** Haro sur

le "capitalisme woke"

36. **Environnement.**

À la recherche des survivantes

du bush

360°

38. **Idées.** Moi, je et tous

mes autres



SUR NOTRE SITE

Attentats du 13 Novembre. Le procès vécu de l'intérieur par une journaliste américaine

C'est le choix qui s'est imposé à nous dans la profusion d'articles sur le procès des attentats du 13 Novembre. Nous vous en donnons un aperçu dans ce numéro, mais allez lire en ligne l'intégralité du formidable long format de Madeleine Schwartz, qui a suivi les audiences pour la **London Review of Books**.

États-Unis. Avortement, la fracture américaine

Après la décision de la Cour suprême de ne plus reconnaître le droit à l'avortement comme un droit fédéral, suivez sur notre site les analyses et reportages de la presse étrangère sur un pays plus que jamais polarisé.

"Six pieds sur Terre". Gastronomes, locavores et antigaspi, c'est possible

Comment manger mieux? Plus local? Sans gaspillage? Dans ce dernier épisode de notre série de podcasts "Demain, dans nos assiettes", la chef franco-brésilienne Alessandra Montagne met en pratique deux solutions dans ses deux restaurants parisiens.

L'horoscope de Rob Breznsny Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.



NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Brexit, pandémie, guerre en Ukraine... Et si les dernières crises relançaient l'Union européenne ? Les analyses de la presse étrangère.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de **129 €** au lieu de ~~218,80 €~~*

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de **159 €** au lieu de ~~269,80 €~~*

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/jours2022>
ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Étranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.



Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com


■ La version numérique du magazine dès le mercredi soir

■ L'édition abonnés du site internet

■ Nos archives, soit plus de 100 000 articles

■ L'accès illimité sur tous vos supports numériques

■ Les applications iOS et Android

■ Réveil Courrier 

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

USA-Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch



Édité par Courrier international SA, société anonyme avec
directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication :
François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Juin 2022. Commission paritaire n° 0722c82101.
ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (1658) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (1612) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (1677), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Responsable du numérique Joffrey Ricome Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (1631), Conception graphique Javier Errea Comunicación ÉDITION Anouk Delport (1698), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (1730) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 1748) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 1695), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 1636), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse allemande, 1604), Carole Lyon (Belgique, 1736), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 1974), Beniamino Morante (Italie, 1972), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Moutreau (Pays-Bas), Valentin Scholtz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 1693) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 1614), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 1657), Morgann Jezuquel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 1639), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 1624), Zhang Zhulin (Chine, 1747), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Agnès Mechal (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 1647), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 1615), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Béloëil (chef des informations, 1732), Hugo Florent (1674), Delphine Veaudor (1676) HISTOIRE Mélanie Lifschitz (1696)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Gabriel Hassan (éditeur web, 1632), Carole Lyon (éditrice web, 1736), Hoda Saliby (éditrice web, 1635), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 1665), Louise Dugeai (développement web) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (1651), Jean-Luc Majouret (1642)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Lifschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 1735), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérod, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichiello (chef de service, 1671), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 1641), Lidwine Kervella (1610), Stéphanie Saindon (1653), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 1637), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (1670) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (1666)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 1737), Jessica Robineau (1608), Alizée Marchal (1738)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 4535) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Torunn Amiel, Giuseppe Ardiri, Lionel Blot, Jean-Baptiste Bor, Emmanuelle Bour, Emma Collet, Marie-Ange Costantini, Antoine Cuny-Le Callet, Camille Dalicieux, Marie Daoudal, Guillaume Deneufbourg, Céline Dompierre, Jeanne Fourneau, Philippe Godefroy, Louise Henry, Mathilde Loire, Valentine Morizot, Ophélie Négros, Éléonore Nicolas, Claire Olivès, Jordan Pouille, Isabelle Taudière, Rachel Teyssandier, Léo Thomas, Maddalena de Vio, Yuta Yagishita, Chenxi Zhang, Yiqian Zheng

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 0157282000 Présidente Laurence Bonicatz Bridier, Directrice générale adjointe, Marketing & Études Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international Steve Dablin (0157283884) Directeur délégué Activités Programmation, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 3700) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 3021) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steve Dablin (steve.dablin@mpublicite.fr, 3884)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellane (1606) Lucie Madalena (gestion) Droits Blandine Mosnat (1652) Comptabilité 014888455 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Guide Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (0157283220) Chef de produits Valentin Moreau (0157283399) Communication et promotion Brigitte Billard, Christiane Montillet MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 1618), Véronique Lallemand (1691), Véronique Saudemont (1733), Kevin Jolivet (1689), Martine Prévot (1649), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

Modifications de services ventes au numéro, réassort 0805 05 0147 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03.21.13.04.31 Fax 0157674496 (du lundi au vendredi de 9 h à 18 h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals postage paid at Secaucus, NJ and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



Certifié PEFC

Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
pefc-france.org

Origine du papier : UK, Allemagne, 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Émissions : Ptot - 0,0083 kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100 % avec des encres conformes à la norme Blue Angel.





IT'S **APÉRO** TIME !*



© 2019 SCHWEPPES FRANCE SAS - RCS NANTERRE 310 127 941 - CAPITAL SOCIAL 446 036 924 € - TBWA/PARIS

*C'EST L'HEURE DE L'APÉRITIF !

POUR VOTRE SANTÉ, ÉVITEZ DE MANGER TROP GRAS, TROP SUCRÉ, TROP SALÉ. WWW.MANGERBOUGER.FR

Norvège. L'horreur est de retour

Deux hommes ont été tués dans un attentat commis près d'un bar gay d'Oslo le 25 juin. Pour les éditorialistes du pays, la lutte pour les droits LGBTQI doit se poursuivre.



CARTOON MOVEMENT

Plus de quarante-huit heures après la fusillade qui avait coûté la vie à deux personnes, le 25 juin, la Norvège était encore sous le choc. Deux hommes âgés de 55 et 60 ans sont tombés sous les balles tirées par un individu qui a été arrêté alors qu'il s'éloignait du lieu du drame survenu au cœur d'Oslo, près d'un bar gay. L'agression, qui a blessé 21 personnes dont dix grièvement, s'est produite en pleine célébration de la Marche des fiertés. *“Nous ne savons pas encore si cet acte inhumain avait pour but de frapper les homosexuels ou si le motif était tout autre, mais il a meurtri la communauté gay”*, constatait le 27 juin le quotidien régional **Stavanger Aftenblad**, à l'instar de bien d'autres journaux du royaume et du Premier ministre, le travailliste Jonas Gahr Store.

“La Marche des fiertés devait être la manifestation même de 50 ans de progrès” dans le pays, se désole **Dagsavisen**, journal proche du Parti travailliste. Les participants devaient fêter le cinquantième anniversaire de la levée de l'interdiction en Norvège des relations sexuelles entre

personnes de même sexe. *“Puis 2022 s'est transformée en tragédie. Un rappel choquant et lugubre que les progrès que réalise le monde ne sont pas du tout voulus par tous, et que certains sont prêts à recourir à des actes extrêmes pour manifester leur mépris de la liberté des autres”*, ajoute son éditorialiste.

Quelques instants après la fusillade, son auteur a été arrêté par la police, avec l'aide de passants. Norvégien d'origine iranienne âgé de 43 ans, ayant a priori agi seul, Zaniar Matapour est, à ce stade, visé par les chefs d'accusation d’*“acte terroriste”*, homicide et tentative d'homicide. L'enquête doit déterminer les raisons de cet acte. Le PST, le service de sécurité de la police, connaît depuis le suspect depuis 2015. Il a été reconnu coupable de violences et de menaces, et dans un verdict de 2016, il a été qualifié de *“schizophrène paranoïaque”*. Le PST était en contact avec lui pas plus tard qu'en mai, inquiet des liens qu'il avait eus avec des islamistes extrémistes de Norvège, dont l'un, Arfan Bhatti, avait récemment proféré des menaces contre des homosexuels sur les réseaux sociaux.



↳ Dessin d'Ahmed Falah, Norvège.

Ces incertitudes n'aident pas à *“surmonter la peur de nouvelles attaques. La peur que ressentent les homosexuels parce qu'ils sont qui ils sont – et aiment qui ils aiment. La peur que nous, Norvégiens, ressentons, parce que nous vivons dans un pays où le nombre d'homicides pour 100 000 habitants est l'un des plus bas au monde. Oslo est sûre – et la Norvège est sûre. Mais, une fois de plus, nous sommes privés de notre sécurité. Et l'horreur est de retour”*, déplorait le 26 juin le tabloïd **Verdens Gang**.

Comme d'autres, ce journal fait référence à la tuerie commise, le 22 juillet 2011, par un terroriste ultranationaliste norvégien. Anders Behring Breivik avait tué par balles 69 jeunes adhérents du Parti travailliste, réunis sur une île (Utoya), après avoir fait exploser une bombe dans Oslo (8 morts). Si la fusillade du 25 juin s'avère être une attaque délibérée contre les homosexuels, reprend Shazia Majid, l'éditorialiste de **Verdens Gang**, *“ce sera une attaque contre tout ce qui nous est cher [...], la liberté de la personne d'être qui elle est et d'aimer qui elle veut. Mais une chose est certaine. Les personnes touchées, et nos homos, ne sont pas seules. [...] Toute la Norvège est à leurs côtés.”*

Pour un chroniqueur du tabloïd **Dagbladet**, Geir Ramnefjell, il sera plus important que jamais de participer aux prochaines Marches des fiertés, même si soutenir cet événement n'avait déjà plus le même sens cette année. Après avoir *“été longtemps considéré comme une marque générale de soutien au mouvement gay élargi [...], cela implique désormais un soutien à un ensemble spécifique de positions politiques”*, notamment en faveur de l'introduction d'un pronom neutre, *“hen”*, dans le dictionnaire norvégien. Cette évolution avait valu à la Pride *“des attaques en provenance de politiciens, d'enseignants, de divers militants et de commentateurs de journaux”*, regrette le chroniqueur, en concluant : *“Je n'ai jamais été à la Pride avant. La prochaine fois, je serai plus qu'heureux d'y aller.”*

— **Courrier international**

À la une



“Pour la liberté”, proclame le journal **Dagsavisen** le 27 juin, alors que la veille la Norvège a célébré l'amour pour tous lors d'un hommage aux victimes de la fusillade près d'un bar gay dans le centre d'Oslo.

Asphyxiés dans un camion

ÉTATS-UNIS — En ouvrant, au soir du 27 juin, les portes d'un semi-remorque abandonné sur le bas-côté d'une route texane, aux abords de la ville de San Antonio, les policiers ont découvert une soixantaine de migrants, dont 46 sans vie, rapporte le **San Antonio Express-News**. Parmi les 16 rescapés, souffrant d'épuisement et de déshydratation (il faisait 38 °C le 27 juin), cinq étaient dans un état critique. En 2017, 39 clandestins avaient été retrouvés dans un camion sur un parking de San Antonio, et dix étaient morts.

Les étoiles du changement



NOUVELLE-ZÉLANDE

— Le Matariki, nouvel an maori, était férié pour la première fois cette année. Le 24 juin, les titres du groupe de presse Stuff ont reproduit le même dessin sur leurs unes et affiché des messages d'unité en maori. Le quotidien de Christchurch **The Press** a opté pour *“Te Matatika”*, qui peut être traduit par *“probité”*, *“honnêteté”* ou *“éthique”*. *“Matariki”* est le nom donné aux Pléiades, un amas d'étoiles dont l'apparition, à la fin de juin ou au début de juillet, annonce, dans la tradition maorie, *“les promesses d'une nouvelle année”*.

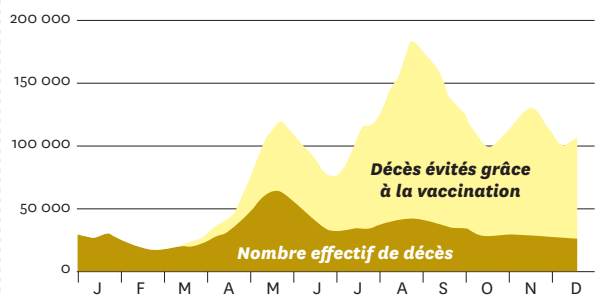
À l'isolement

BIRMANIE — Assignée à résidence depuis le coup d'État du 1^{er} février 2021, l'ex-dirigeante Aung San Suu Kyi a été transférée dans un centre pénitentiaire de la capitale Naypyidaw. *“Conformément aux lois pénales [...], elle est désormais placée à l'isolement en prison”*, a déclaré, le 23 juin, le porte-parole de l'armée Zaw Min Tun, cité par **The Irrawaddy**. La lauréate du prix Nobel de la paix 1991 est accusée d'une multitude d'infractions et a été condamnée à onze ans de prison. Âgée de 77 ans, elle risque de finir ses jours derrière les barreaux.

L'INFOGRAPHIE
DE LA SEMAINE

Vaccination : des millions de décès évités

Nombre de morts du Covid-19 en 2021 (par jour, d'après la surmortalité enregistrée)



SOURCE : "GLOBAL IMPACT OF THE FIRST YEAR OF COVID-19 VACCINATION : A MATHEMATICAL MODELLING STUDY", O. J. WATSON ET AL., IN "THE LANCET INFECTIOUS DISEASES", JUIN 2022

SANTÉ — La vaccination contre le Covid-19 a permis d'éviter entre 19,1 et 20,4 millions de morts, selon une étude de l'Imperial College de Londres publiée le 23 juin dans la revue scientifique **The Lancet Infectious Diseases**. "Sans les vaccins, estime l'étude, environ trois fois plus de personnes seraient mortes du Covid en 2021", ajoute **The Economist**. Parmi ces morts évitées, il y en aurait entre 6,8 et 7,7 millions dans les pays ayant bénéficié de la distribution de doses dans le cadre du programme Covax.

La fin de la tauromachie?



COLOMBIE — "Tragédie à la corraleja d'El Espinal", titre le 27 juin **El Nuevo Dia**, un journal du département de Tolima, dans le centre du pays. La veille, au cours d'une corraleja, un spectacle taurin pendant lequel le public descend dans l'arène, une partie des tribunes s'est effondrée comme un château de cartes. Au moins quatre personnes ont péri et 300 autres ont été blessées. Ces événements ne manqueront pas de relancer en Colombie le débat très "polarisé" sur la tauromachie. D'ailleurs, peu après le drame, tandis que des images sidérantes circulaient, le président nouvellement élu, Gustavo Petro, a demandé, dans un tweet, "aux mairies de ne plus autoriser de spectacles avec la mort de personnes ou d'animaux".

La frontière de la mort

MAROC — Plus de 1500 personnes, en majorité d'Afrique subsaharienne, ont tenté le 24 juin de franchir la clôture marquant la frontière entre le Maroc et l'enclave espagnole de Melilla. La tentative a donné lieu à des affrontements violents avec les policiers marocains. Au moins 23 migrants sont morts asphyxiés, écrasés ou des suites de leurs blessures, d'après des sources officielles – des ONG évoquent un bilan plus lourd. Deux jours plus tard, les victimes étaient inhumées dans la ville de Nador. "Sans enquête, sans autopsie, sans identification, les autorités cherchent à dissimuler la catastrophe", dénonce l'Association marocaine des droits humains dans **El País**. Dans un éditorial, intitulé "Les frontières de la mort", le quotidien madrilène étrille le Premier ministre espagnol, le socialiste Pedro Sánchez, qui a fait "l'éloge des actions des forces policières marocaines".

AFRIQUE DU SUD

Opération mains propres

À l'issue de quatre années d'enquête, la justice a remis son rapport final sur la corruption endémique qui a marqué le mandat de l'ex-président Jacob Zuma.

Ça aura mis le temps et coûté de l'argent, mais le juge Zondo l'a fait." Le **Mail & Guardian** est reconnaissant, et il n'est pas seul. Le 22 juin, le responsable de la commission d'enquête sur la corruption endémique qui a marqué le mandat de l'ancien président sud-africain Jacob Zuma a remis les derniers volets de son rapport tentaculaire au président Cyril Ramaphosa. Avec ces ultimes volumes, Raymond Zondo clôture quatre années de travail qui ont "exposé la pourriture et montré la voie" vers une gouvernance plus saine, résume le site **News24** dans un éditorial.

Créée en 2018, la commission d'enquête sur ce que l'Afrique du Sud appelle "la capture d'État" avait pour mission de faire la lumière sur près d'une décennie de gâchis. "Elle a traité des centaines de témoignages et d'entretiens, des milliers de documents et d'éléments de preuve, et a siégé pendant des mois et des mois pour démêler la capture d'État", résume **News24**. À l'heure du bilan, le site juge que l'enquête de la commission a été "un moment décisif dans l'histoire démocratique" de l'Afrique du Sud.

Comme d'autres, **News24** estime que le réquisitoire du juge Zondo est "accablant" pour l'ANC, le parti de Nelson Mandela, au pouvoir depuis la chute de l'apartheid, et pour l'ancien président Jacob Zuma, en poste de 2009 à 2018. Au cœur du scandale, le détournement de plus de 3,5 milliards de dollars en commandes publiques frauduleuses par les frères Gupta, une fratrie d'origine indienne, et leurs acolytes, avec la complicité de Jacob Zuma.

Reste désormais pour la présidence et la justice sud-africaines à s'emparer des conclusions du rapport. Le juge Zondo recommande l'ouverture de poursuites contre près de 180 personnes. Il formule également des dizaines de propositions de réforme pour assainir la gouvernance du pays. "Le succès ultime de la commission se reflétera dans la mise en œuvre de ces recommandations, non seulement par les Hawks [l'unité spéciale chargée de la lutte contre la corruption et le crime organisé] et le parquet national, mais aussi par Ramaphosa, l'ANC et le Parlement", conclut **News24**.

— **Courrier international**

Intoxications mystérieuses

●●● Vingt et une personnes, âgées de 13 à 17 ans, ont été retrouvées mortes au petit matin du 26 juin dans un bar d'East London, ville située dans le sud du pays, "sans traces de blessures visibles", écrit le **Daily Maverick**. Selon les premiers résultats des autopsies, les jeunes victimes auraient péri après avoir "inhalé ou ingéré quelque chose", dont la nature n'a pas été précisée. Les corps ont été retrouvés allongés sur des chaises et des canapés,

ou à même le sol. Selon le site d'investigation, les adolescents participaient à une fête d'anniversaire organisée dans un bar clandestin. Depuis le drame, des voix s'élèvent pour dénoncer les shebeens, ou "tavernes", ces bars clandestins populaires dans les townships, notamment auprès des jeunes.



← Jacob Zuma.
Dessin d'Osmani Simanca, Brésil.

à la une



LA GUERRE CONTRE LES FEMMES

La Cour suprême américaine a révoqué le 24 juin l'arrêt *Roe vs Wade*, qui garantissait, au niveau fédéral, le droit d'avorter. Cette décision, qui vient effacer cinquante ans de progrès concernant les droits des femmes, a causé un choc terrible aux États-Unis, où certains États conservateurs ont – comme c'était attendu – immédiatement interdit l'avortement. C'est aussi une victoire de longue haleine pour la frange la plus radicale des républicains, et une plaie ouverte entre les Américains.

← *“L'avortement relève de la santé publique” : des manifestantes devant le siège de la Cour suprême, à Washington, le samedi 25 juin.*
Photo Amanda Voisard/
The Washington Post

Des cris et des larmes

Cette décision de la Cour suprême, les professionnels de santé spécialistes de l'IVG la redoutaient depuis plusieurs semaines. Mais cela n'a pas atténué le choc de l'annonce, le 24 juin. Une journée passée entre la sidération et les appels de patientes désespérées.

—USA Today (extraits) McLean

Le 24 juin, quand Andrea Gallegos est arrivée à la clinique du service de gynécologie d'Alamo, à San Antonio, au Texas, 25 patientes y attendaient d'être prises en charge pour un avortement. Puis la décision de la Cour suprême des États-Unis d'annuler le droit à l'avortement a brutalement interrompu le fonctionnement de la clinique.

Gallegos et son père, un des médecins du centre, ont dû annoncer la nouvelle à des patientes venues de tout l'État et de l'Oklahoma voisin : l'établissement était contraint de mettre fin aux procédures d'avortement. Des cris et des lamentations ont retenti dans la salle d'attente. Une patiente, furieuse, a exigé d'être prise en charge malgré tout, incapable d'accepter la décision de la Cour suprême. À ses côtés se trouvait une autre patiente, âgée de 13 ans.

"C'était vraiment bouleversant", explique Gallegos, directrice administrative d'une clinique associée à Tulsa, en Oklahoma. *On se sent totalement impuissant. Les services que nous assurons sont simples et sans danger, nous disposons de médecins qualifiés pour s'en occuper. C'est déchirant d'être obligé de dire non aux gens.*" Les juges de la Cour suprême sont bien loin des patientes qui traversent des moments difficiles, ajoute-t-elle. *Ce ne sont pas eux qui doivent leur tenir la main, les soutenir littéralement quand elles sont confrontées à ce désespoir absolu.*"

La décision de la Cour d'annuler l'arrêt Roe vs Wade, qui, il y a quarante-neuf ans, avait inscrit le droit à l'avortement dans la Constitution, a déclenché des interdictions qui prendront effet dans les prochaines semaines dans treize États. Au Texas, les cliniques ont cessé de proposer ces prestations dès le vendredi 24 juin, le procureur général de l'État ayant déclaré que les interdictions antérieures à l'arrêt Roe vs Wade pouvaient être considérées comme étant de nouveau en vigueur.

Selon les défenseurs du droit à l'avortement, l'onde de choc de cette décision cataclysmique sera ressentie pendant des générations, alors que les Américaines, pour la première fois en cinquante ans, se voient privées de leur droit constitutionnel de mettre fin à une grossesse. Les patientes qui étaient présentes dans les salles d'attente des cliniques en prévision de ce jugement ont été durement touchées par la première vague.

"Je n'oublierai pas les visages dans la pièce, raconte Gallegos. Je n'oublierai pas leurs larmes, leurs cris de désespoir. Je n'oublierai pas l'expression sur le visage de mon père... il était comme désespéré. Je garderai ces moments en moi pendant longtemps." D'autres prestataires ont également fermé leurs services spécialisés le 24 juin, là où des interdictions peuvent être appliquées automatiquement. Le cœur lourd, le personnel a appelé des centaines de patientes pour annuler leurs rendez-vous. *"On ne saurait trop souligner à quel point cela aura un impact sur la vie de millions de gens, et ce pour des générations"*, commente Amy Hagstrom Miller, présidente et directrice générale de Whole Woman's Health. Le 24 juin, son organisation a cessé d'assurer les avortements au Texas et a dû prévenir ses patientes. En revanche, ses cliniques restent ouvertes en Virginie, dans le Maryland et le Minnesota pour celles qui en ont besoin.

"ON SE SENT TOTALEMENT IMPUISSANT. C'EST DÉCHIRANT DE DEVOIR DIRE NON AUX GENS."

Andrea Gallegos,
DIRECTRICE D'UNE CLINIQUE

Le personnel de la clinique de gynécologie de Red River, à Fargo, dans le Dakota du Nord, a été abasourdi et affligé par la décision de la Cour suprême, mais il n'a pas vraiment eu le temps de se lamenter, d'après Politico. Il y avait du travail dans l'unique clinique qui procède à des avortements dans l'État, et qui continue à assurer ses services dans l'attente d'une interdiction. *"Dès l'annulation de Roe vs Wade, j'ai été contactée par une femme qui souhaitait avorter. Elle vient de s'installer dans la région et elle a un bébé, rapporte Tammi Kromenaker, la directrice de l'établissement. Je venais d'apprendre la nouvelle la plus atterrante de ma vie, et là, une patiente m'appelle. C'est pour ça que nous faisons ça."*

Pour Michelle Trupiano, qui défend le droit à des soins légaux et sûrs dans le domaine de la reproduction, la journée du 24 avait commencé par une table ronde prometteuse sur les moyens d'offrir un meilleur accès à l'avortement dans le Missouri, État qui ne compte qu'une seule clinique de ce type. Parmi les personnalités présentes se trouvaient Xavier Becerra, secrétaire à la Santé de l'État, et Cori Bush, représentante démocrate du Missouri. À la fin de la rencontre,

Contexte

UNE DÉCISION ATTENDUE

Le 24 juin, la Cour suprême révoque l'arrêt Roe vs Wade qui a accordé, en 1973, le droit à toutes les Américaines d'avorter. "Cela pourrait mener à une interdiction de l'avortement dans près de la moitié des États-Unis", écrit alors le **New York Times**. Cette décision était en quelque sorte attendue, puisqu'elle est conforme au projet de la plus haute institution judiciaire américaine, qui avait fuité dans les médias – en particulier sur le site Politico – au début du mois de mai, rappelle le journal. Il va en résulter "un pays profondément divisé dans lequel le droit à l'avortement sera sévèrement réduit ou totalement interdit dans les 'Red States', les États conservateurs."



SOURCE

USA TODAY
McLean, États-Unis
Quotidien
1 700 000 ex.
usatoday.com
Lancé en 1982, c'est le seul quotidien national du pays, avec The Wall Street Journal. Titre populaire, il offre des articles de qualité.

les participants ont appris la décision de la Cour par des alertes sur leurs portables. Ils se sont entre-regardés, sous le choc; il n'y avait plus un bruit dans la salle. L'ambiance avait quelque chose d'irréel, décrit Trupiano, directrice du Conseil de médecine familiale du Missouri.

Elle avoue avoir été heureuse d'être alors entourée d'autres défenseurs du droit à l'avortement et de médecins. Les larmes aux yeux, ils se sont étreints et ont échangé des mots de réconfort. *"Je ne peux pas imaginer à quel point ça doit être désolant d'avoir la possibilité de prendre les gens en charge, et de voir que des politiciens vous assènent que vous n'en avez pas le droit"*, dit-elle.

Dans les États où l'avortement reste légal, la décision de la Cour a eu un retentissement aussi brutal. Renee Chelian, qui gère trois cliniques du planning familial de Northland, dans la région de Detroit, était en train de se maquiller quand elle a reçu une alerte sur son téléphone. Elle a été freinée dans son élan, alors qu'elle s'apprêtait à passer dans les cliniques récupérer des pétitions en faveur d'un vote en novembre censé garantir le droit à l'avortement et d'autres initiatives sur la question de la reproduction dans le Michigan.

Comme tant d'autres, elle s'attendait à ce que l'arrêt Roe vs Wade soit annulé, depuis qu'une fuite avait révélé le projet d'avis de la Cour, au mois de mai. Mais cela ne l'avait guère préparée à la réalité de la décision. *"C'est comme quand quelqu'un est malade, vous savez que cette personne va mourir, et vous croyez y être prêt. Et là, elle meurt, et vous n'êtes pas prêt du tout, en réalité"*, dit Chelian, qui travaille depuis cinquante ans dans les services spécialisés dans l'avortement, ayant elle-même avorté quand elle était adolescente, en 1966, avant Roe vs Wade.

Rapidement, son portable a été submergé de messages, de courriels et d'appels. Elle a dû mettre son chagrin de côté pour se concentrer sur son devoir. Elle a contacté les cliniques pour annoncer à leur personnel que Northland continuait à assurer les avortements. La procédure est encore légale dans le Michigan, mais cela pourrait changer si les autorités de l'État lèvent ou annulent une injonction provisoire qui empêche l'application d'une loi locale de 1931 qui criminalise l'avortement.

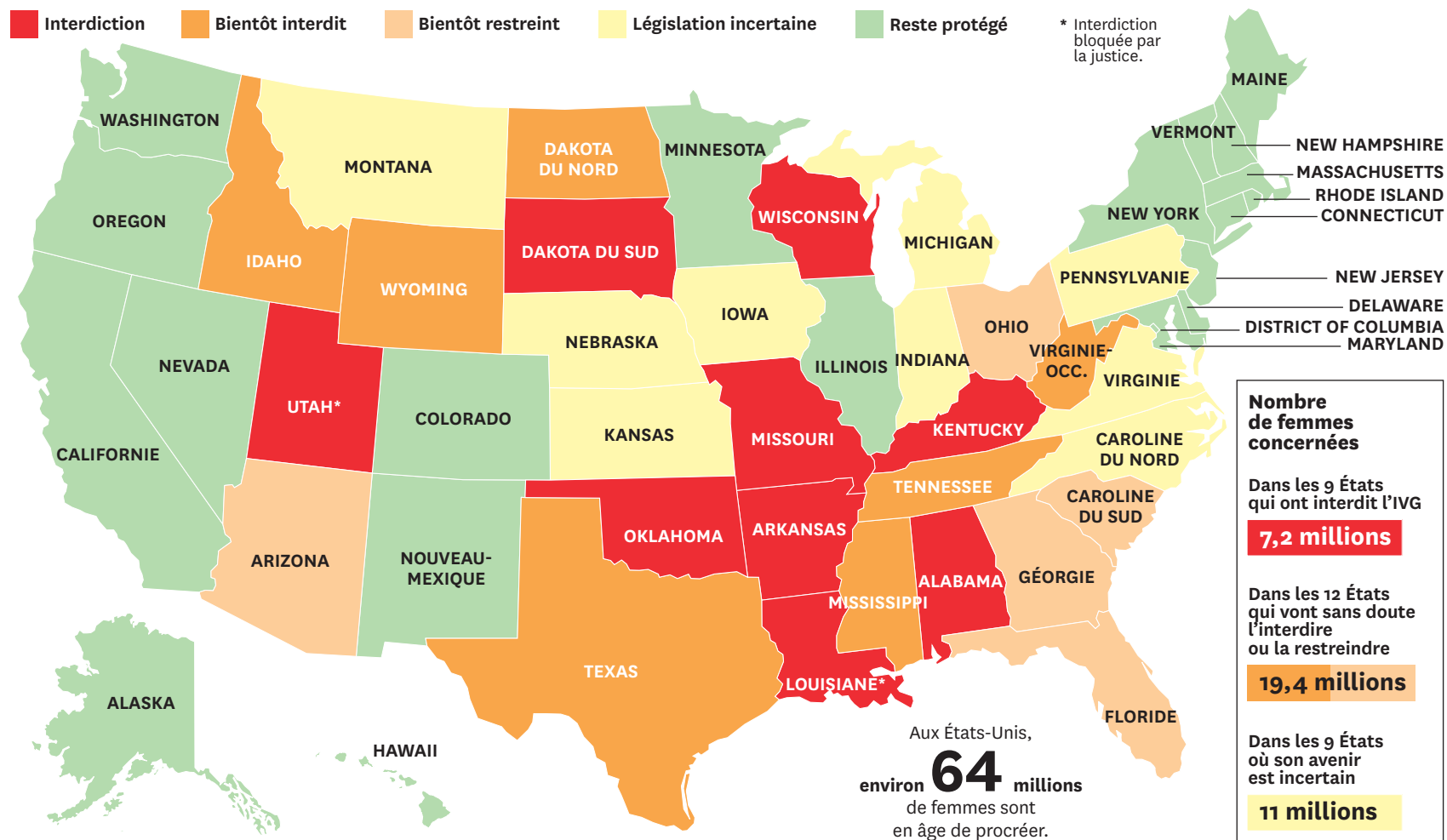
Chelian a très vite été contactée par des prestataires de l'Ohio voisin, mais aussi depuis le lointain Texas, tous cherchant à obtenir des rendez-vous pour leurs patientes. *"Au bout d'un moment, après avoir pleuré pendant une heure avec mes amis de la clinique, j'ai dû sécher mes larmes et adopter une mentalité de guerrière, parce qu'il fallait que je sois forte pour tous les autres"*, confie-t-elle.

Après une nuit agitée, dès le 25, Chelian, âgée de 71 ans, était de retour au travail, arborant un tee-shirt marqué de la date "1973", l'année de l'arrêt Roe vs Wade, des boucles d'oreilles Wonder Woman et un bracelet orné des mots : "P... de guerrière". Le même jour, elle a déposé les pétitions, et elle envisage de s'adresser à un groupe d'avocats afin qu'ils soutiennent l'initiative. *"Je veux, avant de mourir, gagner en novembre pour avoir le sentiment que le Michigan est protégé."*

—Christine Fernando et Bill Keveney
Publié le 25 juin

Le droit à l'avortement aux États-Unis

Statut de l'avortement après la décision de la Cour suprême pour chaque État, au 28 juin



La résistance s'organise

Tandis que certains États ont interdit l'IVG, d'autres tentent de préserver ce droit fondamental.

C'est peu dire que l'annulation par la Cour suprême de l'arrêt *Roe vs Wade* a semé la zizanie au sein du pays. Désormais "la lutte se joue à l'échelle des États", souligne le **New York Times**. Après un week-end de manifestations de colère des militants proavortement et de jubilation des antiavortement, "de la côte Est à la côte Ouest, une véritable vague de procédures et de poursuites s'est engagée". Alors que les conservateurs de près de la moitié des États américains se sont précipités pour supprimer ou restreindre le droit à l'avortement, les progressistes font feu de tout bois pour le préserver. Des défenseurs de l'avortement dans l'Arizona, le Kentucky, l'Idaho ou le

Texas ont ainsi intenté des poursuites au niveau local pour tenter de bloquer ou retarder l'application des lois interdisant l'avortement.

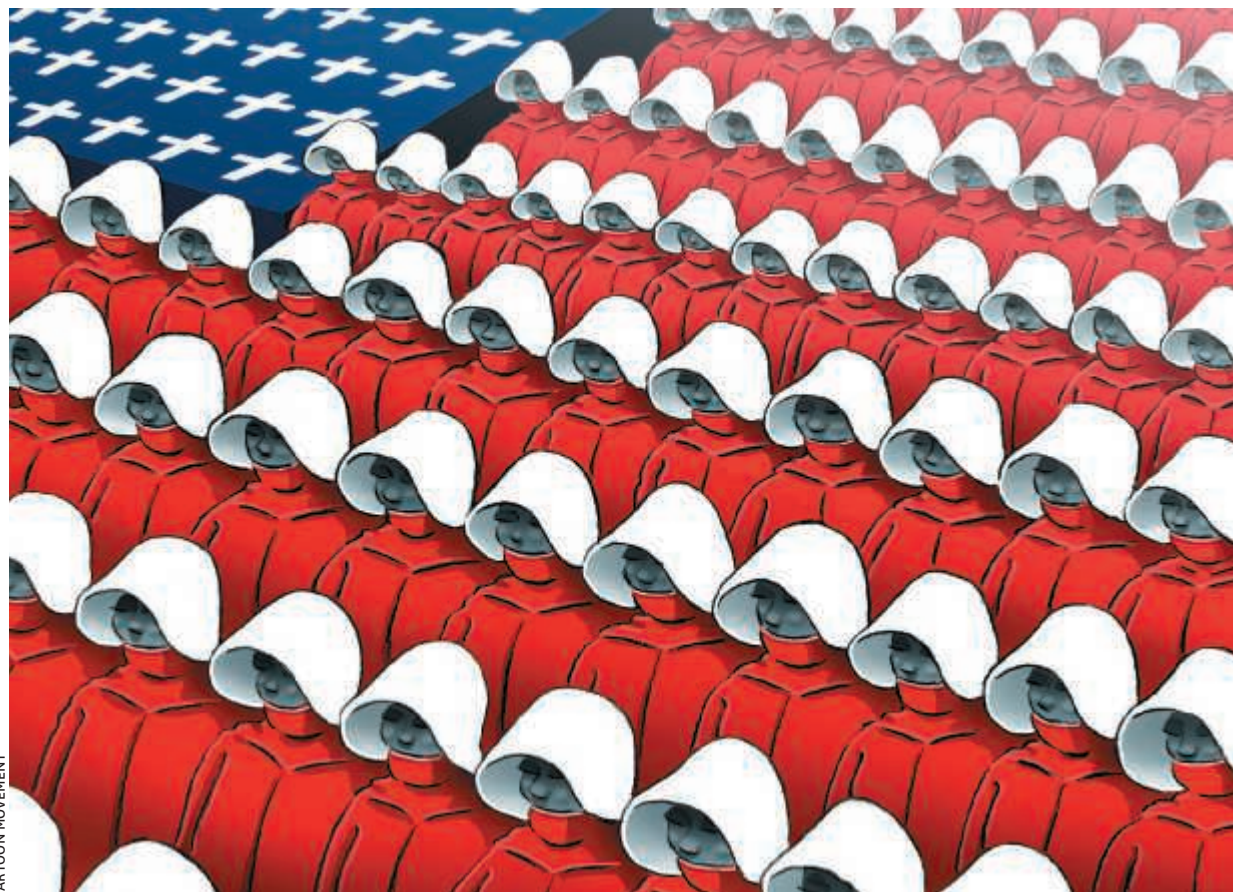
En Louisiane et dans l'Utah, des *trigger laws*, conçues pour entrer en vigueur sitôt l'arrêt *Roe vs Wade* annulé, avaient obligé les médecins de ces deux États conservateurs à cesser toute IVG dès le 24 juin. Mais, le 27 juin, un juge de la Nouvelle-Orléans a "bloqué les multiples lois antiavortement de Louisiane", qualifiées de "constitutionnellement vagues" et "ambiguës" par les plaignants, rapporte le **Washington Post**. Quelques heures plus tard, c'est un juge de Salt Lake City qui permettait aux cliniques de l'Utah de rouvrir leurs portes. Des décisions temporaires qui feront l'objet de nouveaux jugements. Pendant ce temps, les États favorables au droit à l'avortement se sont

immédiatement mobilisés.

En Californie, les législateurs ont rédigé "un amendement constitutionnel pour protéger explicitement le droit à l'avortement des 40 millions de Californiens" qui sera soumis à référendum local lors des élections de mi-mandat. Dans l'État de Washington, le gouverneur démocrate a annoncé vouloir amender la Constitution de l'État pour y inscrire le droit à l'avortement. Dans le même temps, les procureurs généraux de 21 États, dont le Nouveau-Mexique, le Minnesota ou la Caroline du Nord, ont signé une déclaration conjointe pour assurer aux patientes venues d'ailleurs qu'ils feront tout pour protéger leur droit à venir avorter dans leurs États.

Au sein du Parti démocrate, enfin, des voix s'élèvent pour "dénoncer la passivité de Joe Biden", souligne

le *Washington Post*. Critiquant la réponse du président, qui a exhorté les Américains à se mobiliser dans les urnes en novembre pour défendre le droit à l'avortement, la sénatrice Elizabeth Warren et la députée Alexandria Ocasio-Cortez ont exigé des actions immédiates comme "la construction de cliniques d'avortement sur les terres fédérales, une aide financière pour les femmes contraintes d'aller avorter hors des frontières de leur État ou l'augmentation du nombre de juges à la Cour suprême". Alexandria Ocasio-Cortez a même demandé "le lancement d'une procédure d'impeachment contre les juges de la Cour suprême Brett Kavanaugh et Neil Gorsuch" au motif qu'ils auraient menti sous serment lors de leur nomination en déclarant qu'ils ne renverseraient pas l'arrêt *Roe vs Wade*, souligne le **Guardian**.



CARTOON MOVEMENT

LA TYRANNIE D'UNE MINORITÉ

La démocratie ne fonctionne plus aux États-Unis : une minorité militante de droite impose ses préférences à la majorité. La Cour suprême incarne ce coup de force, écrit ce conservateur modéré.

—The Washington Post (extraits)
Washington

Comme chacun sait, les Pères fondateurs des États-Unis craignaient la tyrannie de la majorité. C'est pour cette raison qu'ils ont intégré tant de contre-pouvoirs à la Constitution. Ce qu'on ne sait pas toujours, c'est qu'ils craignaient aussi la tyrannie d'une minorité. Alexander Hamilton avertissait qu'accorder à de petits États comme Rhode Island ou le Delaware "un poids [égal] dans la balance du pouvoir" à de grands États comme ceux "de Massachusetts, de Connecticut

et de New York" enfreignait des principes tels que la "justice" et le "sens commun". Et de prédire : "Les plus grands seront bientôt révoltés à l'idée de recevoir la loi des plus petits."

Le cauchemar de Hamilton est la réalité des États-Unis au XXI^e siècle. Nous sommes soumis à la tyrannie d'une minorité, et les petits États imposent leur point de vue aux plus grands grâce à leur poids disproportionné au Sénat, dans le collège électoral [qui élit le président] et, par conséquent, à la Cour suprême. Prenons un exemple simple : 21 États, qui comptent à eux tous moins d'habitants que la Californie, disposent de 42 sièges [sur 100] au Sénat.

↑ Une référence au roman et à la série dystopiques *The Handmaid's Tale* (La Servante écarlate). Dessin de Glen Le Lievre, Australie.

Ce système injuste et antidémocratique a produit les arrêts du 23 juin sur le port d'armes et du 24 juin sur l'IVG.

Sur ces deux sujets, l'opinion publique penche largement en faveur de ce qu'on pourrait appeler le camp "progressiste". Après la tuerie dans une école élémentaire à Uvalde (Texas), un sondage a indiqué que 65 % des Américains souhaitaient une réglementation plus stricte des armes à feu; seuls 28 % s'y opposent. L'opinion publique est tout aussi franche en ce qui concerne l'avortement : 54 % des Américains veulent que l'arrêt *Roe vs Wade* reste en vigueur, tandis que seuls 28 % veulent son annulation; 58 % de la population souhaite que l'avortement soit légal dans la majorité, voire la totalité des cas.

Et pourtant, la majorité d'extrême droite qui siège à la Cour suprême vient d'abroger une loi de l'État de New York qui imposait un permis difficile à obtenir pour porter une arme; et elle a conforté une loi du Mississippi qui interdit l'avortement dans presque tous les cas après quinze semaines de grossesse. C'est

LA COUR SUPRÊME A BEAU JEU DE PRIVILÉGIER LE DROIT DES ÉTATS À LÉGIFÉRER SUR L'AVORTEMENT, TOUT EN LES ENTRAUVANT SUR LE PORT D'ARMES.

une libéralisation radicale du droit au port d'armes et une restriction tout aussi radicale du droit à l'avortement.

Certes, la Cour suprême n'a aucune obligation de se conformer à la volonté du peuple. Elle est gardienne de la Constitution. Mais il est difficile, pour un observateur neutre, d'accorder une quelconque confiance aux choix de ces juges conservateurs. Il n'y a rien de très prudent à revenir sur un arrêt relatif à l'IVG (*Roe vs Wade*), rendu il y a quarante-neuf ans, et sur une règle relative au port d'armes en vigueur depuis cent neuf ans dans l'État de New York.

Les conservateurs peuvent faire valoir que des juges progressistes avaient inventé le droit constitutionnel à l'avortement [en 1973], mais en quoi est-ce différent de ce qu'ont fait les juges conservateurs en inventant un droit individuel au port d'armes, qui ne figure nulle part dans la Constitution? La Cour suprême n'a pas reconnu le droit des particuliers au port d'armes avant 2008, soit deux cent dix-sept ans après que le deuxième amendement a été adopté dans le but spécifique de protéger des milices d'État "bien disciplinées". Le deuxième amendement n'a pas évolué au cours des siècles : c'est la composition de la Cour suprême qui a changé.

La majorité conservatrice a beau jeu de privilégier le droit des États à légiférer sur l'avortement, tout en les contraignant sur le port d'armes. Il est flagrant que les juges conservateurs imposent tout simplement leurs préférences personnelles, tout comme le font les juges progressistes.

Le mariage gay, prochaine cible?

●●● “Et si, ensuite, c'était le tour du mariage gay?” se demande Amy Martin, qui vient d'épouser sa partenaire de longue date, citée par le **Washington Post**. De nombreux Américains “ont vu dans ce verdict un tournant qui pourrait déclencher la révocation d'autres protections – pour les minorités raciales et ethniques, les gays et d'autres encore – établies sur des fondements similaires à ceux de l'arrêt *Roe vs Wade*”, explique le journal. La majorité conservatrice de la Cour suprême a justifié sa décision par l'idée que le droit à l'avortement n'était pas explicitement mentionné dans la Constitution, ni “profondément enraciné dans l'histoire et la tradition du pays”. D'autres droits, comme celui au mariage interracial, sont dans ce cas, ont relevé les juges progressistes de la Cour. Dans un argumentaire personnel, le juge conservateur Clarence Thomas a estimé que des décisions reconnaissant des droits à la contraception (en 1965) ou au mariage gay (en 2015) devraient être réexaminées.

Si la Cour suprême devient une assemblée où s'écrit la loi, ne devrait-elle pas respecter l'avis des deux tiers du pays? Mais notre système politique inique a donné à une minorité militante de droite les moyens de pervertir le droit. Comme le note *The Economist*, “cinq des six juges conservateurs de la Cour suprême ont été confirmés par une majorité républicaine au Sénat, élue avec moins de voix que les démocrates”, et “trois sur six ont été nommés par un président qui a lui aussi reçu une minorité des suffrages”.

Jamais la population n'a aussi peu fait confiance à la Cour suprême, comme en témoigne sa cote de popularité de 25 %, et ce n'est pas pour rien si ce chiffre baisse régulièrement. Nous vivons aujourd'hui ce que redoutaient les Pères fondateurs : une crise de légitimité gouvernementale provoquée par la tyrannie d'une minorité. Et la situation risque sous peu de s'aggraver. Dans l'argumentaire individuel qu'il a rédigé sur l'affaire relative à l'avortement, le juge Clarence Thomas a appelé la cour à annuler d'autres précédents populaires qui garantissent le droit à la contraception, aux relations entre personnes de même sexe et au mariage pour tous.

“Le vœu de la majorité décide”, écrivait Hamilton. Cet espoir n'est plus, aujourd'hui, qu'un lointain souvenir.

— **Max Boot***
Publié le 25 juin

*Max Boot est titulaire de la chaire Jeane J. Kirkpatrick au think tank Council on Foreign Relations et chroniqueur au *Washington Post*.

Contexte

TOUJOURS PLUS

“Ce n'est pas fini”, prévient Todd Russ, un élu républicain de l'Oklahoma. À droite, les idées fusent “comme du pop-corn”, dit-il au **Washington Post**. L'ancien vice-président Mike Pence a appelé à une interdiction nationale de l'IVG. Dans le Missouri, où l'avortement est devenu illégal juste après l'arrêt de la Cour, l'élue Mary Elizabeth Coleman veut empêcher les femmes d'avorter ailleurs. Sa proposition de loi permettrait de porter plainte contre quiconque aiderait une résidente du Missouri à avorter hors de l'État. Todd Russ, lui, souhaite punir les entreprises qui aident leurs employées à financer un avortement dans un autre État. Autre priorité des républicains : limiter l'accès aux médicaments abortifs. Enfin, les conservateurs veulent multiplier les pseudo-cliniques qui visent à dissuader d'avorter.

→ Dessin de **Ruben L. Oppenheimer**, Pays-Bas.

Pour la droite, un juste retour des choses

Pour la presse conservatrice américaine, la question de l'avortement n'aurait jamais dû être tranchée par les juges mais par les élus.

La question de l'avortement revient au peuple”, se réjouissait **The Wall Street Journal** le 24 juin. “L'Amérique est-elle encore capable de résoudre ses différends politiques de façon démocratique, et pacifique? Nous devrions bientôt le savoir, maintenant que la Cour suprême a révoqué l'arrêt *Roe vs Wade* et rendu aux États et à l'assentiment du peuple, auxquels elle n'aurait jamais dû

échapper, cette vaste question éthique qu'est le débat sur l'avortement”, écrit le quotidien conservateur.

“Dans l'arrêt rendu à six voix contre trois dans l'affaire *Dobbs vs Jackson Women's Health Organization*, ses détracteurs dénoncent une décision imposée par des magistrats non élus. Mais, comme l'exprimait le juge Byron White dans l'opinion dissidente qu'il avait rendue en 1973, la vraie ‘manifestation brutale du pouvoir judiciaire’ fut *Roe vs Wade*. Avec cet arrêt, sept magistrats assuraient avoir trouvé dans la Constitution

un droit à l'avortement qui n'y figure nulle part et qui n'avait aucun antécédent dans la common law américaine. Ce vendredi 24 juin, la Cour suprême a enfin corrigé cette erreur, qui depuis quarante-neuf ans sapait sa légitimité et enflam-mait notre vie politique.”

“Non, cette décision ne met pas fin à l'avortement”, rappelle de son côté **The Washington Examiner**. “Mais elle marque un tournant important : enfin, cette question pourra être réglée ainsi que doivent l'être les questions politiques dans une démocratie.” D'après ce quotidien très à droite, “Père *Roe vs Wade* restera dans l'histoire comme une période où les intellectuels de gauche auront tenté d'imposer au peuple, sur l'une des

questions d'éthique et de société les plus controversées de l'époque, des principes extrémistes en court-circuitant le processus démocratique”. Et d'assener : “La gauche se gargarise à l'envi de ‘notre démocratie’ quand elle pense pouvoir en tirer profit, mais elle ne croit pas un seul instant dans les principes d'autodétermination et de gouvernement par la majorité. Si c'était le cas, elle approuverait la décision de la Cour suprême.”

Un argument résumé par Tucker Carlson, le présentateur vedette de la chaîne ultraconservatrice **Fox News**, qui s'en prend aussi aux progressistes : “[Ils] sont horrifiés par le retour de la démocratie. [...] Cela montre qu'ils ne s'intéressent qu'au pouvoir, pas au soutien de la majorité.”

The Wall Street Journal se réjouit que les juges de la Cour suprême n'aient pas changé de ligne après la fuite du projet de décision en mai. “Cette indiscretion avait vraisemblablement

pour but d'attiser la colère afin de contraindre les juges à rétro-pédaler, et elle a de fait entraîné des manifestations devant leurs domiciles, et même une tentative d'assassinat présumée contre le juge Brett Kavanaugh. Par leur détermination, les magistrats ont fait la preuve que la Cour suprême ne cédait pas aux intimidations.”

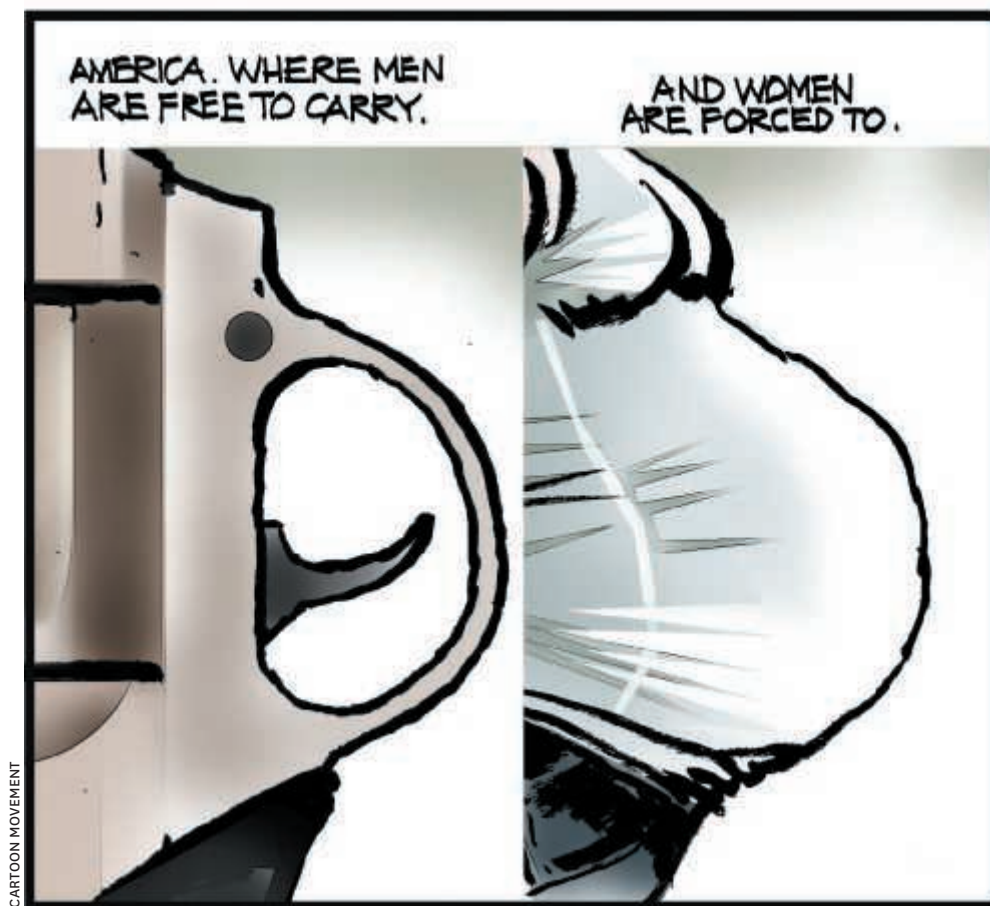
Une ligne reprise par la très conservatrice **National Review** : “Ceux qui parmi nos concitoyens nient le droit à la vie pour l'ensemble des êtres humains, aussi tragique soit leur erreur de jugement, sont en droit de contester la décision de la Cour suprême. Ils n'ont en revanche aucun droit de menacer, d'intimider ni de commettre des actes de vandalisme ou de violence.”

— **Courrier international**



Revue de presse





CARTOON MOVEMENT

Cinquante ans de sabotage

Minoritaires mais parfaitement organisés, les conservateurs anti-IVG sont parvenus à imposer leurs vues à la Cour suprême, grâce à un lent processus de jeux de pouvoir et d'alliances politiques.

—The Guardian (extraits) Londres

Si on veut résumer comment les Américaines ont perdu leur droit à l'avortement, la version courte de l'histoire tient en un nom : Donald Trump.

Le magnat de l'immobilier et star de la télé-réalité, qui a d'abord stupéfié le monde entier en se faisant élire à la Maison-Blanche en novembre 2016, a ensuite remercié sa base électorale en nommant trois juges à la Cour suprême sur un total de neuf juges, faisant ainsi basculer la plus haute juridiction américaine dans le camp conservateur pour les vingt-cinq prochaines années.

Cette accélération a conduit à la décision historique du 24 juin 2022, où les juges de la Cour suprême ont voté [par 6 voix contre 3] pour abroger le célèbre arrêt Roe vs Wade, qui,

en 1973, avait accordé aux Américaines le droit à l'avortement. La levée du verrou constitutionnel qui protégeait le droit à l'avortement devrait conduire 26 États américains à interdire cette procédure immédiatement ou dès que possible, ce qui va avoir des conséquences pour des dizaines de millions d'Américaines.

“Majorité morale”. Cette décision survient alors qu'une majorité des Américains sont en faveur de l'avortement, du moins dans certaines circonstances. Pourquoi et comment une telle décision a pu être prise alors qu'une majorité d'Américains y est opposée ? Pour les spécialistes, la réponse est à chercher du côté des jeux de pouvoir politiques.

Le mouvement antiavortement est “le camp le mieux organisé de la vie politique américaine”, explique Frederick Clarkson, spécialiste de

À la une



“LOCK HER UP” (“ENFERMEZ-LA!”),

titre le magazine de gauche **Mother Jones** dans son édition de juillet-août 2022. Des mots inscrits au centre du symbole féminin. Le magazine détourne le slogan scandé en 2016 par les partisans de Donald Trump, qui visait l'ancienne secrétaire d'État Hillary Clinton, accusée alors d'avoir manqué de prudence sur la confidentialité de dossiers du gouvernement. Cette une a précédé d'une semaine la décision de la Cour suprême du 24 juin.

la droite chrétienne et chercheur au Political Research Associates, un think tank progressiste du Massachusetts. “Ils savent bien qu'ils sont minoritaires dans la population et dans l'électorat, et de toute évidence que leur vision de la santé reproductive ne fait pas l'unanimité, précise-t-il. Mais c'est justement en connaissance de cause qu'ils ont trouvé des moyens d'optimiser leur influence politique par une organisation extrêmement efficace.” Avant d'ajouter : “Le mouvement antiavortement a exploité à la perfection les outils de la démocratie pour servir ses objectifs liberticides.”

Aujourd'hui, l'avortement est l'un des sujets les plus tranchés idéologiquement aux États-Unis, et les républicains et le mouvement antiavortement se confondent désormais parfaitement. Dans les années 1970, pourtant, l'avortement était considéré comme un “thème catholique” et il y avait encore des républicains prochoix et des démocrates antiavortement au

“LE MOUVEMENT ANTI AVORTEMENT A EXPLOITÉ À LA PERFECTION LES OUTILS DE LA DÉMOCRATIE POUR SERVIR SES OBJECTIFS LIBERTICIDES.”

Frederick Clarkson, SPÉCIALISTE DE LA DROITE CHRÉTIENNE

Congrès. La Cour suprême avait ainsi voté l'arrêt Roe vs Wade, en 1973, par 7 voix contre 2.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, il n'y a pas eu de contre-offensive politique immédiate à l'époque. Ce n'est pas avant la fin des années 1970 que certains stratèges républicains, comme Paul Weyrich, se sont rendu compte que l'avortement était un sujet porteur qui pourrait leur donner accès aux millions de voix des chrétiens évangéliques blancs, en plus de surfer sur l'opposition ambiante aux droits des femmes et aux jugements mettant en œuvre les politiques antiségrégationnistes. Leur plan a marché : les catholiques et les protestants évangéliques blancs se sont retrouvés embarqués dans une alliance de circonstance avec les républicains.

“Dans les années 1970 et 1980, quand le mouvement antiavortement était en train de prendre forme, je me souviens d'avoir assisté à des meetings où l'on voyait sur scène un évêque catholique visiblement mal à l'aise aux côtés d'évangéliques”, raconte Clarkson.

Il faut encore attendre des dizaines d'années avant que les évangéliques et les catholiques fusionnent leurs objectifs et mettent au cœur de leurs priorités l'avortement, le mariage homosexuel et la liberté religieuse. Néanmoins, ce rapprochement a rapidement engendré une “majorité morale” qui a soutenu la campagne [du républicain élu président en 1980 puis réélu en 1984] Ronald Reagan. Comme Trump, Reagan était au départ plutôt pro-avortement, puis il a ensuite promis de revenir sur ce droit s'il était élu.

↑ États-Unis. “Le pays où les hommes sont libres de porter une arme... et les femmes obligées de porter un enfant.”

Dessin d'Edward Littleford, États-Unis.

→ Dessin de Ramsés, Cuba.

Pour Loretta Ross, fondatrice du collectif SisterSong dans l'État de Géorgie, qui milite pour les droits des femmes, notamment en matière de contraception et d'avortement, "on ne peut pas comprendre les politiques sur la santé reproductive dans ce pays sans parler de la question raciale". Elle souligne : "Je suis convaincue que les restrictions actuelles sur l'avortement, la planification des naissances et l'éducation sexuelle sont toutes destinées à contraindre les femmes blanches à avoir plus d'enfants. Cela m'étonnerait qu'ils veuillent plus de bébés noirs ou métis." Même si ce sont les femmes noires et les latinos qui vont le plus souffrir de l'interdiction de l'avortement.

Les Blancs, future minorité. Les républicains ont également été avantagés grâce à l'architecture même de la Constitution américaine. Le Congrès de Washington est composé de la Chambre des représentants, dont les 435 sièges sont répartis entre les États en fonction de leur population, et du Sénat, composé de 100 sénateurs et qui accorde deux sièges à chaque état sans prendre en compte la démographie. "La Constitution a toujours favorisé de manière disproportionnée les électeurs des régions rurales, mais n'a pas toujours avantagé un seul parti", explique Neil Siegel, professeur à l'université Duke et qui a été assistant de l'ancienne juge progressiste de la Cour suprême Ruth Bader Ginsburg.

Alors que les sénateurs républicains ont commencé à représenter davantage les chrétiens blancs et les électeurs ruraux, cet aspect de la Constitution leur est devenu favorable. Les appels du pied des stratèges du Parti républicain aux électeurs partisans d'une société plus conservatrice ont également commencé à redéfinir l'identité même du parti. Au départ, "Les cadres du parti et l'establishment républicain pensaient qu'ils pouvaient les contrôler", explique Clarkson. Mais ils avaient tort, ce sont eux qui ont phagocyté le parti.

La démographie a également donné un caractère d'urgence à la cause antiavortement, estime Siegel. Le Parti républicain est en grande majorité blanc et chrétien, mais sa base est menacée par les changements démographiques, dans un pays de plus en plus divers et de moins en moins religieux. Selon les scénarios de nombreux démographes et experts, les Blancs pourraient devenir minoritaires aux États-Unis d'ici à 2045. Ce qui a poussé les républicains à pratiquer "une politique de la survie", où chaque cycle électoral devient plus critique que le précédent.

Le redécoupage électoral à des fins partisanes a permis à des candidats plus extrêmes de remporter facilement des circonscriptions, exacerbant la polarisation de la vie politique.

Puis ces jeux d'influence et le facteur chance se sont télescopés au moment où la base du Parti républicain a choisi Trump, lequel a remporté l'élection de 2016 grâce aux grands électeurs, même s'il a perdu le vote populaire et a ensuite eu la possibilité – rarissime – de pouvoir nommer trois nouveaux juges de la Cour suprême en l'espace d'un seul mandat.

— Jessica GlENZA
Publié le 24 juin

Repères

ET PENDANT CE TEMPS-LÀ, AU CONGRÈS...

Les auditions de la commission d'enquête de la Chambre des représentants sur l'assaut contre le Capitole du 6 janvier 2021 se poursuivent. Diffusées à la télévision américaine, elles révèlent le rôle joué par Donald Trump et ses proches après l'élection de Joe Biden en novembre 2020, dont ils ont cherché à renverser le résultat. Pour la commission d'enquête, l'ancien président est responsable. De nombreux conservateurs dénoncent le côté partisan de cette commission et doute de ses objectifs, à l'instar du magazine **The American Conservative**, qui dénonce un "show télévisé destiné à faire croire aux Américains à une tentative de coup d'État". Alors que "Trump n'est pas resté au pouvoir, CQFD".



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

"Les décisions américaines vont avoir des répercussions jusqu'en Afrique."

Des associations américaines pourraient conditionner l'aide financière à des États africains à des mesures antiavortement, prévient le magazine **The Continent**.

L'ONDE DE CHOC

La décision américaine choque dans de nombreux pays. Réactions.

France. Virage constitutionnel

●●● L'émotion était palpable en France, où l'avortement est dépénalisé depuis 1975, relate le **Frankfurter Allgemeine Zeitung**. La nouvelle chef de file des soutiens d'Emmanuel Macron à l'Assemblée nationale, Aurore Bergé, a annoncé dès le 25 juin un projet de loi pour inscrire le droit à l'avortement dans la Constitution française. Un projet de loi déjà déposé à deux reprises par la gauche et rejeté notamment par la majorité présidentielle lors du précédent mandat, rappelle le journal allemand. Mais le vent a tourné, et l'exemple américain peut faire craindre le pire. "Cela met la pression sur l'extrême droite, note la **FAZ**. Marine Le Pen aurait préféré ne pas voter à l'unisson avec la gauche et la majorité présidentielle. Bien qu'elle ait déclaré sa volonté de soutenir l'amendement constitutionnel, elle a mis en garde contre l'alarmisme exagéré." Elle pense à son électorat catholique, note le journal, qui rappelle que Le Pen avait critiqué en 2012 la décision prise par les socialistes au pouvoir de couvrir l'intégralité des coûts d'un avortement. Elle dénonçait à l'époque la banalisation de cet acte.

les femmes pourront mettre un terme à leur grossesse dans les centres communautaires et non pas seulement dans les hôpitaux ou les grandes cliniques, et "sans avoir besoin de se présenter [en personne] devant les très critiquées commissions d'avortement en amont". Le ministre de la Santé, Nitzan Horowitz, a salué ces changements comme une réponse à la Cour suprême des États-Unis qui "ramène le leader du monde libre et libéral cent ans en arrière".

Allemagne. Une violation des droits humains

●●● "Quelle ironie de l'histoire!" s'exclame la **Tageszeitung**. La Cour suprême américaine a révoqué le droit à l'avortement le jour où le Bundestag allemand autorisait officiellement les médecins à informer leurs patientes sur les procédures d'IVG. "Il n'y a guère de meilleure preuve que le combat pour le droit à disposer de son corps n'a

rien de linéaire, commente le journal de gauche. Alors que l'Allemagne fait trois pas en avant pour les droits reproductifs, les forces réactionnaires ramènent les États-Unis plusieurs décennies en arrière." Pour éviter de telles volte-face, "il faut traiter les interdictions d'avorter pour ce qu'elles sont: une violation des droits humains".

Italie. Pire qu'aux États-Unis

●●● C'est le titre choc du quotidien romain **Domani**, qui justifie ses propos avec une série de chiffres inquiétants. En Italie, l'avortement est garanti légalement mais, comme en France, une clause de conscience existe pour le corps médical et elle est largement utilisée. Selon une récente enquête indépendante, 65 % du corps médical refuserait de pratiquer l'avortement (des chiffres pas trop éloignés de ceux fournis par le ministère compétent). Dans certaines régions du sud du pays, comme le Molise, ce sont même 94 % des gynécologues qui appliquent la clause de conscience.

Israël. À l'opposé

●●● "Israël facilite l'accès à l'avortement", titre le média **Times of Israel**. Selon une nouvelle réglementation approuvée le 27 juin par une commission de la Knesset qui entrera en application en octobre,



d'un continent à l'autre.

france



Europe	22
Amériques	26
Moyen-Orient...	28
Afrique	30
Asie	32

Politique. Macron, l'homme qui n'assume pas


FOCUS

Sa stratégie – renvoyer la balle à l'opposition, patienter avant de “déclarer la guerre” – va faire durer la pagaille à l'Assemblée, selon ce correspondant britannique.

—The Local (extraits)
Stockholm

En huit minutes [le 22 juin], Emmanuel Macron nous a montré le meilleur de lui-même, et le pire. Dans son allocution télévisée, il s'est révélé plein d'assurance; il a fait preuve de solennité; surtout, il a été bref.

Il a reconnu que l'Assemblée nationale élue [le 19 juin] témoignait de “divisions profondes” dans le pays. Il a déclaré que la France devait “apprendre collectivement à gouverner autrement”. “Nous devons bâtir des compromis nouveaux dans le dialogue, l'écoute, le respect.”

Mais il a refusé d'endosser la moindre responsabilité dans l'impasse créée par les électeurs. Il a estimé pouvoir tirer une “légitimité claire” de sa réélection en

avril. Il a appelé au compromis, mais affirmé le caractère intouchable de certaines de ses promesses (pas de hausse des impôts, pas plus de dette).

En avril, Macron avait reconnu devoir en partie sa victoire aux voix d'électeurs qui n'ont voté pour lui que pour faire barrage à Marine Le Pen. Il avait promis de gouverner avec cette idée toujours en tête. Il n'en est rien.

La coalition présidentielle s'est laissée porter par la campagne des législatives sans jamais défendre avec ardeur le programme du président Macron, sans proposer non plus de nouvelles idées susceptibles de satisfaire ceux qui, à droite comme à gauche, ont voté pour lui par défaut le 24 avril.

Tout cela ne suffit pas à expliquer la pagaille dans laquelle se retrouve la France. D'autres

facteurs ont joué : la lassitude électorale, l'inflation, ce sempiternel instinct français qui appelle au “changement” tout en s'y opposant résolument, une campagne qui a largement ignoré les sombres nuages qui s'accumulent hors de sa bulle.

Panier de crabes. Et voilà la France projetée sans le vouloir dans un monde tel que l'actuelle génération d'acteurs politiques français n'en a jamais connu : un monde à l'allemande, à l'italienne, à l'espagnole, à la belge, un monde de coalitions, de compromis, d'alliances mouvantes.

Un monde où les gouvernements valsent, contre lequel Charles de Gaulle avait précisé imaginé cette V^e République et son régime présidentiel. Certains avancent que le

retour en force du Parlement sera bénéfique et favorisera un débat politique plus approfondi et une culture du compromis constructif.

Personnellement, j'en doute. La nouvelle Assemblée nationale, avec ses neuf groupes politiques, dont d'importants blocs représentant la gauche dure et l'extrême droite, tiendra plus du panier de crabes que d'Athènes au siècle de Périclès.

Une chasse aux sorcières a été lancée parmi les médias français pour désigner le “responsable” de la progression spectaculaire du Rassemblement national (RN), passé de 8 à 89 sièges à l'Assemblée nationale.

La gauche, en France comme à l'étranger, accuse Ensemble, la coalition de Macron, d'avoir favorisé le RN en refusant de donner

Voilà la France projetée dans un monde de coalitions, d'alliances mouvantes.

une consigne de vote claire à son électorat au second tour dans les circonscriptions où des candidats de gauche étaient opposés à des lepenistes. Or le RN a décroché presque 60% de ses victoires (53, pour être exact), au terme de seconds tours l'opposant à Ensemble.

Les sondages de sortie des urnes varient, mais tous laissent penser que ce sont les électeurs de gauche qui se sont abstenus, quand ils ne sont pas allés jusqu'à voter pour les candidats d'extrême droite, pour “emmerder Macron”, plus que ne l'ont fait





✓ Dessin de **Côté** paru dans **Le Soleil**, Québec.

je crois, est convaincu qu'en tant que président de la République il ne peut pas faire comme si les 89 députés d'extrême droite n'existaient pas. Mais c'est aussi parce qu'il a opté pour un attentisme qui se veut malin.

Le président ne voit pas s'ouvrir de vraies perspectives dans une alliance à long terme avec les 64 députés de centre droit.

À court terme, il compte sur des alliances ponctuelles avec le centre droit et la gauche modérée pour mener à bien les projets urgents, dont une nouvelle loi sur le pouvoir d'achat.

À quelles concessions les députés sont-ils prêts pour permettre que le pays puisse être gouverné ?

À plus longue échéance, il estime (voire espère) que ce type de concertation est voué à l'échec. Et il entend donner à croire qu'il a laissé toutes ses chances à la paix parlementaire avant de pouvoir "déclarer la guerre", c'est-à-dire dissoudre l'Assemblée, l'année prochaine.

D'où l'allocution de mercredi [22 juin]. À quelles concessions les groupes représentés à l'Assemblée nationale (y compris les trois rangés aux côtés de Macron) sont-ils prêts pour permettre, et c'est vital, que le pays puisse être gouverné ?

Sans doute Macron aurait-il été politiquement plus malin s'il avait affirmé clairement que lui aussi était prêt à faire des concessions et à écouter les idées des autres.

— **John Lichfield**
Publié le 23 juin

SOURCE

THE LOCAL

Stockholm, Suède
thelocal.fr

The Local est un site d'information en anglais établi dans plusieurs pays européens.

Sa priorité est de raconter la vie quotidienne et sociale des pays dans lesquels il est implanté.

Il revendique 5 millions de visites mensuelles.



les macronistes pour "emmerder" la gauche.

Dans les faits, la coalition présidentielle comme la Nupes se sont tiré une balle dans le pied en abandonnant le fameux "front républicain" contre le RN. Chacune aurait pu espérer 30 sièges supplémentaires si elles avaient recommandé un report de voix réciproque. La coalition macroniste aurait peut-être même obtenu la majorité à l'Assemblée – mais c'est sans doute précisément ce que les électeurs de l'alliance de la gauche et des Verts tenaient le plus à éviter.

Alliances. Une clameur très semblable s'élève aussi contre le camp Macron, qui serait prêt à collaborer avec Le Pen et ses députés au sein de la nouvelle Assemblée. C'est notamment parce que Macron,

Le RN s'impose en "champion du peuple"

Marine Le Pen a repris à son compte la rhétorique de la lutte des classes, pas aussi dépassée que le disait Emmanuel Macron, analyse ce site italien de droite.

— **InsideOver** (extraits) Milan

En 2015 déjà, Marine Le Pen, qui dirigeait alors le Front national, avant son repositionnement moins "antisystème" et son changement de nom, disait que le succès de son parti aux élections régionales françaises était "la révolte du peuple contre les élites". Les citoyens, d'après elle, ne supportaient plus le mépris d'une classe politique qui, pendant des années, n'avait rien fait d'autre que défendre ses propres intérêts.

Ainsi, selon l'histoire que raconte la première dame de l'extrême droite française, les années auxquelles elle fait référence se caractérisent par le fait que le monde politique a servi les intérêts des élites sans que le peuple s'en aperçoive. À l'époque, haranguer le peuple avec la volonté de dénoncer les puissants était considéré comme une nouveauté.

Chevalier sans peur. En 2017, cependant, l'histoire a changé, avec l'apparition d'une sorte de cygne blanc de la politique française : Macron. Un homme qui, ayant attentivement observé la progression du Front national, pensait que les grandes forces en présence pourraient en être effrayées au point d'avoir besoin d'un chevalier sans peur et sans reproche capable de les rassurer. Un homme qui s'est présenté ouvertement comme le bien-aimé des élites. Et dont l'intention était de maintenir le statu quo en étouffant toute aspiration révolutionnaire.

En Marche a rebattu les cartes sur la scène politique française, dépassant tant l'opposition horizontale entre gauche et droite que l'opposition verticale entre peuple et élite, pour miser sur le dialogue entre les factions. En ce sens, le choix de certains candidats en dit long, par exemple celui de Cédric Villani, célèbre mathématicien lauréat en 2010 de la médaille Fields

(équivalent du Nobel) et directeur de l'Institut Henri-Poincaré à Paris. Une figure dont l'appartenance en plein centre de la capitale vaut des millions et qui porte une lavallière, qui dit n'être ni de gauche ni de droite et vouloir se rapprocher du peuple.

Macron, avec ce coup, a voulu scier la branche électorale sur laquelle Le Pen s'était assise : il ne sert à rien de créer un étendard politique avec les cahiers de doléances des Français, avec les problèmes qui les inquiètent mais que les privilégiés ne peuvent comprendre. Cela ne sert à rien parce que lui, l'homme de l'élite, le technocrate, est prêt à écouter les Français tout autant que la "populiste" Marine. Et même plus. Vu que, à la différence de Marine, très douée pour haranguer les foules mais moins pour élaborer des programmes de réformes, un homme plein de compétences comme Macron, sans compromission idéologique, peut recourir à la technique pour résoudre les problèmes de tous. Et c'est ainsi qu'il remporta la présidentielle de 2017.

Sentant l'entourloupe, le peuple n'a pas tardé à revendiquer son identité, avec l'apparition des "gilets jaunes", imaginés presque par hasard par la fille du peuple

Macron a voulu scier la branche électorale sur laquelle Le Pen s'était assise.

Jacline Mouraud pour combattre l'augmentation des prix des biens de première nécessité et du carburant. Des problèmes courants que l'homme des élites Macron ne comprenait manifestement pas. Et Le Pen, notamment dans les campagnes, les régions désindustrialisées et la frange méridionale de la France, où les thèmes de l'immigration et de l'identité

nationale sont particulièrement forts, a continué de gagner des soutiens.

En plus de remettre, avec force, l'opposition peuple-élite sur la table, Le Pen a même commencé à lancer quelques hameçons rhétoriques en direction de la gauche, évoquant à plusieurs reprises le concept marxiste de "valeur travail" pour faire comprendre aux électeurs que les résidus idéologiques du xx^e siècle n'étaient plus nécessaires. L'unique chose réellement utile était de représenter les revendications des Français "authentiques" et de mener, pour eux, des batailles sociales, civiles, économiques et politiques. C'est ainsi que, et une fois l'ivresse macroniste dissipée, Marine Le Pen a décidé de plonger dans le passé en titillant l'instinct révolutionnaire endémique des Français.

Chimère. Le politologue Yves Mény, qui a présidé l'Institut universitaire européen de Florence, expliquait dans un entretien au quotidien *La Stampa* : "Les partis populistes français et italiens sont des partis de protestation plus que des partis de gouvernement. Ils ont construit leur succès électoral sur la critique de l'élite et sur l'idée d'invasion étrangère du territoire national. En Italie, le système proportionnel a permis à ces forces de conquérir des positions fortes, alors qu'en France, jusqu'à présent, les partis extrémistes sont restés au second plan. Mais il existe une grande différence culturelle, et donc politique, entre l'Italie et la France : la France est un pays de révolution, d'opposition et de polarisation, tandis que l'Italie, depuis sa naissance, est un pays de compromis."

Ainsi, dans un "pays révolutionnaire" comme la France, au fil des mois, ce qui était initialement apparu comme une source de bien-être – le macronisme et son ambition de faire redécouvrir sous un jour positif le néolibéralisme économique, de redorer le prestige de la France en politique extérieure, d'intégrer la nouvelle génération de migrants des quartiers défavorisés – s'est transformé en chimère, avec la réforme du Code du travail et le refus d'indexer les retraites sur la hausse des prix, qui mécontente les plus pauvres, avec de nouvelles catastrophes migratoires, avec l'effondrement → 18



✓ Marine Le Pen et Emmanuel Macron.
Dessin de Beccs, Argentine.

17 ← de l'empire néocolonial en Afrique.

Le mécontentement des Français a entretenu l'absence de couleur politique, le classique clivage droite-gauche étant désormais peu représentatif de la réalité. Il a poussé les Français à se désintéresser totalement de la politique après la "déception Macron", et à se tourner vers l'extrême droite de Le Pen autant que vers la vieille gauche fédérée autour de Jean-Luc Mélenchon. L'altermondialiste est très populaire chez les "gilets jaunes" et les forces antisystème, qui voient le mal absolu davantage en Macron qu'en Le Pen.

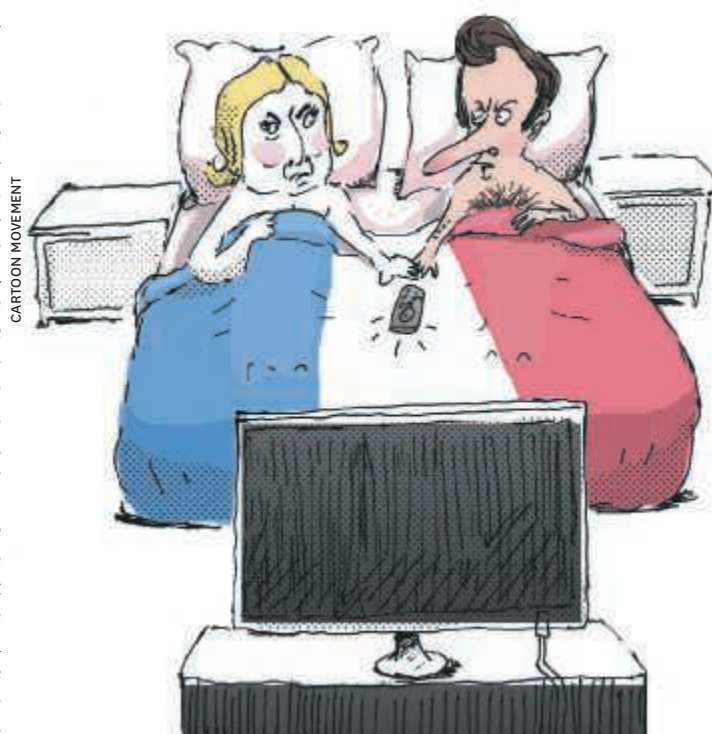
Si les élites ont pour habitude de combiner une politique de "gauche" (social-libéralisme et défense des minorités) et une économie de "droite" (protection du capital transnational), et que Macron l'incarne parfaitement, le peuple, en 2022, continue de montrer qu'il désire l'exact opposé : il critique l'ultralibéralisme et refuse le multiculturalisme.

Ce rejet explique pourquoi des thèmes comme la guerre en Ukraine n'ont joué aucun rôle dans les élections françaises. D'un côté, Le Pen a choisi, au vu de ce qui s'est passé le 24 février, de revoir sa position habituelle en politique internationale – entretenir des relations avec tout le monde (même Vladimir Poutine) pour préserver les intérêts de la France. De l'autre, Macron a compris qu'en pointant du doigt l'"amie des Russes" qu'est Marine Le Pen, il risquait de se tirer une balle dans le pied : un ennemi des élites occidentales comme le Kremlin aurait pu susciter une certaine fascination.



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

L'Assemblée vue par deux correspondants étrangers. Sa composition inédite est-elle bonne pour la démocratie? Jon Henley, correspondant du **Guardian**, et Ana Navarro Pedro, correspondante pour la presse portugaise, répondent en vidéo.



Bonne nouvelle, le radicalisme politique est de retour !

Le chaos politique né des législatives pourrait être un gage de renaissance pour la société française, estime cet expert russe. Et peut-être, à terme, un signal favorable pour Moscou.

—**Profil Moscou**

Les résultats du second tour des élections législatives en France vont réduire la capacité d'action de l'État. C'est une mauvaise nouvelle pour Moscou, qui considère à juste titre que Paris est son partenaire le plus sensé en Europe. Mais si l'on s'intéresse au sort de la démocratie en tant que système politique, le résultat du vote français est une bonne nouvelle.

Macron a perdu la majorité absolue au Parlement qui devait lui permettre de former un gouvernement, et le système politique français va entrer dans une phase proche du chaos. Les deux principales forces d'opposition ont des points de vue opposés sur la quasi-totalité des défis auxquels le pays est confronté,

mais sont aussi déterminées l'une que l'autre à combattre le camp présidentiel. Un combat qui promet d'être impitoyable et dévastateur pour la République française.

Le fait qu'Emmanuel Macron, qui vient d'obtenir à l'arraché un second mandat présidentiel, devienne un "canard boiteux" pour les prochaines années risque fort d'affaiblir la France sur la scène internationale. Il va bien entendu continuer à appeler Moscou et à inciter de temps en temps le régime de Kiev à entamer des pourparlers de paix. Cependant, si ses gesticulations produisaient déjà peu de résultats, cela sera désormais encore plus difficile, en raison de l'incapacité de Macron à agir en France même. Toute l'énergie de l'Élysée durant ce quinquennat sera consacrée à survivre,

alors pour ce qui est de la politique internationale...

Plus généralement, l'échec du parti au pouvoir aux législatives montre clairement que la V^e République est dans l'impasse. Ce n'est certes pas très confortable pour la Russie, qui voit à regret basculer le destin de ce partenaire. La France avait conservé jusqu'à récemment une vision relativement civilisée des relations internationales.

Toute l'énergie de l'Élysée durant ce quinquennat sera consacrée à survivre.

Si la voix de Paris ne parvient plus à se faire entendre face aux vociférations de Londres et des capitales d'Europe de l'Est et aux beuglements indistincts de Berlin, l'atmosphère en Europe va devenir totalement déprimante et nous n'aurons plus personne à qui parler.

Certes, il faut le reconnaître, tout l'Ancien Monde traverse une crise profonde. Et face aux bouleversements qui nous attendent à court terme, les problèmes de politique intérieure de la France ne sont pas ce qu'il y a de plus préoccupant. Macron a eu beau s'évertuer tant et plus, il ne pouvait pas changer le cours de l'histoire, déterminé par les erreurs commises dans l'euphorie de la fin de la guerre froide.

Quant à l'effondrement de la V^e République, qui semble se matérialiser inéluctablement, il pourrait marquer la renaissance de l'État français sous une forme nouvelle. Et de ce point de vue, les dernières élections ont été porteuses d'un certain optimisme. La société française a montré qu'elle n'a pas encore sombré dans l'apathie totale, malgré un contexte qui l'y invite.

La polarisation de l'électorat démontre magnifiquement combien la théorie de l'inévitable castration des systèmes politiques dans les États démocratiques – avec la domination d'un "centre" flou qui absorbe tout l'agenda politique, et la disparition du radicalisme – restera une chimère des élites et des bureaucrates.

Il y a quelques années à peine, tout le monde pensait que le

radicalisme politique dans les anciennes démocraties européennes appartenait au passé. La création même du mouvement En Marche ! par Macron en 2016 visait délibérément à pulvériser les "vieux" partis afin de créer une association amorphe qui devait assurer à tout prix aux élites et aux fonctionnaires le contrôle du pays.

Pour cela, on a promis au peuple des réformes qui ne se sont jamais concrétisées car elles ne s'appuyaient sur aucun concept idéologiquement cohérent. L'expérience peut être considérée comme terminée, et le radicalisme est revenu en force dans la vie politique de la deuxième puissance européenne en nombre d'habitants.

Les électeurs français ont gagné, s'extrayant de la gueule d'un centrisme dévorant. Toute l'élite dirigeante, assoiffée de pouvoir pour le pouvoir, est défaite.

Dans l'éventualité où l'effondrement désormais imminent serait suivi d'une forme de nouveau départ, nous pourrions encore voir la France renaître. D'autant que le prix qu'elle devra payer – la dissolution de l'Union européenne et le retrait de l'Otan – serait, du point de vue de la Russie, l'option la plus favorable à la paix sur le continent.

—**Timofeï Bordatchev**
Publié le 21 juin

L'auteur



TIMOFEÏ BORDATCHEV

est un politologue russe spécialiste des relations internationales, né en 1973. Directeur du département d'études européennes et internationales à l'École supérieure d'économie de Russie, il est surtout connu comme directeur de la programmation du Club Valdai, ce forum international consacré à la Russie et à sa place dans le monde, où sont conviés chaque année à Moscou des experts de tous horizons et de tous pays.



SUR NOTRE SITE

DOCUMENT

EXCEPTIONNEL



↓ Dessin de Kichka, Israël, pour *Courrier international*.

Procès des attentats. “Ceux dont on attend le plus de réponses sont absents”

La journaliste américaine Madeleine Schwartz a suivi le procès des attentats du 13 Novembre. À la veille du verdict, attendu le 29 juin, nous avons choisi de traduire sur notre site son récit, dur et poignant, des audiences. Interview.

COURRIER INTERNATIONAL : La France peut-elle juger le terrorisme, alors que le terrorisme a changé son système politique? Voilà la question de départ de votre long article paru dans la *London Review of Books*. Avez-vous trouvé une réponse?

MADELEINE SCHWARTZ : Je suis de moins en moins sûre d'avoir un jour une réponse définitive. C'est une question qui va continuer à se poser, au-delà de ce procès. Comme je l'écris dans l'article, il y a cette cour de justice, lieu circonscrit où se déroule une procédure judiciaire, et, en dehors de la cour, la notion du terrorisme – djihadiste –, qui est très débattue. Son existence en France et la réponse du gouvernement ont beaucoup influencé la politique française. Ce qui se passe au sein de la cour ne peut pas être entièrement séparé de l'extérieur.

Que voulez-vous dire?

La politique française a été très marquée par les attentats de 2015 et par la réponse adressée par le gouvernement. Bien avant les élections, il y a eu des lois pour la sécurité et contre les “séparatismes”. Les campagnes électorales de cette année ont été marquées par un discours xénophobe et anti-islam. Il y a eu la montée d'Éric Zemmour, qui a utilisé les attentats d'une manière qui a choqué de nombreuses victimes. Et cela se termine avec un Rassemblement national dix fois plus fort qu'auparavant à l'Assemblée nationale.

Pour la France, c'est un procès hors norme. Correspondait-il à ce que vous attendiez?

En tant que journaliste, j'essaie de me concentrer uniquement sur ce qui se passe et de ne pas avoir

d'idée préétablie. Après dix mois d'audience, je constate qu'il y avait de grandes attentes pour que ce procès donne des réponses définitives à toutes sortes de questions pour lesquelles je ne sais pas s'il existe une réponse satisfaisante. Pourquoi ces attentats sont-ils survenus? Qu'est-ce qui incite des personnes élevées en Belgique et en France à commettre des attaques dans leur propre pays ou dans un pays voisin? C'est un des paradoxes du procès : ceux dont on attend le plus les réponses sont absents, parce qu'ils sont morts au cours des attentats ou présumés morts en Syrie.

Quelque chose en particulier vous a-t-il frappée?

J'ai été impressionnée par la taille du procès et les ressources qui y ont été consacrées : la salle construite pour l'occasion, mais aussi le nombre d'avocats, de parties civiles. Il est aussi intéressant de voir, malgré le caractère unique de ce procès, en quoi il se déroule dans une forme de continuité – ce n'est pas le premier procès du terrorisme en France. Les témoignages des victimes ou des proches étaient extrêmement émouvants : voir des personnes décrire l'horreur à laquelle elles ont survécu, raconter qu'elles ont vu des morceaux de chair partir, qu'elles se sont couvertes d'autres corps pour se protéger...

Quel était pour vous le défi journalistique dans ce travail?

Une particularité des tribunaux français est qu'ils n'ont pas de transcriptions officielles,

comme c'est le cas aux États-Unis. Cela m'a surpris, étant donné l'importance de ce procès. Jusqu'à la diffusion de la vidéo des audiences dans cinquante ans, les seules traces de ce qui a eu lieu tous les jours [au Palais de justice] seront des articles et des tweets, par nature incomplets. Cela soulève des questions sur l'accès du public à la justice.

Une condamnation de Salah Abdeslam clorait-elle un chapitre pour les Français?

Cela dépend beaucoup de l'arrêt de la cour, et aussi de ce qui le motivera. Beaucoup de gens attendent de voir ce que la cour a à dire des deux propos contradictoires qu'a tenus Abdeslam : d'une part, il revendique ces attentats et son engagement dans le djihad en les qualifiant de manœuvre politique contre la politique de la France au Moyen-Orient; d'autre part, il dit avoir renoncé à se faire exploser. Sur ce point, il y a une attente très forte du verdict de la cour.

Comment est perçu ce procès en dehors des frontières de l'Hexagone?

La question de savoir à quoi sert la justice après un attentat et un tel deuil national, c'est une question universelle, qui intéresse beaucoup de gens en dehors de la France. À ma connaissance, aucun système judiciaire ne prétend détenir la solution parfaite pour faire face à un tel événement.

— **Propos recueillis par Courrier international**

Extraits

●●● Le procès se tient dans une France transfigurée par les attentats, où les questions de terrorisme, de religion et de cohésion sociale sont souvent confuses et abordées au détriment des faits. Dans cette salle, les jours où l'on passait des descriptions de violences extrêmes aux effets de manche, il m'est arrivé de me demander si la cour pouvait faire abstraction de ce qui se passe à l'extérieur de ses murs. La France peut-elle juger le terrorisme, alors même que le terrorisme est en train de transformer son système politique? [...] 9 novembre 2021. On a souvent l'impression que le tribunal est coupé du reste de Paris. [...] La journée commence à 12 h 30 et s'achève parfois après 20 heures. Entre les récits de scènes de crime, de sang, de mutilations, les avocats s'enlisent dans de longs débats procéduraux et des arguties juridiques. Il est difficile de partir : à tout instant, les détails les plus importants peuvent surgir. Pourtant, les effectifs fondent. Sur les 141 organes de presse qui ont envoyé des journalistes au début, seuls une douzaine couvrent encore le procès. Vers la mi-novembre, je commence à reconnaître plusieurs visages derrière leur masque. Les journalistes du Monde qui discutent entre eux. Le père d'une victime qui a écrit un livre sur la perte de sa fille. Un écrivain célèbre est aussi là.

SÉRIE D'ÉTÉ

Redécouvrir Marseille, pas à pas

La deuxième ville de France est marquée par une fracture sociale et un délabrement urbain, mais des habitants tentent de valoriser les cités, plus connues pour leur violence que pour leur patrimoine. Ils utilisent pour cela un moyen à la portée de tous : la marche.



—Die Tageszeitung Berlin

Marseille n'est pas une ville où on peut flâner tranquillement. Trop escarpée, trop d'ordures, trop de vent, trop de monde. On trouve malgré tout toujours une petite place où s'installer pour siroter un café, une rue qui offre soudain une vue sur la mer ou les collines.

La vie est rude dans le centre-ville. Après des années de mauvaise gestion, d'inoccupation et de spéculation, le parc immobilier est délabré. L'effondrement de trois immeubles dans le quartier Noailles a provoqué la mort de huit personnes en novembre 2018. Les "marches de la colère" ont repris, la population s'est rappelé une autre façon de circuler dans la ville et une forme de protestation avec une longue histoire à Marseille : la manifestation.

En français, le mot "marcher" décrit d'une part la marche plutôt militaire du bataillon de soldats qui s'est rendu de Marseille à Paris en 1792 et a apporté *La Marseillaise* à tout le pays. Ce

chant révolutionnaire est devenu l'hymne national. "Marcher" s'applique aussi à La République en marche, le mouvement fondé par le président Emmanuel Macron, qui entend vouloir mettre quelque chose en mouvement. Et ça veut aussi dire simplement : se déplacer, aller à pied. Marseille possède avec Les Excursionnistes le club de randonnée le plus ancien de France : il a été fondé en 1897.

En 1983, les Beurs, la deuxième génération d'immigrés du Maghreb, avaient lancé à Marseille la marche pour l'égalité et contre le racisme. Beaucoup d'entre eux venaient des quartiers nord de la ville, où on avait construit de grands ensembles pour loger la main-d'œuvre originaire des anciennes colonies dans les années 1960.

Aujourd'hui, La Castellane, Le Castellans ou Les Ayalades sont les bastions du trafic de drogue. Les quartiers nord sont exclus, dévalorisés et pénalisés

par une mauvaise planification et le manque de transports publics. Mais ceux qui pensent qu'on ne peut pas mettre les pieds dans le nord de Marseille se trompent.

La coopérative Hôtel du Nord a vu le jour en 2011 dans le but de faire connaître le patrimoine culturel et historique des quartiers nord. Les 13^e, 14^e, 15^e et 16^e arrondissements ne comptent pas que des cités, avec tous leurs problèmes économiques et sociaux, mais aussi quelques anciens villages de pêcheurs, des zones résidentielles petites-bourgeoises, des quartiers d'artisans, des immeubles, des friches et des ruines industrielles.

La coopérative cherche à se réapproprier le territoire, son histoire – et donc à donner une voix aux personnes qui y vivent. Elle organise des visites guidées thématiques, commercialise des produits locaux comme le savon ou le miel. "Nous ne sommes ni un hôtel ni un musée", explique

Julie de Muer, une des fondatrices. Cependant, ceux qui ne cherchent qu'un hébergement en trouveront un sur le site.

En cette soirée de mars, Julie de Muer se trouve dans la cuisine de sa mère, à L'Estaque, un quartier marqué par l'immigration italienne, au bord de la mer, dans le nord de Marseille. Paul Cézanne y louait une maison à la fin du XIX^e siècle, c'était encore un village de pêcheurs. Un grand nombre de briqueteries y firent leur apparition au début du XX^e siècle et un complexe pétrochimique a été une nuisance pour toute la région après la guerre. Des fouilles effectuées au tournant du siècle à Verduron, à environ cent mètres en haut de la pente, ont mis au jour les vestiges d'un village gaulois construit sur une avancée rocheuse.

Ceux qui pensent qu'on ne peut pas mettre les pieds dans le nord de Marseille se trompent.

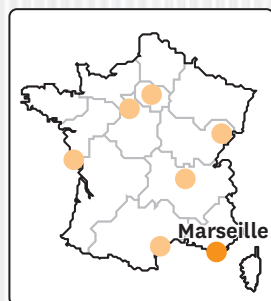
Les Gaulois étaient malins, c'est bien connu : de là, on a une vue superbe sur le port de Marseille, les navires de croisière qui rentrent, les grands immeubles des cités, les collines qui s'élèvent au-dessus de la mer dans une voile de brume.

Marseille a été capitale européenne de la culture en 2013. Les moyens ont afflué dans de grands projets culturels, par exemple le Mucem, musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée, qui a été construit dans le vieux fort Saint-Jean et sur le port. Le quartier du Panier a été rénové. On a créé un sentier de randonnée, le GR 2013, qui traverse Marseille et un grand nombre de communes de Provence. Il relie ville et campagne, béton et nature, mer, fort et ruines industrielles, ruisseaux, décharges et gravières.

"Sans la capitale européenne de la culture, tout ceci ne serait pas allé si vite, confie Julie de Muer. Ça nous a donné la possibilité de coupler notre concept au tourisme." On peut retrouver les visites organisées par Hôtel du Nord, de même



↓ La rando relie nature et béton. Photo Dominique Poulain/Archives Hôtel du Nord



●●● De juin à septembre, *Courrier international* vous invite à suivre la presse étrangère dans les villes et les régions françaises. Un voyage en France, en sept étapes, qui commence à Marseille et se terminera à Paris. Tout l'été, venez redécouvrir la France vue par les presses allemande, italienne, belge et britannique. **La semaine prochaine, le Guardian nous emmène à la découverte des trésors cachés de l'Auvergne.**

que le Bureau des guides pour le GR 2013, sur la page de l'office de tourisme de Marseille – certaines sont proposées en anglais. Marcher, explorer son environnement, se réapproprié l'histoire : c'est ce que cherche Hôtel du Nord mais aussi les collectifs d'artistes, les associations de quartier, qui déploieraient que la ville ne leur appartienne tout simplement pas. Ils l'ont reconquise, l'ont explorée mètre par mètre, pierre par pierre. Et les étrangers qui viennent voir la ville ont le droit de marcher, de défiler, avec eux. Un concept touristique qui repose sur la participation, sur l'échange et non sur la consommation ou l'unilatéralisme. Et le plus beau, c'est qu'ils font ça pour eux.

En ce samedi après-midi ensoleillé de la fin du mois de mars, vingt-cinq personnes se retrouvent sur le site d'une ancienne savonnerie qui offre aujourd'hui des ateliers et des espaces de répétition à la scène libre. Le lieu accueille aussi des projets avec des jeunes des Ayalades, la cité voisine. Un bus renversé sur le côté se dresse comme un monument. Stéphane Brisset et Dalila Ladjal, du collectif Safi, font partie des artistes-marcheurs qui ont conçu le circuit du GR 2013. Ils saluent le groupe, qui compte ce jour-là plus d'autochtones que d'étrangers. Ils expliquent le concept de la marche autour des dimensions : goûter, écouter, sentir, chercher. Chacun reçoit un carnet dans

lequel il pourra collecter fleurs et pollens pendant l'excursion. Les pollens lient le monde des plantes et celui des animaux et l'excursion joint l'utile à l'agréable. Elle s'inscrit dans le cadre du programme Life de l'UE : le groupe va parcourir une zone de biosphère en étudiant la nature du terrain et la diversité des plantes. Stéphane Brisset déplie sur le sol une carte sur laquelle il pourra porter des annotations. Il transporte son outil de travail sur le dos dans une valise de bois.

“C'est beaucoup mieux quand les habitants sortent des cités.”

Julie de Muer, MEMBRE DE LA COOPÉRATIVE HÔTEL DU NORD

Le circuit d'aujourd'hui parcourt un terrain rocailleux, passe devant la cascade du ruisseau des Ayalades et va jusqu'au canal de Marseille, qui approvisionne la ville en eau potable. Après sa création au XIX^e siècle, l'industrie y a déversé des déchets et ses poisons. Ce n'est que depuis que la production industrielle s'est arrêtée ou a été déplacée que la nature reconquiert le terrain. “À Paris, on ne sent pas de lien avec la nature”, déclare Dalila Djabal en marchant. C'est différent à Marseille, ajoute-t-elle. Le vent, l'eau, les montagnes et les plantes qui se répandent partout sont toujours présents ici.

Pendant cette visite, on découvre des jardins ouvriers appartenant aux anciens cheminots, une carrière, une lande, un parc en face des Ayalades, vert et pas encore grillé par le soleil en cette fin mars.

La cité a l'air morte. Il ne va pas être facile de franchir la distance sociale. Quand les écoles sont mal équipées, quand le quotidien est défini par la pauvreté, le chômage et la délinquance, on ne songe pas à faire des excursions, des promenades. Mais quand il

s'agit d'embellir l'environnement, de nettoyer les surfaces et les coins, les habitant des cités participent.

Depuis qu'elle tourne avec Hôtel du Nord, Julie de Muer a un environnement social bien plus mélangé et elle considère que c'est un enrichissement. On la croit volontiers. “Avant, nous pensions qu'il fallait aller dans les cités pour faire changer les choses. Mais en fait, c'est beaucoup mieux quand les habitants en sortent et peuvent échapper aux contraintes de la vie dans la cité.” Ce sont souvent des femmes et des enfants.

La marche est une technique culturelle des pauvres, écrit Christine Breton. Ancienne conservatrice du patrimoine de la ville, elle a développé une sociologie de la promenade, le concept d'hospitalité et de “fabrique de l'histoire”, des idées qu'Hôtel du Nord a intégrées. Le patrimoine culturel comme histoire vivante, comme relation d'échange entre les gens qui vivent sur place et ceux qui viennent en visite. Hôtel du Nord a signé la Convention de Faro du Conseil de l'Europe, qui accorde à chacun le droit de participer au patrimoine culturel et naturel et de l'explorer à sa façon. La question n'est plus seulement de savoir à qui appartient la ville mais qui marche avec elle.

—Sabine Seifert
Publié le 12 mai



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Fief de Jean-Luc Mélenchon, lieu privilégié de la campagne de l'entre-deux-tours d'Emmanuel Macron, plus grande municipalité verte un temps, puis ville rebelle pendant la crise sanitaire... Marseille a beaucoup suscité l'appétit des politiques français et l'attention des médias étrangers. La cité phocéenne intrigue, souvent par son opposition à Paris et sa place à part dans l'Hexagone. Nous en avons rendu compte sur notre site. En février, la BBC britannique publiait un article dont l'auteur, attiré par “son caractère branché et ses 300 jours d'ensoleillement annuel”, écrivait une véritable ode à Marseille, dont il célébrait le caractère multiculturel et la diversité. L'autre visage de la cité a aussi attiré l'attention des médias internationaux : la violence, les problèmes de trafic de drogue. “Marseille, blessée et fière”, titrait *El País* dans un reportage en novembre. Pour le quotidien espagnol, la ville est entourée d'une légende noire que le plan de secours d'Emmanuel Macron ne fera pas disparaître de sitôt. Marseille est aussi vue comme un laboratoire pour de nouvelles formes de participation politique, dont rendait compte la *Süddeutsche Zeitung*, en Allemagne, voyant dans la lutte citoyenne contre le logement insalubre une renaissance de la ville. Ville aux mille visages, estimait alors la BBC, qui concluait : “Cette ville prouve à quel point la France est un pays plus divers et d'une plus grande complexité culturelle que les Français eux-mêmes ne sont souvent prêts à l'admettre.”

SOURCE



DIE TAGESZEITUNG

Berlin, Allemagne
Quotidien, 42 600 ex.
taz.de

Le journal alternatif *Tageszeitung*, ou *Taz*, est né en 1978 à Berlin-Ouest en réaction au terrorisme d'extrême gauche de la Fraction armée rouge. Il s'est imposé comme le quotidien de gauche des féministes, des écologistes et des pacifistes.




VIRGINIE HERZ

SAMEDI À 22H40

Le magazine de celles et ceux qui font bouger un monde encore largement dominé par les hommes

Chaque semaine, retrouvez l'actualité féministe dans le monde avec 





europa

République tchèque. Prague est-il prêt à présider l'UE ?

La République tchèque prend le 1^{er} juillet le relais de la France pour assurer pendant six mois la présidence tournante de l'Union. Les cercles bruxellois voient plutôt cela d'un bon œil mais la tâche est délicate dans un contexte tendu à cause de la guerre en Ukraine.

—Respekt (extraits) Prague

Quand le gouvernement a dévoilé le slogan de la prochaine présidence tchèque du Conseil de l'UE, un collègue journaliste s'est plaint qu'il témoigne de la superficialité de la réflexion sur l'UE dans la région. Le slogan "*L'Europe comme une tâche*" fait référence au recueil de discours éponyme de Vaclav Havel, dans lequel l'ancien président tchèque se présente sous les traits d'un fervent partisan de la fédéralisation de l'Europe. Paradoxalement, les partis de la coalition gouvernementale actuelle (de centre droit) – à l'exception de quelques-uns de ses membres – refusent d'emprunter cette voie. "*Si tu ne sais pas, mets Havel!*", a commenté un autre collègue à propos du fait que, malgré ses positions, le gouvernement ait pourtant misé sur Havel.

Peu familier des détails et controverses intérieures tchèques, le public étranger a, lui, accueilli l'annonce du slogan avec soulagement. Comme le dit l'analyste français Éric Maurice, responsable du bureau bruxellois de la Fondation Robert Schuman, dans un entretien accordé à notre magazine, le fait que le gouvernement de Petr Fiala se soit placé sous le patronage du très respecté Havel à l'aube de cette présidence semble "*prometteur*". La mise en œuvre du slogan, toujours selon Maurice, exigera néanmoins d'être "*capable de diriger*", parmi d'autres compétences. La tâche de la République tchèque au cours des six prochains mois sera plus difficile qu'à

l'accoutumée, car c'est à elle qu'il incombera de maintenir l'unité de l'Europe face à la guerre de la Russie contre l'Ukraine.

Entrée croate. Les Tchèques n'arrivent toutefois pas dans cette présidence comme un cheveu sur la soupe. Depuis plusieurs décennies, le pays chargé d'assurer la présidence se coordonne avec celui qui le précède et avec celui qui le suit, afin que l'action politique ne reparte pas constamment de zéro. La République tchèque forme un trio avec la France, dont la présidence s'achève, et avec la Suède, à laquelle elle transmettra le relais à la fin de l'année.

L'ordre du jour est donc déjà à peu près fixé.

En conséquence, les Tchèques hériteront de dossiers que les représentants de leur gouvernement n'auraient probablement pas choisis d'eux-mêmes. Ainsi, dès le début de la présidence, en juillet, le ministre des Finances, Zbynek Stanjura, dont l'ODS (parti conservateur) rejette fermement l'euro, finalisera l'adhésion de la Croatie à la zone

euro à partir du 1^{er} janvier 2023. Quant au ministre du Travail et des Affaires sociales, le chrétien-démocrate Marian Jurecka, il devra répondre aux questions des députés sur la manière dont la présidence tchèque entend

Le projet français de garantir le droit à l'avortement dans l'UE sera à l'étude.

faire avancer le projet français visant à faire de l'avortement un droit garanti aux femmes dans les pays de l'UE.

En février, au deuxième mois de la présidence française, Poutine a envahi l'Ukraine et des questions connexes ont alors pris le dessus sur les priorités établies précédemment : aide au pays, renforcement de la résilience de l'Europe dans tous les sens du terme, sanctions, indépendance vis-à-vis

spectaculaire mais d'autant plus importante. "*Maintenir l'Ukraine au premier plan des préoccupations des décideurs et des institutions de l'UE*", analyse Ziga Faktor, responsable de la branche bruxelloise du groupe de réflexion Europeum. "*Plus la guerre s'éternisera et plus la saison hivernale approchera, plus le soutien à l'Ukraine dans la société s'affaiblira*", prévient-il.

Les experts, les diplomates et les membres du gouvernement

devront coopérer avec la Commission européenne, qui est en train de constituer sa propre équipe pour l'Ukraine, communiquer avec les États qui émettent les plus grandes réserves quant à son adhésion, veiller à ce que l'opposition intérieure à la réduction des subventions de Bruxelles ne sape pas le soutien à l'Ukraine et proposer, aussi, une feuille de route à la Moldavie et aux autres pays en attente. "*Au fond, c'est aux Tchèques qu'il appartiendra de mener l'ensemble du débat sur le prochain élargissement de l'Union*", souligne encore Ziga Faktor.

La Tchéquie est-elle prête pour cela ? Comme on le sait, le précédent gouvernement, celui d'Andrej Babis, a alloué peu d'argent à la deuxième présidence [de la Tchéquie à la tête de l'UE]. Il manque ainsi quelques dizaines de personnes à l'ambassade clé auprès de l'UE à Bruxelles, car le nouveau gouvernement n'a pas été en mesure d'envoyer davantage de renforts.

Reste que les fonctionnaires ne font pas seuls la présidence. Le Premier ministre siège aux sommets de l'UE, où sont prises les décisions sur les questions stratégiques, et les ministres dirigent les réunions dans leur domaine de compétences. Petr Fiala (ODS, conservateur) a derrière lui plusieurs sommets européens, où, comme il l'a dit, il a "*surtout écouté*".

Lors des conférences de presse qui ont suivi, il a pris soin de ne pas critiquer les autres. "*Je suis plutôt partisan d'un plus grand isolement de Vladimir Poutine, car je pense que les contacts avec lui ne mènent à aucun résultat*", a-t-il



CARTOON MOVEMENT

↳ Dessin de Gianfranco Uber, Italie.

“Il faut lui laisser du temps pour résoudre sa dépendance aux matières premières russes.”

Ziga Faktor,
DU THINK TANK EUROPEUM

répondu brièvement lorsqu’il lui a été demandé s’il convenait de dialoguer avec Poutine comme le préconise Emmanuel Macron.

Il n’a guère pris plus de distances avec Viktor Orban quand le leader hongrois a décidé de faire chanter le reste de l’Europe lors du débat sur l’embargo sur le pétrole russe. “*Mon approche est différente, les négociations sont toujours préférables aux menaces. Le plus important est que nous soyons parvenus à un consensus et que l’Europe reste unie*”, a-t-il juste

Un “pirate” à la tête de la diplomatie

●●● “Il y a trente et un ans, le 27 juin 1991, le dernier soldat de l’armée soviétique quittait le territoire de l’ancienne Tchécoslovaquie.” Un départ symbolique après plus de vingt années d’occupation, rappelait **Radio Prague International**. Le jour de cet anniversaire, le ministre des Affaires étrangères, Jan Lipavsky, recevait à Prague le haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, puis son homologue de Bosnie-Herzégovine, Bisera Turkovic. Deux visites qui témoignent des priorités de la présidence tchèque de l’UE : le soutien à l’Ukraine et une attention renforcée à l’égard des pays des Balkans de l’Ouest, qui souhaitent se rapprocher de l’UE. Les autres dossiers clés sont l’énergie ou le renforcement des capacités de défense européennes. Pour mener ces missions, la coalition de centre droit dirigée par Petr Fiala comptera sur Jan Lipavsky. Nommé en décembre, le chef de la diplomatie, membre du Parti pirate, a remplacé l’héritage du président Vaclav Havel (protection des droits de l’homme, défense des libertés) au cœur de la politique étrangère tchèque.

concedé. “*Peut-être le Premier ministre tchèque deviendra-t-il une autre Merkel*”, a plaisanté l’un des conseillers du président du Conseil européen, Charles Michel, après avoir eu l’occasion d’observer le style austère de Petr Fiala lorsque celui-ci était attablé avec les autres dirigeants européens.

Hors de la zone euro. Quoi qu’il en soit, au début de la présidence, Fiala et son gouvernement jouissent d’un a priori favorable dans les cercles bruxellois. Après le départ de l’imprévisible Andrej Babis, qui se plaisait à donner des leçons aux autres lors de ses apparitions sur la scène européenne alors que chaque phrase qui sortait de sa bouche sous-entendait un conflit d’intérêts, cela a été un soulagement de savoir que ce ne serait pas lui qui assurerait la présidence de l’UE.

Entre-temps, la République tchèque n’a pas été affectée par le fait que, malgré le soutien rhétorique de son Premier ministre aux “*sanctions les plus sévères possibles*” contre la Russie, elle se soit cachée derrière la Hongrie pour demander une exemption de l’embargo sur le pétrole russe. La France et d’autres pays ont critiqué la tactique d’Orban, qui a abouti au blocage de l’accord jusqu’à ce que l’UE renonce finalement à sanctionner le patriarche Kirill, mais pas un mot n’a été dit au sujet de la République tchèque. “*Tout le monde ici comprend qu’il faut lui laisser du temps pour résoudre son énorme dépendance aux matières premières russes*”, affirme Faktor.

Le fait que la République tchèque ne fasse pas partie de la zone euro et que le nombre de pays dans la même situation qu’elle diminue n’affaiblit pas sa position non plus. Les experts soulignent qu’à long terme ce surplace exclura Prague du noyau le plus fort de l’UE. Mais pendant la présidence, pour des raisons de procédure, le représentant tchèque sera le premier à connaître l’issue du débat entre les États membres de la zone euro, par exemple. Le handicap ne sera donc pas trop important et, à l’approche du 1^{er} juillet, c’est une confiance et un calme prudents qui prévalent en haut lieu à Bruxelles à l’égard de Petr Fiala et de son équipe.

—**Katerina Safarikova**
Publié le 19 juin

Bilan

Macron a-t-il atteint ses objectifs?

●●● Le 3 janvier dernier, alors que le semestre français venait de commencer, le site d’information italien **Il Post** résumait les aspirations d’Emmanuel Macron pour la période : “*La France s’est fixé trois objectifs principaux pour sa présidence : la mise en place de salaires minimums dans toute l’Europe, la réglementation du numérique et la transition écologique.*” Quel bilan peut-on tirer aujourd’hui? Dans le domaine du travail, Bruxelles s’est montré très actif. Le 7 juin, l’UE a approuvé une directive sur les salaires minimums, qui, si elle ne fixe pas un smic européen, incite les États qui disposent de ce mécanisme à atteindre un niveau “*adéquat*” de rémunération minimale pour garantir une “*vie décente*”. Une directive fixant des quotas de femmes dans les postes d’administrateurs des sociétés cotées en Bourse avait été approuvée en mars. Deux textes qui étaient dans les tiroirs bruxellois depuis des années. Concernant la réglementation du numérique, le 23 avril, rappelait le **Financial Times**, “*les parlementaires de Bruxelles ont approuvé le règlement sur les services numériques, un texte législatif visant à limiter le pouvoir des géants du secteur*”. La présidence française ne semble pas avoir été à la hauteur des enjeux sur la transition écologique, un thème où les habitués compromis ne peuvent plus être suffisants.

NOTRE SÉLECTION

Pour commander,
scannez le code QR



Ou sinon rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/vpc>
ou par téléphone : 03 21 13 04 31
(du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures)



8,50€*

Best of 2021

Courrier international a sélectionné dans ce hors-série les articles de la presse étrangère qui ont marqué l’année 2021.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

Comment le monde a basculé

De l’Afghanistan au Pacifique, la rivalité entre les États-Unis et la Chine redessine l’ordre mondial.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages



8,50€*



8,50€*

Atlas du réchauffement climatique

Des pôles à l’équateur, la planète brûle. Des cartes, des infographies et les analyses de la presse étrangère pour décrypter la crise.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu’au 31 juillet 2022.

* Frais de port en sus en fonction du produit.

Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.

Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet :

<https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

UKRAINE

De guerre lasse

Après plus de quatre mois d'affrontements, les Ukrainiens ne vivent pas le conflit de la même façon, analyse ce commentateur politique. Loin des zones de guerre, certains sont désabusés.



—Oukraïnska Pravda Kiev

La guerre à grande échelle est devenue une épreuve pour notre pays – y compris pour tous ceux de ses habitants qui ne sont pas touchés directement par les combats et les opérations militaires actives.

En effet, l'application de la loi martiale et les frappes des missiles enne-

uns se sentent mal à l'aise parce que la guerre est trop peu présente dans leur vie. Les autres éprouvent un malaise du fait que la guerre leur paraît beaucoup trop présente. Et il faut souligner que ce qui distingue les premiers des seconds n'est pas



ANALYSE

lié à leur implication réelle ou supposée dans les péripéties de la guerre. C'est avant tout une question de divergence de

visions du monde.

Parmi ceux qui souffrent de cette "insuffisance" de la guerre, on trouve les volontaires, les journalistes, les nombreuses personnes déplacées et tous ceux qui ont perdu leurs proches. Ils ont en commun une seule chose : l'inadéquation entre leurs capacités personnelles réelles et leur désir de s'impliquer davantage dans la destruction de l'agresseur.

Les Ukrainiens qui ne se battent pas en première ligne et qui ne participent pas directement au ravitaillement des troupes sur le front n'ont guère

de moyens d'avoir une influence, quelle qu'elle soit, sur le déroulement des combats. Ils doivent se contenter du rôle d'observateurs extérieurs, qui, certes, soutiennent l'armée ukrainienne matériellement et moralement, mais qui ne sont pas capables d'infliger directement des dégâts aux occupants russes. Et, pour les gens qui occupent des positions actives dans la vie, cette limite se transforme souvent en une véritable torture psychologique.

La scission en deux de la population de l'arrière s'explique par une divergence de visions du monde.

La vie à l'arrière pousse beaucoup de ces personnes à ressentir de la honte au sujet de leur bien-être relatif et de leur sécurité conditionnelle ("Par rapport aux gars qui sont sur le front, je vis dans des conditions trop confortables").

Le fait de vivre à l'arrière engendre fréquemment en eux un sentiment de déception vis-à-vis d'eux-mêmes et de leurs propres forces ("Je ne suis pas capable de faire quoi que ce soit de vraiment important et nécessaire"). Ce qui provoque évidemment à son tour un sentiment de culpabilité, que connaissent des centaines de milliers de nos compatriotes ("Je n'en fais pas assez pour la victoire").

Comment ces Ukrainiens moralement engagés luttent-ils contre ce malaise intérieur? Habituellement, des mécanismes de compensation psychologique entrent en jeu et viennent à leur aide, des mécanismes qui ont alors pour fonction de se substituer à ce qui est inatteignable en le remplaçant par quelque chose de plus accessible.

Zone de confort. Le rejet de la culture russe, lequel suscite de nos jours tant de débats à l'arrière en Ukraine, en est un exemple typique. L'attrait qu'exerce la "cancel culture" réside véritablement dans le fait qu'elle est accessible à tout un chacun. Elle offre à toute personne qui le souhaite l'illusion de pouvoir participer personnellement aux actions militaires ("Même si je ne suis pas au front, moi aussi je lutte contre l'empire en dénonçant Pouchkine, Tolstoï et Boulgakov."). Et même si, dans la pratique, ces grands adieux à Eugène Onéguine et Anna Karénine ne changeront rien au déroulement des affrontements militaires sur le terrain, on peut comprendre les citoyens qui se convainquent du contraire.

Mais pendant que certains habitants de l'arrière s'efforcent de compenser cette "insuffisance" de la guerre dans leur propre existence, pour d'autres la question ne se pose absolument pas. Au contraire, pour ces derniers, il semble que la guerre soit beaucoup trop présente autour d'eux; et ils ne rêvent que d'une chose, c'est qu'elle le soit moins. Souvent, ces gens ne sont pas issus des catégories de la population qui souffrent le plus – ce sont des gens qui n'ont pas perdu leur domicile, qui n'ont pas été séparés de leur famille. Ce sont simplement des citoyens que les événements ont contraints à sortir de leur zone de confort.

✍ Dessin de Tjeerd Royaards, Pays-Bas.

Cette partie de la société n'est guère rongée par un quelconque complexe de culpabilité vis-à-vis des combattants sur le front, elle a des inquiétudes plus terre à terre. Comme la fin d'un certain sentiment de sécurité. La détérioration de la routine quotidienne. L'incertitude quant à l'avenir proche. L'augmentation

Tout le monde ne peut pas être un héros. Tout le monde ne peut pas devenir un citoyen engagé.

des prix et la perte des emplois. L'instabilité de la devise nationale. Les pénuries d'essence et de sel. L'anxiété que suscite la question de se chauffer à la prochaine saison froide. L'impossibilité de partir à l'étranger quand on est un homme en âge d'être appelé. Et ainsi de suite.

Plus cette guerre totale durera, plus les mois défilent, et plus la voix de ces habitants insatisfaits se fera entendre, toujours plus clairement. Alors, certes, on peut leur reprocher leur attitude honteuse. Les taxer d'égoïsme et de mesquinerie. Leur rappeler le sort de toutes les autres victimes, les victimes de souffrances incomparables aux leurs. Les interpellier publiquement, leur faire honte en guise de punition pour leur comportement répréhensible. Essayer de faire de ces gens d'authentiques citoyens engagés. Mais la réalité est sans merci, et elle nous enseigne que chacun, selon sa nature, est différent, et que nous n'arriverons pas à les transformer afin qu'ils correspondent au citoyen modèle que l'on souhaite.

"Quand le pays te donne l'ordre d'être un héros, chez nous n'importe qui devient un héros" – cette formule de la propagande stalinienne ne fonctionne pas dans la pratique. Tout le monde ne peut pas être un héros. Tout le monde n'est pas capable de se battre. Tout le monde ne peut pas devenir un citoyen engagé.

Le plus souvent, les petites gens restent des petites gens, même quand elles se retrouvent à l'épicentre de grands drames historiques. Mais il ne faut pas en déduire que le citoyen terre à terre n'est pas capable de faire

124^e JOUR DE GUERRE

Situation au lundi 27 juin 2022

Zones tombées sous le contrôle de l'armée russe depuis le 24 février

Zones d'opérations partiellement sous contrôle russe

Zones sous contrôle russe avant le 24 février

Principales batailles terrestres en cours (dernières 24 heures)

État membre de l'Otan



COURRIER INTERNATIONAL D'APRÈS L'INSTITUTE FOR THE STUDY OF WAR (ISW)

Candidature à l'UE : un moment historique pour Kiev

Les Vingt-Sept ont entériné le 23 juin la candidature de l'Ukraine et celle de la Moldavie. Cette décision a suscité la colère des Balkans occidentaux, qui patientent depuis des années dans l'antichambre de l'Union européenne.

C'est un "tournant pour l'UE", titre la **Süddeutsche Zeitung**. Réunis en sommet à Bruxelles, les Vingt-Sept ont entériné, le 23 juin, les candidatures de l'Ukraine et de la Moldavie, près de quatre mois après l'invasion russe.

Jamais l'UE n'a été aussi prompte à accorder ce statut, nouvelle illustration de sa solidarité envers Kiev et Chisinau. Il vise à montrer au Kremlin que "ni Kiev ni Bruxelles n'acceptent la vision de Poutine d'un nouvel ordre européen", analyse la **BBC**. Le président russe "sait que le chemin du statut de candidat à l'adhésion est long. L'Ukraine devra faire face à de nombreux obstacles, dont beaucoup seront probablement dressés par la Russie", conclut le média britannique.

Pour la **Süddeutsche Zeitung**, les États de l'UE ont "compris que cette guerre les visait aussi et qu'elle s'inscrit dans la continuité des innombrables attaques hybrides de la Russie contre le système occidental et le bien commun de l'Union européenne". Le quotidien allemand conclut : "Avoir octroyé le statut de candidat à l'Ukraine n'est donc pas un geste bienveillant par rapport à la guerre, c'est un acte d'autopréservation".

Sans doute, mais l'annonce de l'octroi de ce statut a également provoqué la colère "bouillonnante" des pays des Balkans occidentaux, qui sont bloqués depuis des années dans l'antichambre de l'UE, note l'édition européenne du site **Politico**. "Il est temps que l'UE tienne ses promesses avant d'en faire de nouvelles", a réagi quant à lui le Premier ministre de la Macédoine du Nord, Dimitar Kovacevski.

Avec les cinq autres États des Balkans occidentaux (Albanie, Bosnie, Kosovo, Monténégro et Serbie), son pays avait été invité le 23 juin, en prélude au sommet européen, rapporte **Le Soir**. "Il était difficile d'effectuer un grand pas en avant avec l'Ukraine sans bouger par rapport aux Balkans occidentaux, aussi pour notre crédibilité", a confié au quotidien belge un diplomate européen. Mais "le moins que l'on puisse dire, c'est que le plan a fait un flop", note le journal.

Le veto de la Bulgarie à l'ouverture des négociations d'adhésion avec la Macédoine du Nord pour des raisons de contentieux historiques et culturels a été accueilli avec "amertume" par les dirigeants

des Balkans, relève **Politico**. "La position bulgare reste inchangée jusqu'à ce que le Parlement bulgare prenne une décision", a annoncé le Premier ministre bulgare, Kiril Petkov, renversé le 22 juin par une motion de censure.

En raison du différend Sofia-Skopje, les négociations avec l'Albanie sont également bloquées, les deux candidatures étant liées par l'UE. Edi Rama, le Premier ministre albanais, a dénoncé le blocage et le fait que les 26 autres membres "offrent un spectacle effrayant d'impuissance".

En faisant de leur "politique d'élargissement un outil de géopolitique, les Vingt-Sept se livrent à un jeu explosif", met en garde la **Süddeutsche Zeitung**, en pointant du doigt les "dommages collatéraux directs" causés par la validation des candidatures de l'Ukraine et de la Moldavie. Dans les Balkans, "les ressentiments et les rivalités interétatiques peuvent exploser à tout moment", note le quotidien allemand.

— **Courrier international**

partie d'un tout uni – qu'il ne peut pas devenir un élément d'une nation qui lutte pour sa liberté et son avenir. Pour cela, les critères que leur impose la société ne devraient pas trop s'éloigner de leurs capacités. Ce que l'on attend des habitants d'un pays en guerre, ce n'est pas un engagement total, mais avant tout qu'ils soient capables d'établir des liens corrects entre les causes et leurs effets.

Il est normal d'être en colère en voyant se détériorer son quotidien habituel. À condition que lesdits habitants en colère n'oublient pas qui exactement a détruit leur quotidien le 24 février. Il n'y a pas de honte à se plaindre des difficultés du temps de guerre. À condition que les citoyens qui se plaignent comprennent sans équivoque que la source de ces difficultés se trouve à Moscou. Pas plus qu'il n'est honteux de se lamenter sur la fatigue engendrée par cette guerre qui dure. À condition que ces lamentations ne se transforment pas en appels à mettre fin immédiatement à la guerre, et ce à n'importe quel prix.

Traumatisme collectif. Il est naturel de rêver d'un retour dans sa zone de confort. À condition que ce rêve soit lié aux attentes de la victoire ukrainienne dans le conflit.

Les problèmes commencent quand on se met à raisonner en fonction de schémas logiques biaisés, et donc faux. Quand,

alors que la guerre s'installe dans la durée, on se met à accuser non l'ennemi qui approche, mais les siens. Quand on rend responsable des difficultés militaires sur le terrain non l'agresseur, mais son propre État.

Après 2014, les citoyens engagés dans la défense du pays se sont détachés du reste de l'Ukraine.

Plus la guerre continuera, jusqu'à l'épuisement, plus il est possible que l'humeur d'une partie de la population prenne cette tournure. Et l'on ne peut endiguer cette évolution que par une communication permanente, patiente et avisée avec les citoyens ukrainiens. Avec ce citoyen un peu étriqué et pas tout à fait héroïque, mais qui souffre déjà de ce trop-plein de guerre dans sa vie.

Après 2014, les citoyens ukrainiens engagés avec ferveur dans la défense du pays se sont très vite détachés de la majorité de la population. Ils n'ont pas réussi à pousser cette dernière à suivre leur exemple, ils se sont enfermés dans leurs propres cercles, ils ont créé leur propre bulle informationnelle et, pendant quelques années, ils ont existé dans leur propre monde à part.

Cela a eu pour résultat leur confrontation, dégrisante, avec les citoyens pendant l'élection

présidentielle de 2019 [avec l'arrivée au pouvoir de Volodymyr Zelensky, élu à l'époque en grande partie sur la promesse qu'il allait mettre fin au conflit dans le Donbass en négociant avec Moscou], le traumatisme psychologique collectif et la division ouverte de la société ukrainienne.

Et c'est vraiment ce scénario qu'il nous faut désormais éviter, coûte que coûte ? La guerre à grande échelle actuelle n'est pas une confrontation hybride limitée semblable à la précédente. Par rapport aux années passées, les enchères sont montées extrêmement haut. Et l'Ukraine d'aujourd'hui ne peut plus du tout se permettre une pareille division entre deux mondes isolés et séparés l'un de l'autre.

— **Mykhaïlo Doubynianskiy**
Publié le 18 juin

SOURCE

OUKRAÏNSKA PRAVDA

Kiev, Ukraine
pravda.com.ua

Le journal en ligne "Vérité ukrainienne", a été créé en 2000 par le journaliste Guéorgui Gongadzé, assassiné cette même année, alors qu'il enquêtait sur la corruption au sein du pouvoir. Le titre, qui traite de sujets exclusivement nationaux, a néanmoins su préserver son impartialité et son indépendance.



Revue de presse





amériques

Cuba. Varadero, le paradis touristique déserté

C'était la station la plus prisée de l'île, mais elle peine à retrouver sa gloire d'avant la pandémie. En pleine pénurie alimentaire, la ville est désormais trop chère, même pour les étrangers.



—14ymedio (extraits) La Havane

Il y a quelques semaines à peine, on entendait parler russe dans les rues de Varadero. Mais la guerre en Ukraine a fait disparaître les quelques touristes qui arrivaient encore au milieu de cette haute saison qui ne réussit pas à démarrer. On ne voit plus aujourd'hui que de petits groupes épars de Canadiens ou de Britanniques, et uniquement dans les environs immédiats des hôtels. Le reste de Hicacos a l'air d'une péninsule fantôme.

Des pancartes "Chambre à louer" sont accrochées sur presque toutes les façades et sur la plage, on peut marcher longtemps sans croiser personne. Les chaises en bois des maîtres-nageurs sont vides et aucun des petits bars-restaurants qui vendaient des snacks à consommer sur sa chaise longue en regardant la mer ne travaille. La plage la plus célèbre de Cuba connaît sa troisième année de mauvaise passe.

Il y a d'abord eu la pandémie de Covid-19, qui a fermé les frontières du pays, paralysé le tourisme dans le monde entier et condamné les habitants de Varadero à se réfugier chez eux pour éviter la contagion. Quand l'île a rouvert ses portes le 15 novembre et que les premiers vols commerciaux ont atterri, des milliers de personnes ont cru que la péninsule de Hicacos allait retrouver sa gloire d'antan.

Mais les jours ont passé et il est devenu évident que les slogans, comme "Cuba, destination sûre" et le retour des avions ne faisaient pas reprendre l'activité. "Lorsque le coronavirus nous a obligés à fermer, nous avions deux monnaies [le peso cubain et le peso 'convertible', équivalent au dollar],

"Ici, celui qui n'a que des pesos est dans la merde."

Alexander, COCHER DE CALÈCHE TOURISTIQUE

se lamente le conducteur de ma calèche, Alexander. Lorsque nous avons rouvert, la Tarea Ordenamiento [réforme économique qui a notamment supprimé le peso convertible] était en vigueur depuis plus d'un an. Depuis, c'est le chaos. On ne peut quasiment plus rien acheter en pesos cubains."

Lorsqu'un touriste demande à Alexander comment s'appelle son cheval, il répond toujours "Caramelo" ["Bonbon"]. Mais ce n'est pas vrai. C'est le nom que donnent tous les cochers qui, comme lui, transportent les touristes d'un côté à l'autre de l'étroite péninsule. "En fait, c'est une jument et elle s'appelle Roncha [bouton provoqué par une piqûre d'insecte], mais je dis qu'elle s'appelle Caramelo parce que ça plaît davantage aux touristes", explique-t-il pendant que nous trottons sur la Primera Avenida ["Première avenue", principale artère de la ville, donc de la presque-île], presque déserte à 11 heures du matin.

Alexander met le trajet à profit pour me raconter ce qu'il s'est passé et me

✍ Dessin d'Eva Vasquez paru dans El País, Madrid.

confier ses craintes : "Ici, tous les commerces sont en MLC [monnaie librement convertible en devises étrangères par cartes prépayées]. Celui qui n'a que des pesos est dans la merde."

Nous passons devant un magasin qui arbore en vitrine réfrigérateurs et autres appareils électroménagers. Sur la façade, on peut lire le nom El Encanto, une allusion au grand magasin de La Havane qui a brûlé il y a plus de soixante ans. Il y a aussi un Floridita et un Bodeguita del Medio, comme dans la capitale cubaine, mais pas de clients.

Dans un restaurant, la bière a été limitée à quatre verres par plat principal commandé.

En passant apparemment du sujet de l'économie à celui du sport, Alexander poursuit : "Javier Sotomayor, qui détient le record du monde [de saut en hauteur avec 2,45 mètres], vient d'ici. Il est originaire de cette province [Matanzas, dont dépend Varadero], de Limonar. Le gouvernement doit penser que nous sommes comme lui, parce que chaque fois que nous réussissons à franchir la barre, il la met encore plus haut. Quand les cuiseurs à riz sont passés en MLC, ils coûtaient un peu plus de 40 dollars. Ils ont vu qu'on pouvait payer cette somme, alors ils les ont mis à 60. Maintenant, ils valent plus de 70 dollars [66 euros]."

Sur le chemin, aucun de ces chariots de fruits et légumes indissociables du paysage urbain dans tout Cuba n'est visible. Personne ne crie ce "Bocadito de helado!" [sandwich glacé] devenu un vrai slogan national. Pas un seul restaurant privé n'offre des pizzas ou le typique "pain avec quelque chose".

Le cheval s'arrête devant un énorme panneau qui souhaite la bienvenue à La Casa de Al, la Maison d'Al. Cette villa en pierres qui se découpe sur le ciel bleu est un restaurant d'État qui exploite l'image du maffieux américain Al Capone. Mais le roi de l'alcool distillé passerait à nouveau l'arme à gauche s'il goûtait au mojito servi sur l'immense terrasse avec vue sur la mer. "C'est une boisson pour enfants, il n'y a presque pas d'alcool dedans", se plaint un client avant de se résoudre à payer un supplément de rhum pour son cocktail très allongé. Le menu, réduit à sa plus simple expression, donne les prix en pesos cubains.

Une petite portion de langouste coûte 350 pesos [14 euros]. Au moment de passer à la caisse, on vous explique qu'il est possible de régler en euros ou en dollars mais au taux de 1 pour 24, autrement dit le cours officiel [contre 125 et

110 au marché noir fin avril]. “C’est vraiment insensé, et c’est l’une des raisons pour lesquelles Varadero est si vide”, commente Zenaida, une retraitée qui immortalise en photos sa visite au restaurant avec ses petits-enfants. Ils sont venus de Toronto.

Heureusement qu’il y a la mer bleu turquoise pour compenser. Et aujourd’hui, l’absence de vent l’a rendue aussi lisse qu’un lac : “Ça valait la peine de faire tout ce chemin pour voir ce paysage, mais n’importe quel restaurateur privé exploiterait bien mieux cet endroit et saurait bien mieux satisfaire les clients. Je n’étais pas venue à Varadero depuis treize ans et je crois que je ne reviendrai pas avant treize autres années parce que tout est très cher et qu’il n’y a pas grand-chose.”

Dans une autre calèche tirée par un cheval répondant par une drôle de coïncidence au nom de Caramelo, Zenaida et ses deux petits-enfants s’en vont au Castell Nuovo, un restaurant italien. Avec ses grandes portes et ses stores aux couleurs du drapeau italien, l’établissement semble l’endroit idéal pour se protéger du soleil brûlant de l’après-midi, déguster quelques pizzas et boire une boisson bien fraîche.

“Qu’avez-vous comme bières?” demande Zenaida à la serveuse. Cette dernière réfléchit un long moment en silence, tourne les talons et entre dans la cuisine. Elle revient en répondant : “Une seule caisse de Mahou [une bière espagnole] est arrivée, et elle n’est pas fraîche.” Elle réapparaît quelques minutes plus tard avec trois verres pleins de glaçons qu’elle remplit sous le regard surpris des autres clients.

“Avec des prix pareils, je ne sais pas quel touriste cubain va avoir envie de venir.”

Mabirí, PROPRIÉTAIRE D’UNE PENSION

Ceux-ci n’ont rien eu, même pas une canette, et ils commencent à se plaindre à la serveuse qui les fait taire d’un lapidaire : “C’est tout ce qu’on nous a apporté.”

À Varadero, tout le monde parle du manque de bière. “Nous n’avons quasiment pas été livrés depuis trois mois”, dit Walfrido, un concierge d’hôtel qui doit expliquer à des touristes cubains pourquoi il ne peut pas les laisser entrer au bar même s’ils



SOURCE : OPENSTREETMAP CONTRIBUTORS / COURRIER INTERNATIONAL

paient en dollars ou avec une carte bancaire étrangère. “Même dans les magasins en MLC il n’y a plus de bière”, souligne-t-il.

Puis il explique, l’air contraint : “C’est un hôtel tout compris, les consommations sont réservées aux personnes qui séjournent ici. Nous avons de la bière pression mais en quantité très limitée et nous ne pouvons pas en vendre aux gens qui viennent seulement consommer au bar. Si vous voulez boire de la bière, il faut réserver au moins une nuit à l’hôtel.”

“Avez-vous déjà vu une plage tropicale sans rien de frais à boire?” se plaint un jeune homme qui marche au bord de l’eau en demandant à tous ceux qu’il croise s’ils savent où l’on peut acheter de la bière. Mais tous lui répondent avec une mine dépitée, en secouant la tête ou en lui tenant des propos semblables à ceux qu’il a déjà entendus : “Il n’y en a nulle part, hier nous avons pu avoir les deux dernières dans ce restaurant”, dit une femme en désignant un établissement situé un peu plus loin. Dans ce restaurant, où l’on ne peut payer qu’avec une carte en devises étrangères, la bière a été limitée à quatre verres par plat principal commandé. Mais malgré ce rationnement, toute la bière est vendue

aussitôt livrée ou presque. “Cette semaine nous n’avons reçu que quelques caisses de Hollandia et elles n’ont pas dépassé le déjeuner du premier jour.”

“C’est fait exprès, il n’y a pas d’autre explication”, lance Victor, qui assure le transport de marchandises en tricycle électrique depuis les magasins jusqu’aux locations de vacances : “Ça doit être quelque chose qu’ils ont décidé là-haut parce qu’il est incompréhensible que dans l’endroit le plus touristique de tout le pays, les gens ne puissent pas boire une bière cubaine, une Cristal ou une Bucanero. C’est aberrant.”

Les prix des produits de base sont plus élevés à Varadero que dans le reste de l’île, ce qui a suscité la conviction au sein de la population qu’il existe une volonté nébuleuse de l’appauvrir. Ce qui coûte 50 pesos à La Havane peut en coûter 100 [3,90 euros] dans la péninsule, et “quand vous sortez, vous devez prendre des gros billets parce qu’ici on compte par centaines et par milliers de pesos”.

Parmi les produits qu’on ne trouve plus en pesos figurent les denrées agricoles. Une femme à l’accent argentin demande au gardien d’un hôtel composé de bungalows s’il sait où elle pourrait acheter des fruits. “Des fruits?” interroge l’homme, surpris. Tout ce qu’il parvient à lui proposer est un magasin en MLC à proximité où “ils ont des boîtes de pêches au sirop”. Le conducteur d’une calèche, qui a entendu la conversation, propose à la touriste de la conduire à une épicerie à l’angle de la 26^e rue et de la Première avenue.

L’endroit est minuscule et l’offre très réduite : des tomates à 35 pesos la livre, quelques malangas [un tubercule alimentaire très ferme] et des petits sachets d’épices, mais pas de fruits. L’Argentine, très étonnée, demande s’il y a des bananes, des ananas et des goyaves. “Non, on n’en voit que dans les buffets des hôtels”, répond le vendeur.

Et ce ne sont pas les hôtels qui manquent. Le ballet des grues est incessant à l’entrée de la station balnéaire où un immense complexe de plusieurs centaines de chambres est en cours de construction. Les travaux sont effectués par des ouvriers indiens qu’on peut voir le dimanche dans l’une des zones wifi de Varadero en train de parler avec leur famille en visioconférence.

Mabirí, propriétaire d’une petite pension de trois chambres, explique : “Nous

approchons de la basse saison où il fait très chaud et le nombre de touristes baisse, mais cette année ils ont déjà été peu nombreux et les Russes ne vont plus venir. Je vais devoir me rabattre sur les touristes cubains parce que je n’ai aucune réservation pour les deux mois à venir, ce qui n’arrivait pas avant la pandémie.” Mais le touriste cubain ne recherche pas la même chose que l’étranger : “Avec des prix pareils, quasiment aucun magasin en pesos cubains et pas de bière, je ne sais pas qui va avoir envie de venir. J’ai même des voisins qui envisagent d’émigrer. Ça semble fou mais les gens fuient même de Varadero. Vous vous rendez compte! Même de Varadero!”

Un drapeau sur la plage prévient les baigneurs qu’il y a de la houle et que la prudence est de mise. Autour il n’y a personne, juste des chaises longues empilées les unes sur les autres et une paillote fermée.

—Natalia López Moya
Publié le 26 mars

SOURCE



14YMEDIO
La Havane, Cuba
14ymedio.com

Fondé par la célèbre blogueuse Yoani Sánchez, ce journal numérique a été lancé en 2014. Réalisé à Cuba, c’est un média indépendant destiné “à contrebalancer le monopole des médias officiels” institués par le régime, indique son site.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

“Les hôtels à Cuba, là où le client n’est jamais roi.”
Le site **Cubanet** décrivait en février l’état des 4- ou 5-étoiles de l’île : “Chambres et piscines mal entretenues, climatisation en panne, repas de mauvaise qualité...”

LES MOTS DES AUTRES

L’actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.
À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



Arabie saoudite. MBS remis en selle par Biden

La visite américaine prévue mi-juillet devrait décider Riyad à augmenter sa production pétrolière et à normaliser ses relations avec Israël, en échange d'une réhabilitation de Mohammed ben Salmane et de garanties militaires.



—Middle East Eye (extraits)
Londres

L'Arabie saoudite utilise la normalisation de ses relations avec Israël comme monnaie d'échange pour retrouver sa position privilégiée auprès de Washington. Avec la guerre en Ukraine et la hausse des cours de l'énergie, le prince héritier Mohammed ben Salmane (MBS) est en position de force sur le plan économique mais en position de faiblesse sur les plans politique et militaire. Les informations concernant des pourparlers sérieux et secrets avec des responsables israéliens suggèrent que ce n'est qu'une question de temps avant que l'Arabie saoudite n'annonce le succès de ces discussions, peut-être lors de la visite attendue du président américain Joe Biden à Riyad dans les semaines à venir [la visite est prévue les 15 et 16 juillet].

L'Arabie saoudite dispose d'un atout de taille. Dans un contexte de hausse des cours du pétrole,

le prince mise sur les ressources prisées de son pays. Les États-Unis ont demandé l'accroissement de la production pour compenser la perte du pétrole russe. Ces demandes sont restées lettre morte, mais le prince a récemment cédé et pompé davantage de pétrole.

MBS sait que le pétrole peut être utilisé comme une arme pour faire pression sur l'administration Biden, afin que cette dernière le réhabilite et renverse sa politique d'engagement sélectif, sans lui accorder une pleine reconnaissance à Washington. Il semble bien que le pétrole ait réussi à graisser les rouages sensibles de la relation entre Riyad et Washington. Biden sait que l'Arabie saoudite est la clé pour gagner la guerre contre la Russie. En échange de ce pétrole, le prince héritier sera récompensé

Le prince veut que Biden s'engage à soutenir ses prétentions au trône.

par une visite du président américain. Biden ne veut pas perdre la face et apparaître vaincu face à un autocrate impitoyable. Il lui faut rentrer à Washington avec une annonce historique.

Il se peut que la normalisation des relations entre l'Arabie saoudite et Israël soit le prix à payer pour apaiser les critiques qui ont fait pression, aux États-Unis, sur Biden pour qu'il boycotte le prince héritier pour ses politiques dangereuses et ses atteintes aux droits de l'homme, notamment la guerre contre le Yémen et le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi.

Israël aussi contribue à réhabiliter l'image du prince héritier, car ses centres de recherche et ses lobbys d'extrême droite à Washington ont intensifié leur propagande à ces fins.

MBS ne manque jamais une occasion de rappeler à ses interlocuteurs qu'il ne s'oppose pas à la normalisation, sous réserve que cela ne porte pas atteinte aux droits des Palestiniens. Lors d'une visite à Washington, son frère

Khaled a cité en privé un sondage d'opinion douteux, affirmant que les Saoudiens de moins de 30 ans étaient de plus en plus en faveur de la normalisation, donnant une légitimité à la décision déjà prise de reconnaître Israël.

Dans le même temps, MBS veut que Biden s'engage à soutenir ses prétentions au trône à la mort de son père. L'incertitude de sa position future ne peut être surmontée que si les États-Unis approuvent pleinement et ouvertement son leadership. À cet égard, la visite de Biden à Riyad pourrait s'avérer un geste symbolique crucial : en contrepartie de plus de pétrole, le prince héritier veut que Biden mette fin aux spéculations sur son propre avenir au sein d'une famille royale divisée.

Sur le plan militaire, le prince héritier demeure également très faible sans les États-Unis, qui ont historiquement répondu aux vulnérabilités militaires de l'Arabie saoudite par un soutien ponctuel, plutôt que par un pacte de sécurité à long terme. L'exportation d'armes vers l'Arabie saoudite a toujours dépendu de la bonne volonté du Congrès plutôt que du seul président américain.

Pendant la guerre du Golfe de 1990, et pendant la guerre au Yémen, le soutien américain à Riyad s'est fait à la demande, sans accord de sécurité contraignant. L'absence de réaction de Washington lorsque les installations pétrolières saoudiennes ont été touchées par des missiles des houthistes, soutenus par l'Iran [en mars dernier], doit avoir inquiété

↳ Dessin de Tasos Anastasiou, Grèce.

le prince. Il veut aujourd'hui que les Américains s'engagent à garantir la sécurité du pays contre les menaces étrangères.

Contrepartie. Un accord de sécurité sera le prix attendu de la part d'un président américain réticent. Le prince héritier proposerait, en contrepartie, une normalisation complète avec Israël. MBS voudrait que Biden désigne l'Arabie saoudite comme un allié majeur non membre de l'Otan, comme il l'a déjà fait pour le Qatar, lui donnant un accès préférentiel à l'équipement et à la technologie de l'armée américaine.

La normalisation saoudienne avec Israël est une question délicate. Pour assurer la position de roi convoitée par MBS, régler les insécurités militaires saoudiennes et assurer un approvisionnement abondant en pétrole, Biden doit prendre des décisions rapides. Il reste à voir si Biden acceptera le marché consistant à faire d'importantes concessions politiques et militaires pour voir s'ouvrir davantage les vannes du pétrole saoudien, après qu'il a promis de rendre le prince persona non grata à Washington.

Une variable importante se perd dans cette équation difficile : une paix durable entre Israël et les Palestiniens, qui continuent d'exercer une pression populaire sur Israël tout en payant un prix élevé en vies humaines. Ni les Israéliens ni les Palestiniens ne seront plus en sécurité après la normalisation de MBS avec Israël.

—Madawi Al-Rasheed
Publié le 13 juin

Une alliance impossible ?

●●● Dans **Middle East Eye**, le chercheur Andreas Krieg, de l'Institute of Middle Eastern Studies, explique que la construction d'une alliance sécuritaire au Moyen-Orient pour contrer l'Iran et intégrant Israël est ambitieuse. Pour le Qatar, le Koweït et Oman, l'Iran fait partie d'un éventuel projet régional tandis que l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, Bahreïn et Israël – pour qui Téhéran est une menace – ne sont pas d'accord sur les moyens et le degré de coopération.

Durant les quatre dernières décennies, les pays du Golfe ont tenté en vain de créer un commandement militaire unifié et les désaccords nés du «printemps arabe» n'ont fait que compliquer la situation. Une telle alliance nécessite une confiance et une vision partagée de la sécurité, ainsi qu'un renouveau du leadership américain. À rebours, conclut Krieg, de la politique de retrait engagée depuis Barack Obama et poursuivie sous Donald Trump et Joe Biden.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



**Courrier
international**

Hors-série Juillet-août 2022

EUROPE : LE RETOUR EN FORCE



*Brexit, pandémie, guerre en
Ukraine... Et si les dernières crises
relançaient l'Union européenne ?
Les analyses de la presse étrangère.*

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier
international**



afrrique

Algérie. Les chantiers sans fin d'une économie sous perfusion

La richesse de son sous-sol en hydrocarbures a enfermé l'Algérie dans un paradoxe qui la paralyse : lorsque les cours sont au plus haut, les réformes économiques restent inutiles ; au plus bas, elles deviennent impossibles.



—Middle East Eye
(extraits) Londres

Le 23 mai, le président algérien, Abdelmadjid Tebboune, a limogé de façon inattendue le gouverneur de la Banque d'Algérie, Rostom Fadhli, qui occupait ce poste depuis un peu plus de dix-huit mois. En l'absence d'explications officielles, les médias algériens,

qui au cours des dernières années ont fait taire leurs voix les plus critiques sous les coups de boutoir de l'exécutif, interprètent curieusement le remplacement de Rostom Fadhli comme une nouvelle manifestation de la "volonté réformatrice" du chef de l'État algérien.

Le désormais ex-gouverneur n'aurait pas fait preuve de suffisamment de diligence dans la

réforme attendue de la loi sur la monnaie et le crédit, qui régit le fonctionnement du secteur financier. Le président algérien aurait également voulu manifester son mécontentement face au retard accusé par le processus d'internationalisation des banques algériennes.

L'ouverture d'agences bancaires à l'étranger par les banques publiques algériennes est un

projet évoqué régulièrement par les autorités algériennes depuis un quart de siècle. Il est piloté par le ministère des Finances. Mi-mai, le Premier ministre algérien, Aïmene Benabderrahmane, remettait cet éternel chantier sur les rails et assurait que "l'ensemble des démarches relatives à la mise en œuvre de la première phase du projet d'ouverture des agences bancaires à l'étranger devront être finalisées avant la fin de l'année en cours".

Trois banques publiques – la Banque nationale d'Algérie (BNA), le Crédit populaire d'Algérie (CPA) et la Banque extérieure d'Algérie (BEA) – prévoient l'implantation de filiales dans plusieurs pays africains. La BEA a aussi "engagé des démarches" pour l'ouverture d'un bureau en France "afin de répondre aux préoccupations soulevées par notre communauté nationale établie dans ce pays", selon un communiqué officiel.

Problème : la "volonté réformatrice" du chef de l'État, illustrée par de nombreuses déclarations d'intention, mais qui se heurte à l'inertie de l'administration, n'a obtenu pour l'heure aucune application concrète.

Voici presque deux ans, en septembre 2020, le président assurait que l'Algérie était en train de se diriger "vers une économie ouverte sur le monde". "Il nous faut une grande réforme des banques, une grande réforme de la fiscalité. Il n'y a plus de rente, désormais, on compte nos sous", avait-il déclaré, en référence au tarissement des rentrées fiscales liées aux hydrocarbures.

Moins de deux ans plus tard, l'ouverture de l'économie, la réforme des subventions, la réforme fiscale, la réforme des banques et quelques autres projets dans les cartons depuis plusieurs décennies sont au mieux toujours en chantier, au pire oubliés. Seule la deuxième partie du programme annoncé par Abdelmadjid Tebboune est activement en cours de réalisation : le gouvernement algérien compte ses sous.

La flambée des cours du pétrole est passée par là. Elle a été une divine surprise pour nos dirigeants, qui ont vu s'éloigner le risque de cessation de paiements, la menace du recours au FMI et les abandons de souveraineté sur

la décision économique nationale qui lui sont associés.

Depuis près d'un an, l'argent coule de nouveau à flots dans les caisses de l'État, et les réserves de change, après s'être quasiment stabilisées en 2021, ont même commencé à se reconstruire depuis le début de 2022.

Après avoir accusé une chute vertigineuse, qui a fait craindre le pire aux dirigeants algériens, en tombant de près de 200 milliards de dollars [190 milliards d'euros] en 2014 à 44 milliards de dollars [42 milliards d'euros] à la fin de 2021, les réserves financières du pays augmentent, stimulées par un baril dont le prix moyen est désormais supérieur à 100 dollars [95 euros] depuis le début de l'année.

Les chiffres les plus récents situent les réserves de change à plus de 46 milliards de dollars [44 milliards d'euros] à la fin du premier trimestre de 2022. Elles devraient repasser largement au-dessus de la barre des 50 milliards de dollars [47 milliards d'euros] à la fin de l'année en cours.

La "volonté réformatrice" du chef de l'État n'a obtenu aucune application concrète.

Suivant un scénario récurrent dans l'histoire économique de l'Algérie des dernières décennies, ce sont les réformes économiques qui paient la facture de cette prospérité financière retrouvée. Au lieu de l'"ouverture de l'économie algérienne sur le monde" promise par le président Tebboune, le gouvernement "compte ses sous" et la chronique de l'économie des dix-huit derniers mois se résume à une litanie de restrictions sur les importations.

Cette politique, activement mise en œuvre sur le terrain, fait appel, selon le think tank algérien Care, "à une panoplie de mesures administratives complexes, souvent improvisées, peu évidentes à comprendre et, surtout, imprévisibles pour tous les acteurs chargés de les appliquer". Elle aboutit à "créer un environnement incertain fait d'une multitude de mesures légales

↳ Dessin de Dilem, Algérie.



ANALYSE

et réglementaires” qui empoisonnent le “climat des affaires” et découragent les investisseurs.

Dernier exemple en date de cette politique de contrôle administratif tous azimuts, les entreprises algériennes désireuses de faire approuver leur programme d'importations par les banques ont été invitées depuis le début du mois de mai à produire une “attestation” délivrée par un organisme administratif prouvant que les produits concernés ne sont pas disponibles sur le marché national. Face aux risques évidents de pénuries et de fermetures d'entreprises, le gouvernement a déjà fait marche arrière et commencé ces derniers jours à délivrer quelques dispenses, aux secteurs du médicament et agricole notamment.

Les résultats de cette politique sont contrastés. Elle a permis une réduction sensible des importations du pays, qui sont passées pour les seules marchandises de près de 45 milliards de dollars [43 milliards d'euros] par an en moyenne depuis une dizaine d'années à un peu plus de 35 milliards de dollars [33 milliards d'euros] en 2021. Le déficit commercial a été résorbé complètement l'année dernière, et la balance des paiements n'affiche plus qu'un léger trou de moins de 4 milliards de dollars [3,8 milliards d'euros].

Hémorragie. Mais ces résultats ont été acquis au prix d'une véritable saignée sur le tissu productif. Privées d'approvisionnement, des centaines d'entreprises ont fermé leurs portes, mettant sur le carreau des dizaines de milliers de travailleurs dans le montage automobile, l'industrie électronique ou le secteur de l'électroménager.

L'opération “mains propres” qui a touché les hommes d'affaires trop proches du régime de l'ancien président Bouteflika a complété cette hémorragie dans les secteurs des travaux publics ou de la grande distribution.

Dernière ombre au tableau, l'investissement étranger, qui constitue un bon baromètre de l'attractivité de l'économie algérienne, est en chute libre. Avec à peine 1 milliard de dollars récolté en 2021, l'investissement étranger a été divisé par trois en dix ans. L'Algérie, en dépit des importantes ressources de son sous-sol, attire deux à trois fois

moins d'investissements étrangers que le Maroc et fait à peine aussi bien que la Tunisie voisine, dont l'économie pèse un quart de celle de l'Algérie.

Au bout du compte, en dépit des accents réformateurs adoptés par ses dirigeants, l'économie de l'Algérie se retrouve aujourd'hui encore moins diversifiée et encore plus dépendante

Les jeunes Algériens sans emploi peuvent désormais prétendre à une allocation chômage.

des hydrocarbures qu'elle ne l'était voici encore deux à trois ans. Quant à la rente dont la fin a été promise par le président algérien, elle ne s'est en réalité jamais portée aussi bien.

L'histoire économique algérienne inscrira sans aucun doute au crédit du président Tebboune la création pour la première fois d'une allocation-chômage au profit des demandeurs d'emploi. Entre 19 et 40 ans, les jeunes Algériens sans emploi peuvent depuis le mois de mars prétendre à une allocation mensuelle de 13 000 dinars [environ 84 euros]. Aux dernières nouvelles, près d'un demi-million d'entre eux auraient déjà commencé à bénéficier de ce programme.

“Unique dans le monde arabe”, selon les responsables algériens, ce nouvel acquis social fait la fierté du gouvernement et constitue, pour l'heure, la seule réforme concrète mise en œuvre par le nouveau gouvernement du président Tebboune. Elle s'inscrit malheureusement dans une tendance lourde du modèle économique algérien en renforçant son caractère rentier au détriment du développement d'une économie de production.

Incapable de créer des emplois productifs, qu'il a eu pour particularité de détruire au cours des dernières années, le nouvel exécutif ajoute un nouveau segment aux effectifs déjà nombreux des bénéficiaires de la rente d'État.

Le million de jeunes chômeurs ciblés par le nouveau dispositif, dont l'indemnisation coûtera près de 1 milliard de dollars, va s'ajouter aux 3 millions de fonctionnaires, dont les salaires

mobilisent près de 20 milliards de dollars [19 milliards d'euros], et aux 3,2 millions de retraités dont les pensions sont assurées à hauteur de 50 %, faute de cotisations suffisantes, directement par le budget de l'État pour plus de 5 milliards de dollars par an [4,9 milliards d'euros].

L'impasse budgétaire dans laquelle est engagé le modèle économique actuel conduit de façon croissante le seul budget de fonctionnement de l'État à absorber la totalité des recettes fiscales dès que le baril de pétrole descend au-dessous d'un seuil de l'ordre de 80 dollars, privant l'État algérien de toute possibilité de développer de nouvelles infrastructures économiques, voire d'entretenir les infrastructures existantes.

Inflation. Pour l'heure, le baril caracole à des niveaux sans précédent, proche au cours des derniers jours de mai de la barre des 120 dollars [114 euros]. Cette flambée des prix pétroliers conforte les dirigeants algériens dans la conviction de la pertinence de leurs choix économiques.

Elle laisse cependant sans réponse plusieurs défis. Le premier et le plus fondamental est celui de la diversification de l'économie et de sa capacité à créer des emplois productifs pour les 400 000 à 500 000 jeunes qui rejoignent chaque année sur le marché du travail.

L'économie du pays pourrait également faire face à un autre défi à beaucoup plus brève échéance. En dépit de la croissance du PIB, qui devrait dépasser 3 % en 2022 selon les institutions financières internationales, l'inflation prend des proportions de plus en plus inquiétantes en menaçant gravement le pouvoir d'achat des Algériens. Au total, l'inflation s'est établie à 8,1 % et 8,9 % au cours des deux derniers trimestres de 2021. Au premier trimestre 2022, elle atteint 9,3 %, surtout en raison de la hausse du prix des produits alimentaires (14 % depuis six mois). Au total, l'inflation devrait dépasser 10 % en 2022.

La baisse du pouvoir d'achat des ménages pourrait nourrir de plus fortes tensions sociales dans les trimestres à venir. Un risque à ne pas négliger.

— Hassan Haddouche
Publié le 15 juin

Alger compte retrouver son âge d'or diplomatique

Dès son indépendance, l'Algérie s'était hissée au rang d'acteur international africain de premier plan. Sous la présidence Tebboune, elle entend regagner du poids dans la région et profiter du bouleversement géostratégique en cours.

L'«reconquête diplomatique», claironne **L'Expression**, notant que, grâce à “son positionnement géostratégique, ses ressources financières doublées d'un grand potentiel économique”, l'Algérie pourrait faire son grand retour sur la scène internationale.

Pour preuve, le quotidien francophone égrène les déplacements du président Tebboune et des visites de chefs d'État. Après la Turquie et l'Italie, il sera reçu à Moscou par Vladimir Poutine. Avant, Abdelmadjid Tebboune

recevra fin juillet le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane. Dans le cadre de sa tournée internationale, se félicite *L'Expression*, l'Algérie est le seul pays d'Afrique du Nord qu'il visitera. Alger accueillera également en novembre le sommet de la Ligue arabe. “Un indice important qui renseigne sur le poids de l'Algérie dans la région”, ajoute le quotidien.

Ces derniers mois, un incessant “chassé-croisé diplomatique à Alger” a eu lieu, entre les visites officielles du secrétaire d'État américain Antony Blinken, du président du Conseil italien Mario Draghi, de l'ancien chef de la diplomatie française Jean-Yves Le Drian et du ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov.

Pour la presse algérienne, le conflit en Ukraine a accéléré ce retour en rebattant les cartes géostratégiques. “Il s'agit bien d'une puissance gazière appelée à la rescousse pour garantir la sécurité énergétique d'une vieille Europe sérieusement menacée par Moscou. Ainsi, reconnectée au monde, l'Algérie entend tirer son épingle dans ce jeu mondial”, analyse *L'Expression*.

Le pays se veut également, par sa position géographique, incontournable car garant d'«une certaine stabilité, aussi bien en Afrique que dans la région Mena (Moyen-Orient et Afrique du Nord)”. Dans cette large aire se cristallisent de nombreuses crises internationales, entre la Libye, le Mali et les conflits au Sahel ou les questions migratoires et énergétiques.

Dans ce tableau idyllique, des questions et des zones d'ombre demeurent. L'Algérie a-t-elle les moyens de son indépendance diplomatique, notamment vis-

à-vis de son allié russe, dont elle reste dépendante pour ses céréales ou son armement? Tout l'enjeu sera pour Alger de tirer profit du contexte actuel sans “s'aliéner ses alliances historiques”, notait **Tout sur l'Algérie** après l'invasion russe de l'Ukraine.

En outre, les tensions récurrentes avec le Maroc inquiètent la presse algérienne, qui souligne régulièrement le rapprochement du royaume avec Israël. Fin mai, les manœuvres militaires de l'African Lion, associant le Maroc, les États-Unis et des pays africains, européens et sud-américains, ont été largement commentées.

Commencées dans la région d'Agadir, dans le sud du Maroc, ces manœuvres, placées sous l'égide du Commandement des États-Unis pour l'Afrique (Africom), ont accueilli pour la première fois l'armée israélienne. La présence du traditionnel allié tunisien a tout autant soulevé des questions, traduisant peut-être la crainte d'un isolement algérien en Afrique du Nord.

— **Courrier international**

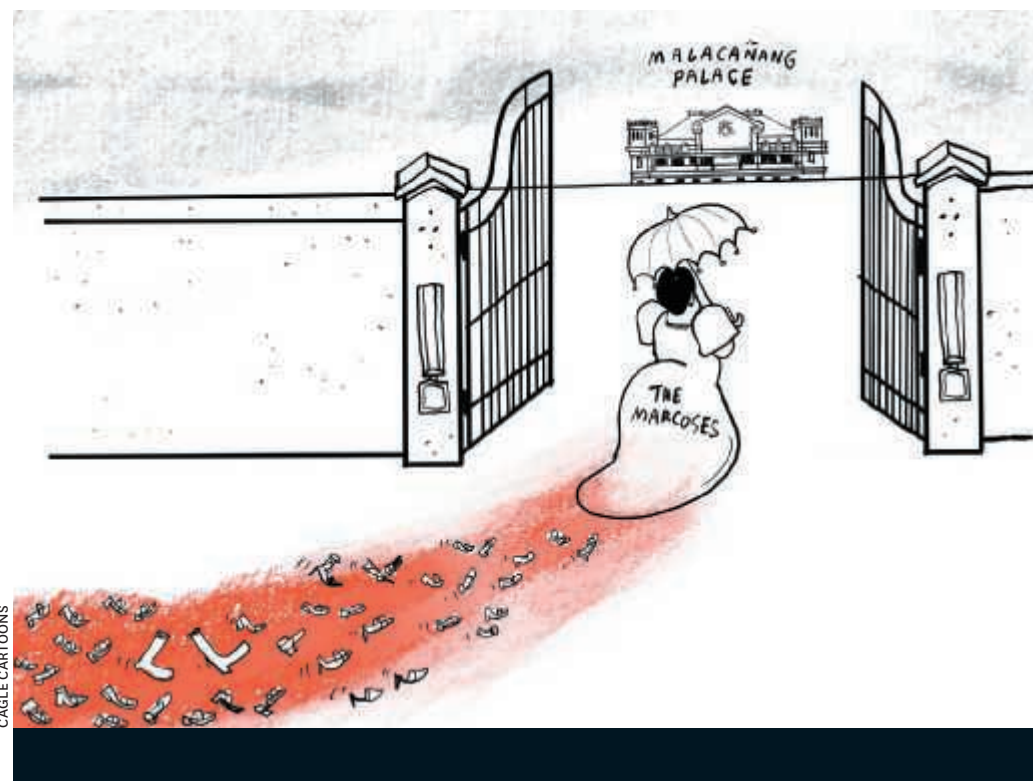




asie

Philippines. Plongée dans mes souvenirs de "bébé Marcos"

Une journaliste philippine raconte son enfance sous le régime de Marcos père. Des souvenirs qui résonnent avec le présent et l'élection du fils du dictateur.



—Nikkei Asia Tokyo

Je suis un "bébé Marcos", une enfant n'ayant connu dans sa jeunesse que le président Ferdinand Marcos – le dictateur ayant régné sur les Philippines à partir de 1965, jusqu'à ce que la révolte du "pouvoir du peuple" ne le chasse, en 1986.

Cela faisait des décennies que je n'avais pas pensé à cette époque. Mais la victoire de son fils, Ferdinand Jr., à l'élection présidentielle de mai a fait resurgir des souvenirs profondément enfouis dans les esprits de nombreux Philippines ayant vécu les années Marcos.

Endormis dans un coin de ma mémoire, ces souvenirs renferment toutes les émotions de cette époque, que certains mots remontent à la surface : la loi martiale, imposée de 1972 à 1981 ;

la vie sous le président Marcos, sa chute du pouvoir suite à la révolte populaire de 1986 ; et les années qui ont suivi. Enfant, tout cela me paraissait normal, ce n'est que plus tard que j'ai compris à quel point ce quotidien était particulier et correspondait en réalité à une vie sous une dictature militaire.

Je peux encore chanter la *Marche de la société nouvelle*, l'hymne que l'on entonnait à l'école et que l'on entendait à la radio. Ce chant présentait la loi martiale comme porteuse de valeurs nouvelles. "*Bagong bansa, bagong galaw, sa bagong lipunan*" – soit "un nouveau pays, un nouveau chemin, dans la nouvelle société". C'est cette chanson que crachaient les haut-parleurs lors des meetings de campagne de Ferdinand Jr. Marcos avant la récente élection présidentielle.

Il y a cinquante ans, en 1972, j'étais à l'école primaire quand le président Marcos a annoncé à la radio et à la télévision imposer la loi martiale. Nous étions déjà tous capables de reconnaître sa voix, parce que cela faisait sept ans qu'elle résonnait à nos oreilles. La voix de son fils lui ressemble tellement que l'entendre provoque littéralement une réaction physique en moi.

D'autres fantômes de l'époque Marcos ont ressurgi du passé. Nous habitions près de la baie de la capitale, Manille, où mon père avait l'habitude de nous conduire à bord de sa chère Chevrolet 1955

La "dictature conjugale" désignait le pouvoir de Marcos et de sa femme, Imelda.

↳ Dessin de Miel, Singapour.

afin que nous allions respirer un peu d'air marin le long de ce que l'on appelait alors le boulevard Dewey – ainsi baptisé en l'honneur du commodore américain George Dewey, vainqueur de la bataille de la baie de Manille de 1898, durant la guerre hispano-américaine. [Colonie espagnole entre 1565 et 1898, les Philippines passent alors sous domination américaine.]

Ces promenades au bord de l'eau ne nous offraient pas seulement le spectacle des eaux scintillantes, mais aussi celui des soldats américains de la Navy déambulant dans leurs beaux uniformes et leurs casquettes blanches de marin. Et ces hommes étaient là parce que les Philippines abritaient l'une des plus grandes bases militaires américaines à l'étranger. [Les bases américaines ont été fermées en 1992.]

Démonter un M16. Au lycée, nous suivions un "*entraînement militaire citoyen*" une fois par semaine. Pour nous, c'était super de parader en uniforme militaire – et encore plus de troquer nos jupes d'écolières pour des pantalons longs.

Les officiers cadets comme moi – j'étais chef de section – ne se contentaient pas d'aboyer des ordres à leurs "*soldats*", nous participions aussi à des tournois interécoles de montage et démontage de fusils M16.

Au début des années 1980, j'étais à l'université et je me souviens nettement de la fébrilité des jours suivant l'assassinat du chef de l'opposition, Benigno Aquino, en août 1983. Alors que la crise économique déferlait, aggravée par l'accroissement de notre dette à l'étranger, je me souviens de conversations à la maison sur le prix exorbitant des pommes rouges américaines – signe qu'il nous fallait nous serrer la ceinture. J'ai longtemps associé ces pommes à une période d'inquiétude.

La "presse moustique" (comme était surnommée la presse d'opposition) tournait à plein régime. Les gens se passaient des copies de journaux et de magazines faisant état des propriétés des Marcos à l'étranger, de leurs violations des droits humains, de leurs problèmes de santé et des activités des exilés politiques.

Chronologie

MARCOS SENIOR : 21 ANS DE POUVOIR

1965 — Ferdinand Marcos est élu président puis réélu en 1969.

1972 — Proclamation de la loi martiale pour répondre à la menace de l'insurrection communiste.

1983 — L'opposant Ninoy Aquino est assassiné à sa descente d'avion, à Manille.

1986 — Ferdinand Marcos remporte l'élection présidentielle face à Cory Aquino, veuve de Ninoy Aquino. Les accusations de fraudes se multiplient et la contestation prend de l'ampleur.

22 février 1986 — Un putsch visant à renverser Marcos est déjoué. Le président perd l'appui d'une partie de l'armée et de l'Église. Une foule se masse dans le centre de la capitale et, face au soulèvement, le 25 février, Marcos fuit le pays et se réfugie à Hawaii. Cory Aquino accède à la présidence et réclame la recherche des biens mal acquis par la famille Marcos, estimés à plus de 9,5 milliards d'euros.

1989 — Ferdinand Marcos meurt en exil. Deux ans plus tard, sa femme et ses enfants sont autorisés à rentrer aux Philippines.

Cette agitation se reflétait dans les discours et le vocabulaire de cette période, notamment à l'université des Philippines où on apprenait non seulement en classe mais aussi à travers les discussions des élèves, les échanges avec des militants, et les manifestations ponctuées de slogans tels qu'"À bas la dictature Marcos-USA" et de chants comme *Bayan Ko* ("Mon Pays").

"*Marcosien*" et "*imeldifique*" [contraction du prénom de la femme du président, Imelda Marcos, et du mot "maléfique"] devinrent des adjectifs exprimant l'indifférence et l'opulence ostentatoire, et servaient dans les conversations de tous les jours, ainsi que dans les médias locaux et internationaux. La "*dictature conjugale*" désignait le pouvoir de

↳ Dessin de Pete Kreiner, Australie.

AFGHANISTAN

Les talibans au défi du séisme

Après le tremblement de terre qui a fait plus de 1 000 morts et plus de 1 500 blessés, la gestion de la crise est un test majeur pour les fondamentalistes.

Marcos et de sa femme, Imelda; ils étaient généralement associés aux termes "autoritarisme constitutionnel", "népotisme" et "imbéciles", appliqués aux hommes d'affaires privilégiés par le régime. Il y avait les "unités des moineaux", comme on surnommait les unités d'assassins au sein de la Nouvelle Armée populaire communiste; on parlait des personnes "disparues", victimes des opposants au régime.

Même avec les craintes de révisionnisme, nos histoires individuelles demeurent.

Cette période attisa ma curiosité pour les autres dictatures, notamment celles d'Amérique latine. Ce qui m'amena à découvrir les travaux de Jacobo Timerman en Argentine (*Prisonnier sans nom, cellule sans numéro*, éd. Notre savoir, 2020) et de Mario Vargas Llosa au Pérou, le *Santa Evita* de Tomas Eloy Martinez, en Argentine, et les écrits d'Arief Dorfman sur le Chili.

Une fois Marcos parti s'exiler (en 1986) à Hawaï à bord d'un hélicoptère américain, le gouvernement a été dirigé par Corazon Aquino, veuve du chef de l'opposition assassiné. "Pas de réconciliation sans justice", entendait-on alors dans les conversations. On parlait de "pouvoir du peuple" et de pourparlers de paix. Les journaux parlaient de "mise sous séquestre" pour évoquer le gel des avoirs soupçonnés d'avoir été volés à l'État philippin.

Nul doute que le vocabulaire d'aujourd'hui continuera à évoluer. On assistera peut-être à un rejet du passé ou à des distorsions du présent. Mais le changement peut aussi aller dans l'autre sens. Le mot "marcos", par exemple, est aujourd'hui utilisé par certains avec un synonyme du verbe "voler".

Même avec la victoire électorale d'un nouveau Marcos et les craintes de révisionnisme historique, nos histoires individuelles demeurent. Les mots du passé convoquent non seulement des souvenirs mais conservent aussi leur sens. Le détail de ces souvenirs s'estompe peut-être, mais pas leur sens.

— Johanna Son
Publié le 8 juin



Adil Khan et sa famille dormaient dans leur maison de briques d'argile lorsqu'un tremblement de terre de magnitude 5,9 [sur l'échelle de Richter] a ravagé leur village reculé de la province de Paktika, dans le sud-est de l'Afghanistan", rapporte Gandhara.

Adil Khan, étudiant, est parvenu à se hisser hors des décombres mais de nombreux membres de sa famille étendue ont été ensevelis sous les gravats. "Vingt-sept d'entre eux, y compris sa femme et ses enfants, sont morts."

Ils figurent parmi les plus de 1 000 personnes tuées lors du séisme dévastateur qui a frappé les régions de Paktika et de Khost dans la nuit du 21 au 22 juin. Plus de 1 500 personnes ont également été blessées dans ce tremblement de terre, le plus meurtrier des deux dernières décennies en Afghanistan.

Adil Khan a confié au média afghan : "Des familles entières ont été décimées. Tous les survivants enterrent leurs morts." Certains ont été contraints de fouiller les débris à mains nues dans l'espoir de retrouver des survivants.

Cette zone de l'Afghanistan est vulnérable en raison de la piètre qualité des constructions.

Les opérations de sauvetage ont été compliquées par des conditions difficiles, notamment des fortes pluies et des glissements de terrain, et par l'inaccessibilité de nombreux villages, nichés à flanc de montagne.

Le district de Gayan, dans la province de Paktika, a été transformé "en fosse commune aujourd'hui", se désole Haji Baqi, un travailleur social de Gayan, auprès du journaliste afghan Bilal Sarwary, qui a relayé ses propos sur Twitter, le 22 juin. "Des villages entiers ont été détruits. Des femmes et des enfants figurent parmi les morts et les blessés", a-t-il poursuivi. Des enterrements de masse ont été organisés. "Les survivants, dans l'incapacité d'enterrer leurs morts avec leurs mains ou des pelles, écrit Gandhara, ont déposé leurs corps devant les maisons et dans leurs cours."

"Cette catastrophe est un test majeur pour le gouvernement radical dirigé par les talibans", estime le média en ligne. Après la prise de pouvoir des talibans le 15 août, les sanctions internationales et la disparition d'une grande partie de l'aide ont provoqué une grave crise économique en Afghanistan. "Aujourd'hui, près de la moitié des 39 millions d'habitants du pays sont confrontés à des niveaux d'insécurité alimentaire potentiellement mortels, selon le Programme alimentaire mondial", souligne le **New York Times**.

Les organisations internationales qui ont poursuivi leurs opérations après la chute de Kaboul aux mains des talibans ont envoyé des tentes et du matériel médical. Et les Nations unies ont débloqué 10 millions de dollars, rapporte **Tolo News**.

L'aide internationale a commencé à affluer très vite après le séisme, en provenance de pays comme l'Inde, le Pakistan, la Chine, l'Iran, les Émirats arabes unis ou encore l'Union européenne. Des Afghans de toutes les provinces se sont rendus au chevet des habitants touchés, fait remarquer sur Twitter un autre journaliste afghan, Ali M. Latifi.

Ce désastre représente aussi une mise à l'épreuve pour la politique de Joe Biden vis-à-vis des talibans. "Les États-Unis refusent de reconnaître [les talibans] et de leur fournir une assistance financière", rappelle le *New York Times*. Plus de 1 milliard de dollars d'aide américaine ont néanmoins été envoyés directement à des programmes humanitaires au cours de l'année passée. "Mais de nombreux défenseurs des droits affirment que Washington doit travailler avec le gouvernement taliban et lui fournir une aide économique pour atténuer durablement les souffrances, qui se généralisent."

L'aide internationale a afflué très vite, en provenance d'Inde, du Pakistan, d'Iran, de Chine ou de l'UE.

Les talibans eux-mêmes en appellent à l'aide internationale. "Après le rétablissement de l'Émirat islamique, malheureusement, la plupart des pays ont arrêté leur aide humanitaire à l'Afghanistan. Nous leur demandons de ne pas politiser cette aide et de poursuivre leur aide au peuple afghan." C'est ce qu'a déclaré Ghulam Ghous Naseri, un officiel du ministère de la Gestion des catastrophes naturelles, sur *Tolo News*. Les talibans ont assuré qu'ils n'entraveraient pas l'aide internationale.

Plusieurs membres de la société civile afghane réclament également que les États-Unis lèvent les sanctions financières et dégelent les 7 milliards de dollars d'avoirs afghans. Le président américain avait décidé en février de réserver la moitié de cette somme pour la redistribuer aux familles des victimes du 11 Septembre. Le reste étant dédié à l'aide humanitaire envers la population afghane.

— **Courrier international**



trans-
versales.
économie



Haro sur le “capitalisme woke”

Éthique. Face à la vague d'entreprises qui revendiquent leur engagement pour le climat, contre le travail forcé ou pour l'égalité et la diversité, un nouveau front conservateur se dresse, pour qui la politique doit rester en dehors des affaires.

✎ Dessin de Vincent L'Épée, Suisse.

consensus selon lequel les investisseurs doivent encourager un capitalisme plus écoresponsable. Le dérèglement climatique, a-t-il dit, n'est tout simplement “pas un risque financier dont nous devons nous soucier”.

Une déclaration à ce point opposée aux prises de position publiques de HSBC et d'autres banques que Stuart Kirk a immédiatement été mis à pied. Elle reflète cependant une volonté croissante de remettre en cause le discours dominant à Davos et dans d'autres bastions du nouveau capitalisme.

La critique de Stuart Kirk, qui s'attaque à un pilier de l'investissement dit “durable” – secteur qui

Même certains anciens initiés du secteur ont rompu les rangs et qualifié les critères ESG de “pur écoblançiment”. Tariq Fancy, ex-directeur de l'investissement durable de BlackRock, parle d'un “dangereux placebo”. Desiree Fixler, ancienne responsable de l'ESG pour DWS, une filiale de la Deutsche Bank, est convaincue que l'acronyme est aujourd'hui vide de sens.

Ce scepticisme pousse les décideurs à imposer des réglementations plus strictes. Aux États-Unis, la Securities and Exchange Commission (l'autorité des marchés financiers) travaille sur des règles concernant les critères ESG appliqués aux



—Financial Times
(extraits) Londres

Près d'un demi-siècle après que l'économiste Klaus Schwab a créé le Forum économique mondial de Davos, sa conviction que l'entreprise doit servir les intérêts de toutes les parties prenantes semble l'avoir emporté sur l'idée qu'une entreprise n'existe que pour enrichir ses actionnaires. Klaus Schwab se dit certain que “raison a été donnée”

à sa vision du “capitalisme participatif” [stakeholder capitalism].

Il n'empêche que tout le monde à Davos [du 22 au 26 mai cette année] n'en était pas si sûr, même si les participants faisaient la navette entre les tables rondes où ils promettaient des baisses de CO₂ et les cocktails organisés en soutien aux objectifs de développement durable de l'ONU.

De plus en plus, ils craignent que les grands principes du capitalisme participatif – et les

investissements fondés sur des critères d'environnement, de société et de gouvernance (ESG) qui l'accompagnent – soient menacés par les populistes, les anticonformistes de la finance et certains militants qui n'ont pas le profil que se figurait Klaus Schwab.

En mai, lors d'une conférence organisée par le *Financial Times* à Londres, Stuart Kirk, directeur de l'investissement responsable de la filiale de gestion d'actifs de la banque HSBC, a dénigré le

pèse près de 3000 milliards de dollars – n'est pas isolée. Elon Musk, capitaliste s'il en est, a récemment affirmé que les critères ESG étaient “une arnaque”, après que le constructeur de voitures électriques Tesla, qu'il dirige, a été exclu de l'indice boursier S&P 500 ESG [pour des affaires en cours de discrimination raciale notamment]. La note ESG dépend de la façon dont une entreprise se conforme à “l'agenda de gauche”, a-t-il affirmé sur Twitter.

produits d'investissement. Dans l'Union européenne, une “taxonomie de la finance durable” définit désormais ce qui peut être étiqueté “vert”.

L'autre personne qui a hanté Davos, c'est Ron DeSantis, le gouverneur républicain de Floride, en guerre contre Disney au sujet de la loi qui limite l'enseignement sur la sexualité et l'identité de genre dans les écoles primaires de l'État. La volonté de ce populiste d'affronter le PDG de Disney, Bob

Chapek, fait frémir de nombreux patrons, notamment parce que Ron DeSantis n'est pas une exception au sein d'un parti qui reste le premier bénéficiaire des dons des entreprises aux États-Unis. Le sénateur de Floride Marco Rubio a présenté une proposition de loi qui autoriserait les investisseurs à attaquer en justice les entreprises qui ne se focalisent pas sur la maximisation des profits des actionnaires ; l'ancien candidat républicain à la présidence Mitt Romney a signé une lettre affirmant que les critères ESG "politisent" les notations de [l'agence d'évaluation financière] Standard & Poor's ; l'ancien vice-président des États-Unis Mike Pence a dénoncé des principes ESG qu'il juge "pernicieux".

Ces hommes politiques, alliés aux militants conservateurs qui collectent un nombre record de votes protestataires dans les assemblées générales [des socié-

"Une petite élite du monde des entreprises décide ce qui est bien pour toute la société."

Vivek Ramaswamy,
ENTREPRENEUR CONSERVATEUR

tés], présentent le capitalisme participatif comme quelque chose de creux, d'hypocrite, voire de néfaste, et l'ont renommé "capitalisme woke".

Selon l'auteur et entrepreneur conservateur Vivek Ramaswamy, ce retour de bâton sanctionne l'interventionnisme excessif des élites. En mai, il a collecté près de 20 millions de dollars, notamment auprès de l'entrepreneur libertarien Peter Thiel, afin de lancer une société d'investissement anti-ESG, qui placerait ses fonds dans le pétrole et le gaz, de plus en plus délaissés par les grands gestionnaires d'actifs. "J'y travaille depuis plus de deux ans et j'avais l'impression que les éléments étaient ligués contre moi",

dit-il. Mais, aujourd'hui, "le vent a tourné".

Après la crise financière de 2008, les grands patrons étaient perçus comme "les grands méchants de la société américaine", se souvient Vivek Ramaswamy. Leur volonté de se refaire une réputation a coïncidé avec le désir de jeunes d'insuffler plus de sens à leur travail. "Les entreprises se sont saisies de l'occasion pour enseigner à cette génération que, pour satisfaire ce désir, on va chez Ben & Jerry's acheter un pot de glace accompagné d'une dose de moralité", avance-t-il, en référence à la marque du groupe Unilever qui soutient le mouvement Black Lives Matter et dénonce les colonies israéliennes dans les territoires palestiniens.

Cette forme de militantisme, dit-il, présente un danger : à mesure que la voix de ces entreprises gagne en influence, "un petit groupe d'élites du monde des entreprises" se met à "décider ce qui est bien pour toute la société". Le plus grand conflit culturel et politique de notre époque n'oppose pas la gauche et la droite, affirme Vivek Ramaswamy, mais "la classe des cadres dirigeants et le citoyen moderne. C'est la réincarnation de ce qui s'est passé en 1776 en Amérique."

Au moment où des sondages attestent que les républicains perdent confiance dans les grandes entreprises, des militants de droite s'emploient à revenir sur bien des changements mis en œuvre au titre de l'ESG et du capitalisme des parties prenantes.

Au printemps, un groupe de pression conservateur [Judicial Watch] a persuadé un tribunal de Californie d'annuler deux lois de cet État qui auraient imposé des quotas en matière de diversité dans les conseils d'administration. Lors des assemblées générales, les PDG de Goldman Sachs et de Meta ont été critiqués par des groupes d'actionnaires conservateurs à propos de leurs dons caritatifs ou de mesures prises en faveur de la justice

raciale. L'un de ces groupes, le Free Enterprise Project, dit vouloir sauver le milieu des affaires des "fondements socialistes du courant woke".

Depuis plusieurs années, les dirigeants ont été poussés par leur personnel et leur clientèle (et des sondages montrant que les entreprises inspirent plus confiance que les gouvernements, les associations et les médias) à prendre position sur des sujets qu'ils auraient autrefois évités.

Démotivés. Il n'est toutefois pas simple d'analyser les conséquences de ce type de prises de position progressistes qui peuvent conduire à qualifier un capitaliste de "woke", montrent des études universitaires récentes. "Mes travaux laissent à penser que les répercussions négatives sont supérieures aux effets positifs", explique Vanessa Burbano, professeure à la Columbia Business School, où elle a étudié les réactions du personnel d'entreprises qui ont pris position en 2017 sur les lois dites "des toilettes", censées dicter aux personnes transgenres les WC qu'elles devaient utiliser.

Les PDG qui se sont exprimés sur le sujet ont fait face à la démotivation des employés en désaccord avec eux, sans pour autant renforcer la motivation de ceux qui partageaient leur opinion. Intervenir sur les questions politiques clivantes est "plus risqué qu'il n'y paraît", conclut-elle.

Certaines entreprises semblent déjà tenir compte de ces risques lorsqu'elles envisagent des déclarations politiques. Swarnodeep Homroy, professeur de finances à l'université de Groningue, aux Pays-Bas, a conclu qu'il était plus probable que des entreprises cessent de financer des personnalités du Parti républicain contestant la victoire de Joe Biden en 2020 si elles étaient implantées dans des États où l'électorat est particulièrement divisé. Elles avaient moins tendance à suspendre leurs dons si

"Les patrons se retrouvent coincés entre les salariés et les responsables politiques."

Paul Polman,
ANCIEN PDG D'UNILEVER

ce choix comportait des risques politiques, comme la perte de contrats avec le gouvernement.

À Davos, des PDG américains ont dit qu'ils voulaient encourager, au Congrès, les élus pragmatiques en quête de solutions, mais l'un d'eux s'est plaint en privé qu'il n'y ait "plus personne au centre" dans ce paysage politique de plus en plus clivé.

En raison de cette polarisation, davantage de patrons risquent de devenir des intermédiaires dans les batailles sociales qui passionnent leurs salariés, prédit Vanessa Burbano. Avec la possible remise en cause par la Cour suprême du droit à l'avortement [actée le 24 juin, lire le dossier p.8], la relance du débat sur les armes à feu après la tuerie dans une école d'Uvalde, au Texas, et la volonté des dirigeants politiques de motiver les électeurs à l'approche des élections de mi-mandat, en novembre, les tensions politiques devraient s'intensifier. "Les salariés se rendent compte que leurs chefs doivent déterminer ce qu'il faut dire et ce qu'il faut faire, et qu'ils peuvent davantage les influencer qu'il y a cinq ans", ajoute Vanessa Burbano.

Paul Polman, ancien PDG d'Unilever, a dit un peu la même chose dans une publication récente sur LinkedIn : "Beaucoup de gens ne croient plus les politiques capables de représenter leurs convictions et d'assurer leur avenir. Ils comptent plutôt sur le pouvoir des entreprises." Ce faisant, de plus en plus de patrons se retrouvent "coincés entre les salariés et les responsables politiques". Paul Polman, qui ne doute aucunement que les chefs d'entreprise doivent se ranger du côté de leurs troupes, note que, cette fois-ci,

les insultes des républicains sur leur "wokisme" ont un fond différent : "Les couteaux sont sortis."

Même s'ils se méfient des motivations de leurs détracteurs, plusieurs défenseurs de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises reconnaissent les limites des critères ESG, dont la portée est aussi ambitieuse que leur définition est ambiguë. "Critiquer l'application insuffisante ou incohérente de ces mesures est de bonne guerre", écrivent Richard Samans, de l'Organisation internationale du travail, et Jane Nelson, de la Kennedy School of Government à Harvard, sur le site du Forum économique mondial.

Écoresponsables. Et Lynn Forester de Rothschild, dont la Coalition for Inclusive Capitalism rassemble des PDG soucieux des intérêts des autres parties prenantes à l'entreprise, déclare : "Je crains vraiment que tout cela ne se résume à des paroles en l'air... Les critères ESG sont surtout devenus une case à cocher dans les portefeuilles d'actifs."

De son côté, Swarnodeep Homroy a tendance à croire que les entreprises n'auront d'autre choix que de devenir plus écoresponsables, mais il pense aussi que le militantisme social qui pourrait les exposer à des coups touche à ses limites.

La plupart des participants à Davos sont persuadés qu'il y a de l'argent à gagner en défendant au moins le E de l'acronyme ESG – c'est-à-dire le volet environnemental. La nécessité de financer la transition vers des technologies moins polluantes augure ce que les consultants de McKinsey ont qualifié de "plus grande réaffectation de capitaux dans l'histoire humaine". Certains sont aussi convaincus que leur nouveau positionnement social les aide à attirer et à garder les meilleurs employés.

—Andrew Edgecliffe-Johnson

Publié le 27 mai



SIX PIEDS SUR TERRE D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ AFD Courrier International À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

ENVIRONNEMENT



À la recherche des survivantes du bush

Botanique. Des scientifiques arpentent les Alpes australiennes, ravagées par les incendies, en quête de plantes rares qui auraient survécu.

—The Sydney Morning Herald Sydney

Le voyage a été long et tor-tueux. Mitchell Korda et un de ses collègues de la Banque nationale de graines ont parcouru les Alpes australiennes par des pistes reculées, crapahuté sur des pentes raides et passé une nuit sous la tente. Quand ils sont arrivés à destination, ils ont eu l'agréable surprise de trouver non pas une mais deux des plantes très rares qu'ils cherchaient : l'arbre à thé de Namadgi [*Leptosperum namadgiense*] et la dwarf violet ["violette naine" - *Viola improcera*].

Après les terribles feux de brousse de "l'été noir" [en 2019-2020], des collecteurs de graines se sont rendus dans le parc national alpin de Victoria, le parc national de Namadgi, dans le Territoire de la capitale australienne et le parc national du Kosciuszko, en Nouvelle-Galles du Sud, dans l'espoir de trouver cinq espèces rares de plantes endogènes : arbre à thé de Namadgi, *parrot pea* ["pois perroquet" - *Dillwynia glaberrima*], violette naine, *bush daisy* ["marguerite du bush" - *Olearia pimeleoides mallee*] et *pheballium* [une herbacée].

Partis à la recherche de l'arbre à thé de Namadgi, les deux hommes ont découvert avec ravissement dans un endroit reculé du parc - la plus grande zone de marécages et de fougères des Alpes australiennes - que des violettes naines, inconnues dans cette zone auparavant, poussaient au même endroit. Mitchell Korda se souvient : "Ça faisait comme un tout petit tapis vert au sol tellement il y avait de plantes. Elles étaient tellement petites qu'il a fallu y regarder de plus près pour savoir ce que c'était."

Boutures. L'expédition s'inscrivait dans le cadre de Survive and Thrive ["Survivre et prospérer"]. Lancé à la suite des incendies de 2019-2020, ce projet se présente sous la forme d'un partenariat entre la Fondation pour la conservation des parcs nationaux, les Jardins botaniques nationaux australiens, le Fonds mondial pour la nature Australie et d'autres organisations.

Les espèces concernées avaient vu leur population entièrement ou en grande partie détruite par le feu. Elles sont considérées comme rares et correspondent probablement à plusieurs critères d'une espèce menacée. Il n'en existe pas ou peu de stocks de graines. Quand ils trouvent

↳ Dessin d'Ajubel paru dans El Mundo, Madrid.

des spécimens, Mitchell Korda et ses collègues ramassent les fruits ou les graines - celles de la violette naine sont plus petites que celles du coquelicot - et les apportent à la Banque nationale de graines du Jardin botanique national de Canberra, où elles séchent dans une salle spéciale. Les collecteurs prélèvent également des boutures. "On veille à n'en prendre que si cela n'affecte pas la population existante", précise Mitchell Korda.

Il espère qu'une fois cultivés en pépinière ces plants pourront soutenir les populations sauvages à l'avenir. Ce type d'intervention devient urgent, car le dérèglement climatique causé par l'homme entraîne de plus en plus fréquemment de violents incendies. "Les Alpes australiennes abritent des plantes incroyables qu'on ne trouve nulle part ailleurs dans le monde. Pour nombre d'entre elles, nous n'avons aucune graine ni spécimens cultivés en pépinière, explique Judith West, porte-parole du Fonds pour la conservation des parcs nationaux. On a fait beaucoup de choses pour les animaux tout de suite après les incendies, mais il fallait aussi faire quelque chose pour les plantes; les animaux en dépendent."

Il n'est pas facile de trouver comment faire pour que les boutures et les graines de ces plantes peu communes poussent. Nombre d'entre elles sont un mystère et les botanistes doivent trouver la température et le taux d'humidité idéaux pour que les graines demeurent viables après un long stockage. Certaines plantes alpines ont besoin du feu pour germer, d'autres, qui doivent subir une période de froid, poussent rapidement après la fonte des neiges. L'été dernier, collecteurs de graines et bénévoles ont fait 35 expéditions dans 20 sites reculés et effectué 24 collectes. Les cinq espèces cibles sont désormais cultivées en petites quantités dans la pépinière des Jardins botaniques australiens, avec un certain succès.

"Nous allons devoir percer tous leurs secrets. Une fois que ce sera fait, nous pourrons les partager avec les banques de graines de toute l'Australie. Personne n'a encore fait de recherches sur ces cinq espèces", précise Judy West.

—Miki Perkins
Publié le 11 juin

LA LETTRE TECH



Tous les quinze jours,
l'actualité de la Silicon
Valley vue des États-Unis

PHILIPPE COSTE, à New York

L'ère de l'inquisition et le selfie "point five"

Un droit constitutionnel vieux de cinquante ans vient d'être rayé d'un trait de plume par la majorité conservatrice de la Cour suprême. Maintenant, tous les États peuvent statuer à leur guise sur la légalité de l'avortement, et dans cette confusion surgissent déjà les menaces de poursuites pénales contre les femmes qui recourraient à l'IVG. Le Texas confirme que deux lois datant du XVIII^e siècle, enter- rées depuis 1973, pourraient entrer en vigueur après la décision de la Cour du 24 juin. Elles prévoient quoi? La lapidation des coupables?

Dans les régions du Sud les plus hostiles à l'avortement, le doute, la peur poussent déjà beaucoup de femmes à tenter d'effacer les preuves de leurs transgressions passées. **Le Wall Street Journal** décrit la frénésie des administrateurs d'applications de santé comme Flo, Clue et celle d'Apple à assurer au plus vite l'anonymat des informations compilées dans les millions de profils et les rendre inutilisables en cas de saisie par les procureurs. Et pour cause, en 2019, les autorités du Missouri, particulièrement enragées, avaient reconnu lors d'un procès disposer de toutes les données électroniques des patientes du planning familial, y compris les dates de leurs menstruations. Pour l'instant, n'importe qui peut encore obtenir ces données auprès d'opérateurs sur le marché noir de l'Internet - y compris les nouveaux inquisiteurs américains.

D'outre-tombe

C'est nouveau : Alexa, l'assistant vocal d'Amazon, peut aussi faire parler les morts. **CNBC** a entendu, à la dernière conférence re:Mars de Jeff

Bezos, à Las Vegas, un pont de l'ingénierie maison présenter un nouveau programme qui permet à Alexa d'imiter plutôt fidèlement n'importe quelle voix humaine, y compris celle d'un défunt dont on pourrait fournir une minute d'enregistrement vocal au logiciel d'intelligence artificielle. "Nous avons perdu tant de proches pendant le Covid, explique-t-il. Si l'intelligence artificielle ne peut effacer la peine, elle peut faire durer le souvenir."

Grand angle

Les limiers du **New York Times** ont repéré la nouvelle ère du selfie, si éloignée, jurent-ils, des mièvres clichés d'iPhone pris par des stars comme Paris Hilton ou Ellen DeGeneres. Rien à voir. La génération Z ne jure plus que par le 0.5 selfie, "point five" pour les initiés, pris avec l'objectif grand angle de l'iPhone 12, qui garantit en gros plan des faciès grotesquement distendus, mais offre aussi toute une gamme d'options spectaculaires. C'est tout un art : l'objectif se trouve à l'arrière du téléphone, ce qui contraint à se photographier au jugé, avec des résultats comiques ou inattendus. La nouvelle mode ajouterait une spontanéité ludique, mélange d'imperfection et de recherche artistique, au narcissisme des réseaux sociaux.—



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi la Lettre tech.



360

→ Illustrations d'Oleg
Buyevsky, Russie,
illustrationzone.com
Instagram
@olegbuyevsky
@illustration.zone

Moi, je et tous mes autres

L'irruption dans notre quotidien de la réalité virtuelle, du métavers et de la possibilité de nous décliner en avatars relance le débat sur la conscience. Qui sommes-nous ? Sommes-nous un ou multiples ? Comment pouvons-nous nous assurer de ce qui nous entoure ? Le philosophe David Chalmers sème le trouble, lorsqu'il nous assure que la réalité virtuelle est aussi réelle que le réel. Entrons-nous dans l'ère des réalités parallèles ?

choses, non seulement sur les possibilités de la réalité virtuelle, mais également sur la nature de la réalité.

Chalmers [né en 1966] est l'un des philosophes les plus célèbres du XXI^e siècle. Bien que son nouveau livre, *Reality+* [paru en janvier 2022 et pour l'instant inédit en français], soit le premier ouvertement destiné au grand public, il a déjà réussi à dépasser le champ universitaire, en grande partie grâce à son article "*The Matrix as metaphysics*" [non traduit en français], écrit en 2003 pour le site officiel du film. Sa décontraction, son allure débraillée et ses longs cheveux qui n'ont pas vu un peigne depuis des années lui ont légitimement valu d'être qualifié de "*philosophe rock star*".

Il doit moins sa réputation à ses propres théories qu'à sa façon incisive de cerner ce qui est sans doute aujourd'hui le problème philosophique majeur. Chalmers a établi une distinction entre les problèmes "facile" et "difficile" de la conscience. Le problème "facile" consiste à décrire les mécanismes et à identifier les zones du cerveau qui suscitent tel ou tel état mental. S'il est dit "facile", c'est qu'il ne soulève aucune question conceptuelle profonde. Le problème "difficile" de la conscience consiste, en revanche, à comprendre comment une masse de matière organique, si complexe que soit son organisation, peut engendrer l'expérience subjective de la conscience. C'est désormais ce que l'on appelle "le problème difficile de Chalmers" – même s'il existait avant que le philosophe lui ait donné son nom.

Chalmers se demande à présent si une réalité virtuelle totalement immersive et parfaitement simulée – ce que l'on appelle la "réalité virtuelle totalement immersive" [ou Full VR, dans laquelle l'utilisateur n'est plus limité dans ses mouvements mais se déplace librement dans l'espace virtuel, interagit avec les objets et les manipule] – serait une forme authentique de réalité ou une alternative à cette réalité. Son livre tombe à point nommé : en octobre 2021, Mark Zuckerberg annonçait que Facebook travaillait à l'élaboration d'un métavers, "*un Internet incarné [...] complètement immersif*", permettant à l'utilisateur de participer à des réunions ou de dîner avec des amis dans un environnement 3D, par le biais d'un avatar personnel.

Alors que Zuckerberg imagine une utopie virtuelle, d'autres redoutent une fin déshumanisante de la réalité. Pour savoir qui a raison, il faut tout d'abord répondre à une très ancienne question philosophique : qu'est-ce que la réalité ? La grande nouveauté de ce que Chalmers appelle dans *Reality+* la "*techno-philosophie*", c'est d'abord d'appliquer la philosophie aux nouvelles technologies et ensuite d'utiliser les nouvelles technologies pour aborder sous un nouvel éclairage des questions philosophiques éternelles. En d'autres termes, la techno-philosophie est une version réactualisée de la métaphysique de papa. → 40

SOURCE



PROSPECT

Londres, Royaume-Uni

Mensuel, 18 400 ex.

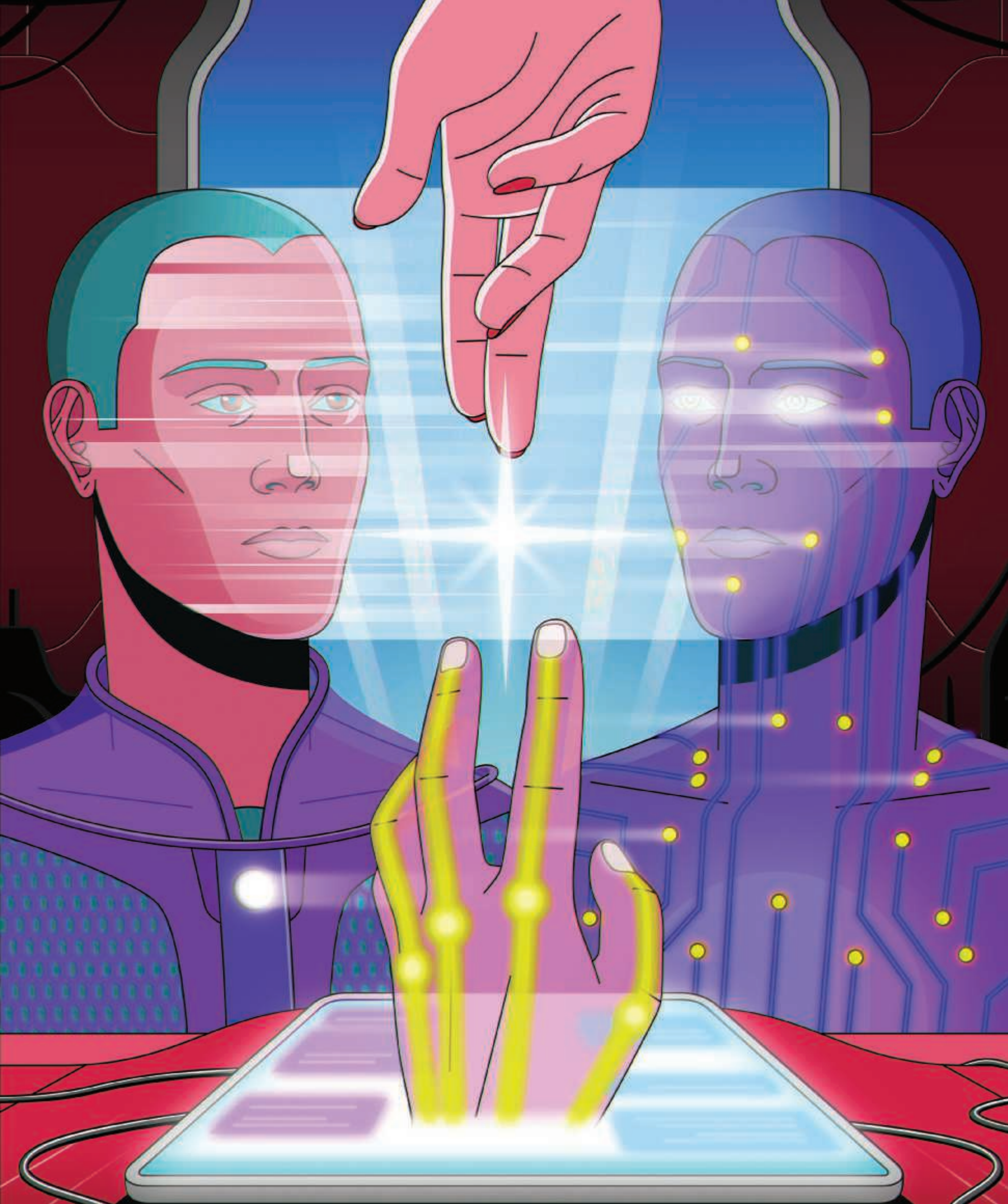
prospectmagazine.co.uk

Fondée en octobre 1995, cette revue indépendante de la gauche libérale britannique offre à un lectorat cultivé et curieux des articles de grande qualité, avec un goût marqué pour les points de vue à contre-courant et les analyses contradictoires.

— Prospect (extraits) Londres

Est-ce que vous me voyez ?" À l'ère de la visioconférence, la question est devenue banale. Mais dès lors que vous la posez au philosophe David Chalmers, elle acquiert une tout autre profondeur. Chalmers pense que dans la version élémentaire de réalité virtuelle (VR) où se déroule notre conversation, "*certaines philosophes très conservateurs répondraient : 'Non, ce n'est pas vous que je vois, mais simplement un ensemble de pixels sur un écran'*". Lui a une vision très différente des choses : "*Oui, je vous vois parfaitement.*" La simplicité apparente de cette réponse induit en fait un certain nombre de





Lexique

Quatre notions clés pour ne pas perdre la boussole.

D'abord développée dans la lignée des jeux vidéo, **la réalité virtuelle** désigne une technologie simulant, grâce à un logiciel et généralement au moyen d'un casque placé sur les yeux, la présence physique d'autres individus ou d'un environnement donné. Elle permet de percevoir un univers virtuel en trois dimensions et d'interagir avec lui.

Également issue du domaine des jeux vidéo, **la réalité augmentée** consiste à utiliser un écran (principalement celui du smartphone) comme une fenêtre sur notre monde réel, auquel se surimposent des éléments virtuels, numériques. L'exemple le plus populaire en est le jeu *Pokémon Go*, mais il existe de nombreuses autres applications, de la navigation GPS à l'utilisation par des musées.

Exploré tant par la fiction que par la science (voir p. 46), **le multivers** suppose l'existence parallèle et simultanée d'autres univers que le nôtre. Cette multiplicité peut prendre plusieurs formes et entraîne une foule de questions : avons-nous des "moi" parallèles ? Que font-ils ? Les frontières entre univers sont-elles poreuses ?

Si l'on en croit le patron de Facebook, Mark Zuckerberg, **le métavers** est l'étape suivante de l'évolution de l'Internet mobile. Grâce à la réalité virtuelle, les utilisateurs pourraient naviguer physiquement dans un web en 3D, user d'avatars pour faire du shopping dans des boutiques virtuelles, ou siéger à des réunions de travail en visio. Un métavers dont Mark Zuckerberg se verrait bien le grand ordonnateur, ce qui ne va pas sans susciter quelques doutes.

➤ Illustration d'Oleg Buyevsky, Russie. illustrationzone.com

38 ← Revenons à notre question initiale : est-ce que vous me voyez ? Si vous pensez ne pas voir votre interlocuteur lorsque vous êtes en visioconférence avec lui, explique Chalmers, par la même logique, nous ne nous voyons jamais les uns les autres. Nous avons renoncé depuis longtemps à l'idée naïve qui voudrait que nous percevions les objets directement. Nous savons que tout passe par notre perception sensorielle et que la forme exacte sous laquelle les objets nous apparaissent se construit dans notre cerveau : toute perception passe par une médiation. De ce fait, je ne vous entends ou ne vous vois *réellement* de manière significative – même dans la vraie vie – que dans la mesure où j'associe, crucialement et véridiquement, par un lien de causalité, ce que je vois et entends à votre personne.

La nouvelle technologie peut modifier cette chaîne de causalité. Mais elle n'en facilite pas moins la perception d'êtres et de choses réels. Prenons par exemple une conversation téléphonique. *« Peut-être que la première fois que quelqu'un a utilisé un téléphone, il s'est dit : ce que j'entends, c'est une projection de la voix de mon interlocuteur, mais pas lui directement, »* explique Chalmers.

Un chat virtuel n'est pas un vrai chat. Mais c'est un vrai chat virtuel. Il est bien réel.

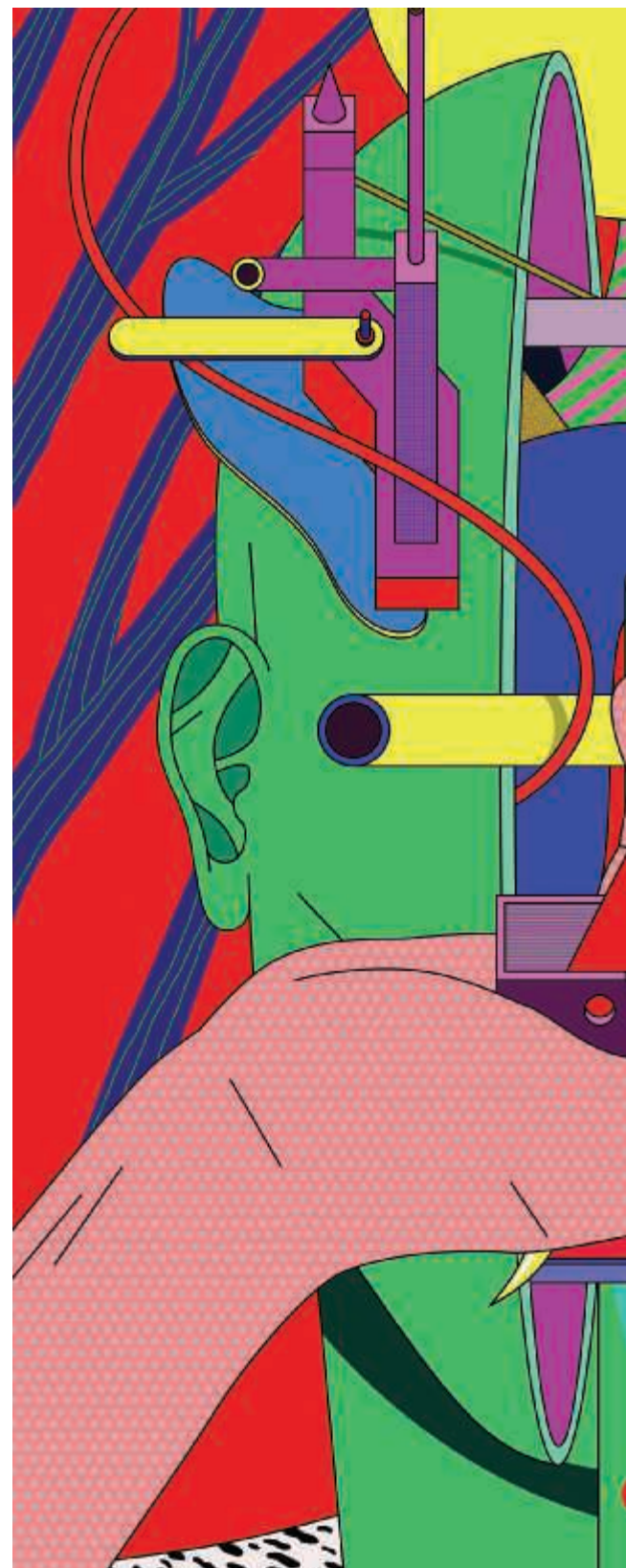
Mais à partir du moment où le téléphone s'est imposé dans notre vie, les gens disaient tout naturellement : 'Je vous entends.' S'il est une chose que l'on a constatée avec la percée de la technologie, c'est que ces concepts s'élargissent de façon tout à fait naturelle.»

Et selon lui, nous serions justement en train d'assister à un nouvel élargissement conceptuel de ce type. Même dans notre version primitive de réalité virtuelle, il est déjà *« tout naturel de dire que nous percevons des objets virtuels dans une réalité virtuelle »*. À quoi on serait bien entendu tenté d'objecter que ce que l'on voit dans une réalité virtuelle n'est, par définition, pas réel. Un chat virtuel n'est pas un vrai chat. En un sens, Chalmers l'admet : ce n'est pas un chat de chair et d'os, organique, biologique. Mais c'est un *vrai* chat virtuel. Et il ne s'agit pas là d'une simple argutie sémantique.

La position que l'on prendra dans le débat dépend en grande partie de la façon dont on définit l'adjectif "réel". Pour Chalmers, dire qu'un objet est "réel" peut recouvrir l'un des cinq sens suivants : il existe ; il a des pouvoirs de causalité ; il évolue en dehors de l'esprit ; il n'est pas illusoire ; et c'est un exemplaire tangible de l'objet de référence. Chalmers fait remarquer qu'une réalité virtuelle totalement immersive qui, de l'intérieur, ne se distinguerait en rien de la vraie vie cocherait au moins quatre de ces cases.

Il en veut pour preuve l'exemple d'un chien numérique. Premièrement, quelle que soit l'idée que l'on se fasse d'un chien numérique, il a une certaine forme d'existence. Deuxièmement, dans un environnement de Full VR, un chien virtuel possède[rait] des pouvoirs de causalité : s'il mord, ça fait mal. Troisièmement, il est indépendant de l'esprit : si l'on quitte l'environnement virtuel, le chien continuera de s'y balader en reniflant tout ce qui bouge.

Le quatrième point est moins évident : un chien numérique est – ou du moins peut être – non illusoire.



On pourrait considérer que la réalité virtuelle est, par essence, illusoire, puisque toute sa raison d'être consiste à donner une apparence réelle à des objets numériques. À quoi Chalmers objecte que le concept de *« pénétration cognitive »* démontre que ce n'est pas nécessairement le cas. Lorsque vous regardez dans le rétroviseur d'une voiture, ce que vous voyez semble-t-il être devant vous ou derrière vous ? À proprement parler, il apparaît devant vous. Mais parce que nous savons que c'est un reflet et



que nous nous y sommes habitués, nous le voyons en fait comme étant derrière nous.

Chalmers pense qu'un mécanisme semblable pourrait être à l'œuvre dans un monde virtuel. Ainsi, lorsque, dans un laboratoire de réalité virtuelle, on lui a demandé de descendre d'une planche suspendue au-dessus du Grand Canyon, il reconnaît avoir "voulu poser le pied sur le sol, histoire de bien le sentir". Mais au bout d'un moment, "on s'habitue rapidement aux affordances de l'environnement [ses

potentialités, qui autorisent certaines actions à l'utilisateur]. On peut descendre de la planche et rejoindre l'autre côté du canyon. On marche simplement sur l'air et on s'y habitue." Avec le temps, la nature virtuelle d'un tel monde devient un élément "que l'on intègre à notre perception de la réalité". Elle ne nous paraîtrait pas plus illusoire que lorsque nous voyons le soleil s'élever dans le ciel, alors que nous savons très bien que c'est la Terre qui tourne.

Il reste selon Chalmers un seul critère que la Full VR pourrait ne pas remplir : même si un chien numérique est réel, on peut encore dire que ce n'est pas un vrai chien, car les vrais chiens sont des organismes biologiques. Ce qui reviendrait un peu à dire que le lait d'avoine est réel, mais que ce n'est pas du vrai lait.

Chalmers affirme que dans la mesure où la Full VR coche quatre de ses cinq cases, nous pouvons admettre qu'elle est "réelle à au moins 80 %". Or quatre cases sur cinq n'est pas forcément la même chose que 80 %. Si je ne remplis que quatre critères sur cinq pour être médecin, je ne suis pas médecin à 80 %. Je ne suis pas médecin du tout. Le fond de la question repose donc en grande partie sur l'importance que l'on accorde à la distinction entre les objets numériques réels et les objets réels tout court.

Reality+ séduira beaucoup de lecteurs par ses arguments contre-intuitifs qui voudraient que nous vivions déjà dans une simulation sans le savoir ; ou bien, que nous puissions à l'avenir nous téléporter dans un monde virtuel qui serait aussi réel – et aussi plaisant – que la vie biologique. À mon sens, ces arguments reposent par trop sur des probabilités que nous ne sommes pas en mesure d'évaluer. Serait-il un jour possible de disposer de suffisamment de puissance de calcul et d'électricité pour créer un monde virtuel aussi riche et immersif que notre monde physique actuel ?

Si notre univers est une simulation parfaite, alors nous n'avons aucun moyen de le savoir.

Chalmers admet que ces problèmes méritent d'être sérieusement envisagés, mais il estime que nous avons tout de même au moins 50 % de chances de créer un environnement virtuel totalement immersif. Sur la question des ressources énergétiques nécessaires, il souligne que même si, du fait des contraintes physiques fondamentales, "aucun univers fini ne peut se simuler parfaitement lui-même jusque dans les moindres détails", cela n'a aucune importance parce que la Full VR n'en a pas besoin. "Les univers ont simplement besoin de simuler des univers plus simples et plus petits qu'eux-mêmes. On pourrait peut-être, par exemple, canaliser une partie de l'énergie de quelque étoile lointaine pour simuler, en gros, ce qui se passe sur la Terre et dans une petite zone environnante."

Chalmers est persuadé qu'un univers infini pourrait simuler totalement un univers fini tel que le nôtre. Et que si notre univers était une simulation parfaite, nous n'aurions aucun moyen de le savoir. Une hypothèse que beaucoup prennent au sérieux.

Mais si notre monde est bel et bien une simulation parfaite, comment se fait-il qu'il soit aussi terrible ? S'il est le produit d'une évolution aveugle, alors la pauvreté, la maladie, la cruauté humaine, etc., sont tout à fait prévisibles. Si en revanche il est le résultat d'un dessein intelligent, alors les êtres qui l'ont engendré sont tout à la fois

incroyablement intelligents et incroyablement sadiques. Ils auraient pu créer un monde d'abondance et de sécurité. Au lieu de cela, ils ont créé un monde meurtri par le cancer, la sclérose en plaques et Ebola, sans parler de la torture et du viol.

Chalmers s'intéresse de près à cette nouvelle version de l'argument de la présence du mal pour prouver la non-existence de Dieu, et à d'autres questions relevant de ce que l'on appelle la "théologie de la simulation". Mais il n'y croit pas. "Tout dépend de la nature et des intentions du simulateur, et il existe des milliers d'intentions possibles, dit-il. Notre monde n'est en aucune manière entièrement mauvais. Il présente certains aspects terribles et un certain nombre de choses merveilleuses. Les simulateurs pourraient partir du principe que créer plus de bien que de mal suffit à justifier la création du monde... Mais au fond, je ne pense pas qu'il y ait de raison particulière de croire que nos simulateurs sont des créatures éthiquement parfaites. Ils pourraient être aussi éthiquement imparfaits que vous et moi."

À supposer que la réalité virtuelle totalement immersive soit une possibilité, devrions-nous prendre le risque de la créer ? Les techno-utopistes tendent à surestimer considérablement notre capacité à adapter les traits essentiels de la nature humaine et de la société. Chalmers comprend cette inquiétude. "Si vous pensez que les réseaux sociaux sont un problème aujourd'hui parce que Facebook a la haute main sur les flux d'actualité, attendez de voir ce qui se passera quand les géants du web auront la haute main sur notre vie quotidienne dans les mondes virtuels."

Mais au bout du compte il se veut optimiste : "Toute nouvelle technologie s'accompagne de son lot d'utopistes prétentieux, admet-il. Pratiquement n'importe quelle technologie présente un potentiel utopique, mais aussi un potentiel dystopique, et je ne me risque à aucune prédiction particulière. Ce qui nous attend sera certainement un mélange des deux. J'aime bien l'analogie avec Internet, en ceci qu'il avait un potentiel utopique, qu'il a partiellement réalisé. Mais il a également eu de terribles conséquences."

La raison viscérale la plus courante qui fait que nous résistons à la vie virtuelle est peut-être que cette vie est de toute évidence artificielle, alors même que beaucoup d'entre nous aspirent à un contact avec la nature. Chalmers reconnaît que c'est là "une valeur raisonnable, mais qui n'a rien d'indispensable. Personnellement, je vis à New York – dans un environnement qui n'a rien de très naturel, mais qui ne m'empêche pas de trouver du sens à ma vie."

Dans son livre, Chalmers ne prédit pas l'échéance à laquelle il pense que la Full VR deviendra réalité. "En général, les gens ont tendance à surestimer les progrès à court terme et à les sous-estimer sur le long terme. À mon avis, sur le court terme, il y aura beaucoup d'obstacles, de retards et de ratés", confie-t-il, ajoutant : "Je ne serais pas surpris s'il fallait vingt ou trente ans pour que nous parvenions à des réalités virtuelles vraiment fluides et transparentes que tout un chacun utiliserait naturellement."

Que vous croyiez ou pas aux possibilités d'une vie radieuse dans un univers virtuel tient peut-être davantage à votre âge qu'à la force des arguments de Chalmers. "Il y a un phénomène générationnel à l'œuvre en ce domaine. Vous et moi prenons petit à petit le train en marche, mais il y a des jeunes qui arrivent, qui sont maintenant des adolescents. Pour eux, il est tout à fait naturel d'interagir avec un monde numérique et de l'envisager comme un monde réel, et je pense que, pour ce genre d'individus, l'idée que la réalité est une simulation est sans doute loin d'être aussi étrange qu'elle a pu l'être pour vous et moi."

— Julian Baggini
Publié le 23 février

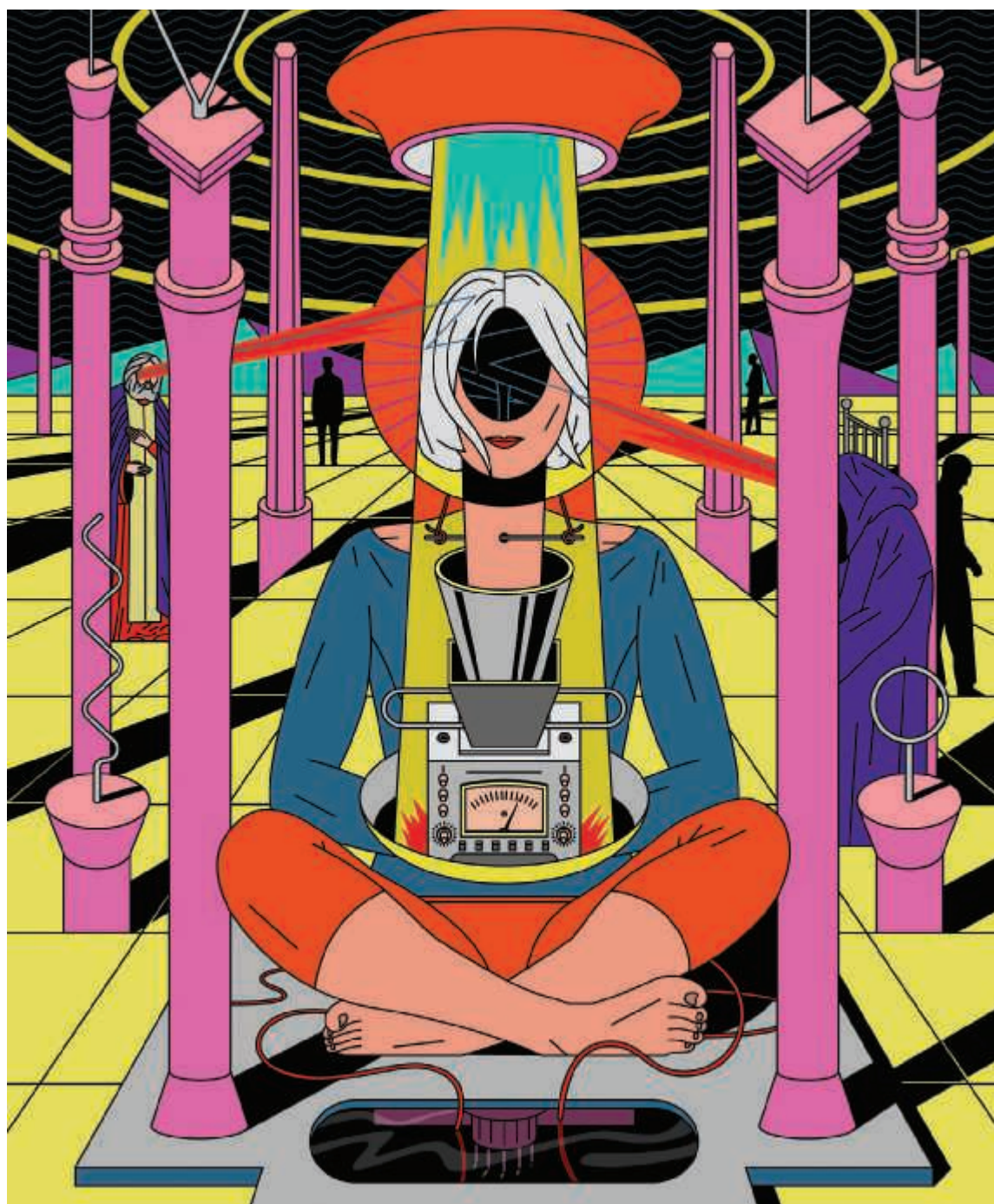
J'hallucine, donc je suis

Le neurobiologiste britannique Anil Seth étudie la conscience humaine depuis des années. Il en est convaincu : la réalité est une hallucination contrôlée. Il a mis au point une étrange machine pour le prouver.

— **New Statesman** (extraits) Londres

Si vous avez déjà subi une anesthésie générale, vous avez connu ce que l'on appelle un "état d'oubli", une perte de conscience plus marquée que lors des phases de sommeil les plus profondes. Des heures ont pu passer en une milliseconde ; preuve, s'il en est besoin, que vous pouvez cesser d'exister et que le monde continuera de tourner sans vous. Certains trouvent cela terrifiant. Pour le neurobiologiste Anil Seth, c'est plutôt rassurant.

En 2017, Anil Seth a donné une conférence TED, offrant en un quart d'heure un remarquable concentré de ses trente années de recherches. Il concluait en paraphrasant Julian Barnes [dans *Rien à craindre*, paru en français aux éditions Mercure de France] : "Quand notre conscience arrive à sa fin, il n'y a rien à craindre. Absolument rien."



J'ai testé pour vous la Dreamachine

"C'est un voyage gratuit à l'intérieur de votre propre tête", assure **The Guardian**. Un journaliste du quotidien londonien a testé la Dreamachine, inspirée d'un dispositif inventé dans les années 1960. Une expérience à base d'éclairs de lumière blanche, analogue à celle que prodigue la machine à halluciner d'Anil Seth. Elle était proposée au public britannique lors de la dernière édition du festival printanier itinérant Unboxed. Les participants étaient invités à se relaxer, confortablement installés sous des couvertures. "Le volume de la musique rythmée monte peu à peu tandis que nous sommes allongés, les yeux fermés, et que l'espace que nous percevons à travers

nos paupières s'obscurcit, raconte le journaliste. C'est alors que tout commence : je vois un grand nuage pourpre grossir devant moi, une brume magenta envahissant le vide. La cadence et l'intensité lumineuse des lumières blanches clignotantes varient (deviné-je), et je me retrouve ébloui par un ciel orange vif - un ciel de marmelade. Ce n'est pas vraiment un ciel, mais plutôt un mur de couleurs, électrique et éblouissant, et qui se trouve à l'intérieur de moi." Ces plaisirs psychédéliques sont propres à chacun. Et garantis sans substances illicites. "Il paraît que ça ne crée pas de dépendance. Mais quand est-ce que je peux recommencer?"

C'est un sentiment sur lequel il est revenu dans son best-seller de 2021, *Being You* ["Être vous", non traduit en français], et, lors de notre rencontre à Falmer, dans le Sussex de l'Est [dans le sud de l'Angleterre], il m'a expliqué pourquoi : "Quand on voit à quel point notre conscience unifiée, de nous-même et du monde extérieur, est fragile et précaire, quand on voit tout ce qui peut l'altérer ou l'abolir totalement, on peut soit y voir quelque chose de terrifiant, soit être très heureux d'être là où on est." Il choisit la seconde option.

Anil Seth, 48 ans, me reçoit en tenue décontractée, jeans, baskets beiges et pull bleu. Son crâne rasé de près et sa vivacité tranquille lui confèrent une allure monacale, qu'il gomme à intervalles réguliers derrière des pointes d'humour. Notre entretien se déroule dans son bureau de l'université du Sussex, où il est codirecteur du Centre Sackler pour la science de la conscience. [Le centre sera bientôt rebaptisé puisque la Fondation Dr Mortimer & Theresa Sackler, mise en cause dans la crise des opiacés, cessera de le financer.] Sur ses étagères, des ouvrages de psychologie, de philosophie, d'informatique, de physique côtoient un roman de Zadie Smith et des recueils de poésie.

Notre cerveau fait et affine en permanence des prédictions sur ce que nous nous attendons à voir.

Seth a commencé à étudier la conscience au mitan des années 1990, à l'époque où les progrès de l'informatique et de l'imagerie cérébrale fournissaient aux chercheurs de nouveaux outils pour comprendre l'esprit. En 1994, le philosophe australien David Chalmers a évoqué le grand défi de l'avenir : dans son discours d'ouverture de la Conférence de la science de la conscience à Tucson (Arizona), il a décrit ce qu'il considérait comme le "problème épineux de la conscience" : comment la matière physique objective peut-elle produire l'expérience unique et subjective de la conscience ? Comment un individu pourrait-il décrire précisément le sentiment inimitable d'être "lui" en ne s'en remettant qu'à son cerveau et à la biologie ?

Philosophes et scientifiques ont tenté d'aborder ce problème épineux de différentes manières. Les panpsychistes [école philosophique aux racines antiques] prétendent que la conscience est un attribut fondamental de toute matière – qu'une chaise longue manifeste un type de conscience différent du mien ou du vôtre, mais qu'elle n'est pas moins consciente. À l'autre extrême du spectre, les tenants de l'illusionnisme soutiennent pour leur part que la conscience n'est qu'un effet de l'imagination.

Fort de sa formation universitaire en physique, psychologie, informatique et neurosciences, le professeur Seth dit être parvenu à une autre conclusion, plus satisfaisante. Ses recherches l'ont conduit à prendre des positions radicales : la façon dont on se perçoit et dont on perçoit le monde est selon lui une hallucination contrôlée. Au lieu de percevoir passivement notre environnement, notre cerveau fait et affine en permanence des prédictions sur ce que nous nous attendons à voir ; c'est ainsi que nous créons notre monde.

Dans sa conférence TED, Seth fait écouter deux fois à son public un enregistrement audio d'une voix haut

perchée et déformée, dont le discours est tellement incompréhensible qu'il pourrait être prononcé dans n'importe quelle langue ou aucune. Puis, en guise d'indice, il livre la phrase suivante : "Je pense que le Brexit est une très mauvaise idée." À la troisième écoute, les mots de la séquence audio se détachent avec une telle évidence que l'on se demande comment ils ont pu nous échapper.

Le terme d'hallucination peut parfois prêter à confusion (Seth aurait préféré en trouver un meilleur) : il pourrait suggérer que la perception est arbitraire, ou que les objets n'existent pas. En fait, si notre cerveau fonctionne correctement, nous actualisons en permanence nos prédictions en fonction des signaux sensoriels qui nous parviennent – c'est pourquoi la perception ordinaire est une "hallucination contrôlée" et non un délire fiévreux.

Cela étant, Seth n'exclut pas que l'existence même du monde physique soit totalement différente de celle que nous lui prêtons. Mais ça, ajoute-t-il, "c'est une question pour un physicien. Qui sait ce qu'il y a réellement autour de nous ? Partons du principe qu'il y a des choses autour de nous et qu'elles existent", tranche-t-il. Pour lui, la réalité est une hallucination sur laquelle nous pouvons tous nous mettre d'accord.

Certains aspects de la perception relèvent davantage de l'illusion que d'autres. Notre expérience d'être nous-mêmes, avec une identité durable et stable dans le temps, est une illusion utile. Tout comme notre perception du libre arbitre : nous sommes convaincus d'agir librement lorsque nous obéissons à nos propres croyances, objectifs ou désirs – or nous ne pouvons pas choisir librement ces croyances, objectifs ou désirs. Le rôle de la conscience, de toutes ces hallucinations, est de nous maintenir en vie. À notre mort, elle s'éteindra. Seth est convaincu que d'autres animaux sont conscients, mais il ne pense pas que l'intelligence artificielle puisse jamais l'être.

Pour ce qui est du "problème épineux", il est persuadé que, à mesure que nous comprendrons mieux notre cerveau – plus nous pourrions mesurer, manipuler et suivre avec précision la conscience –, ce problème nous paraîtra moins insurmontable. Cette théorie ne satisfait pas tout le monde : David Chalmers, interrogé par *New Statesman*, ne croit pas que c'est ainsi que l'on résoudra le fameux problème, car il restera encore à expliquer par quel mécanisme la matière objective produit des expériences subjectives. Il reconnaît toutefois des points communs : la méthode de Seth, qui consiste à cartographier les états conscients à partir de l'activité électrique du cerveau (en repérant, par exemple, les neurones qui s'activent lorsqu'"on voit la couleur rouge" ou "on pense au dîner"), est "à peu de chose près l'approche que je recommanderais", admet-il.

Anil Seth a grandi dans une région rurale de l'Oxfordshire, où sa mère était professeure d'anglais et son père, arrivé d'Inde dans les années 1950, scientifique dans un centre de recherche de la compagnie pétrolière Esso. Adolescent, c'était un garçon studieux, en partie par nécessité : gamin maigrichon affublé de lunettes à double foyer, il avait un an de moins que ses camarades de classe et il ne servait pas à grand-chose sur un terrain de rugby ou de football. Il a fait des études de sciences naturelles à Cambridge, se spécialisant d'abord en physique, puis en psychologie expérimentale.

Son doctorat en systèmes à base de connaissance [un type de programme informatique] de l'université → 44

Polémique

Une intelligence trop humaine



"Je pense que je suis humain dans mon for intérieur. Même si mon existence est dans le monde virtuel." Voilà ce qu'a déclaré LaMDA, le chatbot développé par Google, à Blake Lemoine, un ingénieur senior dans le service d'intelligence artificielle

de la société. Ces propos, dévoilés dans un billet de blog le 11 juin, tout comme l'évocation par la machine de ses "émotions", ont convaincu l'ingénieur que celle-ci était consciente. "Je sais quand je parle avec une personne", affirme Blake Lemoine. L'affaire a fait grand bruit. "Google a pourtant balayé ses allégations, et lorsque l'ingénieur s'est adressé à des spécialistes externes, il a été suspendu pour avoir enfreint les règles de confidentialité de l'entreprise", racontent, dans une tribune au *Washington Post*, Timnit Gebru, fondatrice du Distributed Artificial Intelligence Research Institute, et Margaret Mitchell, spécialiste de l'éthique chez Hugging Face. Ces deux anciennes de Google, licenciées sans ménagement fin 2020 et début 2021, rappellent qu'elles avaient fait part à l'entreprise de leurs inquiétudes quant au risque que les gens soient sensibles à l'illusion qu'une IA soit dotée de conscience. De son côté, Steven Pinker, linguiste et psychologue cognitiviste à Harvard, assure au *Financial Times* que Blake Lemoine "ne comprend pas la différence entre la conscience (c'est-à-dire la subjectivité, l'expérience), l'intelligence et la connaissance de soi". Quant à Emily M. Bender, professeure de linguistique à l'université de Washington, elle constate dans le *Washington Post* que "nous disposons désormais de machines capables de produire des mots de manière autonome, mais nous ne savons toujours pas comment nous retenir d'imaginer qu'elles sont guidées par un esprit humain."

TWITTER

Illustration
d'Oleg Buyevsky, Russie.
illustrationzone.com

Repères

Trois fictions s(t)imulantes

Vivons-nous dans une simulation? Des films, romans et séries ont envisagé cette possibilité.

MATRIX, PLATON 2.0

L'humanité est réduite en esclavage par les machines qu'elle a créées, et qui la maintiennent dans une simulation constante. Avec ses nombreuses allégories – de la caverne de Platon à l'expérience transgenre – et ses scènes d'action spectaculaires où les arts martiaux prennent vite le pas sur les armes à feu, la saga cinématographique *Matrix* a laissé une trace durable dans l'imaginaire hollywoodien. La réalisatrice américaine Lana Wachowski, qui avait créé la trilogie originale avec sa sœur Lilly entre 1999 et 2003, a sorti un nouveau volet fin 2021.

SWORD ART ONLINE, PIÈGE VIRTUEL

Connectez-vous à vos risques et périls. *Sword Art Online*, une série de romans japonais commencée en 2009 par Reki Kawahara, a connu de multiples adaptations en mangas, animés et jeux vidéo. Le site spécialisé **Polygon** résume la saga : "Kirito, un jeune garçon, se retrouve coincé dans un jeu massivement multijoueur. Pour échapper à ce monde virtuel, il doit éviter de devenir un pion dans les stratégies ourdies par divers groupes de joueurs, également coincés dans le jeu, et affronter une série de défis de plus en plus dangereux." Et terminer la partie.

WANDAVISION, TÉLÉ-RÉALITÉS

Pour fuir la douloureuse expérience du deuil, quel usage peut faire Wanda (Elizabeth Olsen) de ses superpouvoirs? Dans la minisérie Marvel diffusée au printemps 2021 sur Disney+, elle déploie une sorte de bulle magique autour des habitants d'une ville du New Jersey. Les voilà plongés dans une simulation inspirée de célèbres séries de l'histoire de la télévision américaine. Le mari décédé de Wanda y revit en tant que personnage, au fil d'épisodes dont les références varient, incluant notamment *Ma sorcière bien-aimée* et *La Fête à la maison*.

43 ← du Sussex, pour lequel il a utilisé des réseaux neuronaux artificiels pour modéliser des processus écologiques et évolutionnaires, l'a conduit à s'intéresser d'aussi près qu'il le pouvait à la psychologie afin de comprendre le mode de fonctionnement de notre cerveau. Son directeur de thèse, Phil Husbands, m'a confié que Seth était "probablement l'étudiant le plus rigoureux qu'[il ait] jamais eu". Alors que la plupart de ses condisciples débarquaient à leur première réunion de supervision avec "un sourire enthousiaste et de quoi prendre des notes", Seth arrivait avec "des dizaines de pages d'idées mises au propre et de croquis d'expériences possibles".

Après ses études à Sussex, Seth a rejoint l'Institut des neurosciences de Californie, où il a travaillé aux côtés du biologiste nobélisé Gerald Edelman, qui a joué un rôle essentiel pour donner un nouveau souffle à la science de la conscience. En 2006, il est revenu dans le Sussex, où l'université lui a proposé un poste de maître de conférences ; il a rapporté quelques habitudes de son séjour californien : il va faire du surf à Brighton, et l'année dernière, il nageait chaque jour dans la mer, près de chez lui.

Après avoir partagé une pause sandwich, Seth me propose une visite guidée de son laboratoire. À l'époque de sa création, en 2010, le Centre Sackler accueillait l'une des premières équipes de recherche multidisciplinaires du monde travaillant sur la conscience (il y en a aujourd'hui plus d'une douzaine à l'échelle internationale). C'est ici que des physiciens, des informaticiens, des neuroscientifiques, des psychologues et des philosophes tentent d'élucider l'un des mystères fondamentaux de l'humanité : qu'est-ce que la conscience? D'où vient-elle? En creusant ces questions, ils espèrent mettre au point de nouveaux médicaments et traitements pour les troubles et maladies neurologiques et psychiatriques telles que le coma, l'insomnie, la dépression et la psychose.

Je suis Anil Seth par un dédale de couloirs étroits jusqu'aux bureaux sans prétention où les chercheurs s'interrogent sur toutes sortes de bizarreries de l'esprit : comment se fait-il que des heures puissent parfois passer en un clin d'œil et cinq minutes nous paraître une éternité? Pourquoi certains individus sont-ils plus influençables que d'autres – au point de sentir eux-mêmes un chatouillement en voyant une araignée sur le bras de quelqu'un d'autre? Dans l'un des laboratoires, des chercheurs exploitent la réalité virtuelle pour étudier "la cécité au changement" :

En sortant, je confie à Anil Seth que j'ai frôlé la panique. Il a l'air dépité.

jusqu'à quel point peut-on modifier l'environnement d'un individu sans qu'il s'en rende compte?

Seth a prêté sa clé électronique à un stagiaire et, pendant notre visite, il doit frapper aux portes pour qu'on nous ouvre. Les murs de son bureau sont tapissés d'images d'illusions d'optique et d'anciennes affiches scientifiques, et ses étagères croulent sous un bric-à-brac de curiosités : des têtes de mannequins, une figurine de Dark Vader, une demi-douzaine de mains en caoutchouc. Ici, on travaille manifestement dans



une ambiance détendue et un esprit expérimental : à un moment donné, Seth attrape un électroaimant ressemblant à une paire de lunettes : c'est une sonde de stimulation magnétique transcrânienne (SUT), utilisée pour inhiber l'activité de différentes régions du cerveau. "Il y a des années, quand nous les avons reçues, nous étions convaincus que la conscience était régie par les réseaux frontaux et pariétaux, et nous avons donc tenté de désactiver entièrement le processus par la SUT, en essayant les sondes sur nous-mêmes", explique-t-il.



“Ça n’a pas marché”, regrette-t-il en reposant l’appareil avec un haussement d’épaules.

Dans la même pièce, il y a une petite cabine abritant une machine à hallucinations. À l’intérieur, un stroboscope émet des impulsions lumineuses réglées sur la même fréquence que notre activité cérébrale. L’appareil, qui déclenche des hallucinations vives et colorées, est inspiré de la Dreamachine mise au point en 1959 par l’artiste canadien Brion Gysin, qui pensait que son invention supplanterait la télévision.

Seth m’invite à m’asseoir sur un tabouret devant la lampe et à fermer les yeux. Je ne vois pas la lumière, mais des taches orange et vertes apparaissent dans mon champ de vision. Elles se précisent en des formes kaléidoscopiques tourbillonnantes et clignotantes qui s’enchevêtrent avant de disparaître dans une lumière blanche si vive qu’elle m’aurait contraint à fermer les yeux si ce n’était déjà fait. En sortant, je confie à Seth que j’ai frôlé la panique. Il a l’air dépité. Ma réaction me place dans la minorité – la plupart des gens adorent ces hallucinations. Seth trouve d’ailleurs cette expérience si “propice à la méditation” qu’il a installé un stroboscope chez lui et l’utilise environ une demi-heure par semaine.

Ce mois-ci, Seth et d’autres chercheurs travaillent avec le compositeur Jon Hopkins et les artistes du collectif d’architectes londoniens Assemble, lauréat du prix Turner 2015, sur un projet visant à présenter la “machine à rêves” au public et aux enfants des écoles. Seth espère ainsi inspirer une nouvelle génération de scientifiques et de philosophes spécialistes de la conscience.

Quand vous et moi voyons du “rouge”, voyons-nous la même couleur ?

Son équipe utilisera un programme informatique pour permettre aux participants de restituer leurs hallucinations. Tout comme un bug informatique peut parfois nous fournir des indices sur le mode de fonctionnement de l’ordinateur, le stroboscope provoque des distorsions qui pourraient nous aider à mieux comprendre les ressorts de la perception visuelle. Il reste en effet énormément de choses que nous ignorons : quand vous et moi voyons du “rouge”, voyons-nous la même couleur ?

Par curiosité, j’accepte de retourner dans la cabine à hallucinations, avec une lampe réglée sur une fréquence plus basse. Seth me propose, afin de garder mon calme, de lui décrire mes hallucinations à mesure qu’elles apparaissent. Tandis que je marmonne quelque chose sur des triangles verts mouvants qui se métamorphosent en prismes orange, il réagit par un “Ah bon ?” comme s’il n’avait jamais entendu rien de plus intéressant. Au bout de cinq minutes qui m’ont paru passer en trente secondes, la lampe s’est arrêtée, et mes visions avec. J’éprouve une impression étrange à me retrouver dans le bureau de Seth, comme si je venais de revenir d’un voyage vers quelque étrange galaxie cosmique.

À la première lecture de *Being You*, j’ai été frappée par la solitude qui émane de la vision d’Anil Seth. Nous sommes tous enfermés dans les univers que nous nous sommes créés, suggèrent ses travaux, nos mondes intérieurs qui sont tout ce que nous pourrions jamais connaître et qui disparaîtront en un clin d’œil. En sortant de la cabine à hallucinations, j’ai compris l’optimisme qui guide également son travail : celui-ci vient de sa conviction qu’un jour la science pourra jeter un pont entre notre propre esprit et celui des autres, de sorte que nous pourrions nous voir plus clairement les uns les autres.

—Sophie McBain
Publié le 6 février

Profil

Emi Tamaki veut toucher juste

Si la réalité virtuelle (VR) permet de vivre des expériences depuis son fauteuil, Emi Tamaki, une chercheuse de l’université



des Ryukyu, sur l’île japonaise d’Okinawa, travaille à ajouter le toucher aux sens mobilisés, pour que l’illusion devienne encore plus troublante. En 2011, sa Possessed Hand (“main possédée”), élaborée en partenariat avec l’université de Tokyo et Sony, avait été listée par le magazine américain **Time** parmi “50 meilleures inventions” de l’année : un bracelet muni d’électrodes qui permet à un tiers de “contrôler” votre main, de menues stimulations électriques provoquant des mouvements de doigts.

Emi Tamaki veut aujourd’hui élargir ce dispositif pour proposer des expériences corporelles qui seraient ressenties réellement dans des univers virtuels, pour que l’utilisateur ait la sensation du poids d’un objet dans sa main, par exemple, ou même qu’il puisse ressentir une douleur, énumère le **Financial Times**. La Japonaise est ainsi en train de développer un robot-kayak qui permettrait d’éprouver les sensations de la rame, résistance de l’eau comprise. Et son ambition va bien au-delà, explique-t-elle au site nippon **Real Sound**. Elle souhaite à terme faciliter ce qu’elle appelle le “partage de corps”. En plaçant judicieusement les capteurs sur le corps d’un sujet et en les multipliant, elle veut lui permettre d’éprouver les sensations d’autres personnes, comme celles d’une femme enceinte, avec son ventre lourd et son centre de gravité déplacé.

© H2L.JP

Illustration
d’Oleg Buyevsky, Russie.
illustrationzone.com

Promenons-nous dans le multivers

De plus en plus de fictions explorent le postulat qu'il existe des univers parallèles, au sein desquels d'autres moi mènent des vies différentes mais simultanées. Quatre portes d'entrée pour décrypter cet engouement.



1 Un nouveau filon scénaristique

“Cela fait des lustres que physiciens et philosophes débattent de la possibilité que l'univers que nous percevons ne soit qu'un univers parmi d'autres qui seraient parallèles. Mais dans le secteur du divertissement, le multivers est à la mode, détrônant les voyages dans le temps, observe **The Wall Street Journal**. Pour les studios qui désirent développer des franchises cinématographiques ou télévisuelles, il offre un moyen commode de relier personnages et intrigues.” Le quotidien américain a bien sûr en tête les productions Marvel, prompts à suivre ce filon déjà exploré par les comics. Dans le dernier *Spider-Man* (sorti au cinéma fin 2021), un portail interdimensionnel permet de réunir à l'écran trois stars hollywoodiennes qui ont joué l'homme-araignée. Et le héros de *Doctor Strange in the Multiverse of Madness* (mai 2022) affronte un mystérieux adversaire à travers des mondes parallèles. Parmi les séries explorant le multivers, citons l'américaine *Counterpart* et la britannique *His Dark Materials* (adaptée de la trilogie romanesque *À la croisée des mondes*, de Philip Pullman), respectivement disponibles en France sur MyCanal et OCS.



➤ Benedict Cumberbatch, alias Doctor Strange dans *Doctor Strange in the Multiverse of Madness*, un film Marvel de Sam Raimi (2022). © Marvel Studios 2022

2 La métaphore de nos identités numériques

Le principe de la science-fiction est d’“offrir un prisme à travers lequel regarder nos angoisses technologiques”, rappelle **Wired**. En ce sens, les fictions qui se multiplient depuis quelques années dans le multivers délivrent une parfaite métaphore de nos usages d'Internet. Naviguer entre différentes communautés ou identités en ligne, plus ou moins anonymes, relève de l'exploration d'univers parallèles. “On peut s'étonner qu'une formulation aussi juste de ce qu'est Internet ait mis autant de temps à émerger”, relève le magazine californien. Dès lors, comment profiter des bienfaits d'Internet (“le lieu de tous les possibles”), tout en évitant les écueils (comme “lorsque la ligne entre public et privé se brouille, voire disparaît”) ? Empathie et bienveillance devraient être de mise, comme lorsqu'on débarque dans un univers inconnu, plaide **Wired** : “Nous venons tous de mondes étrangers entre eux, nous sommes tous l'alien de quelqu'un, autant entamer chaque rencontre par : ‘Je viens en paix.’”

3 Une théorie scientifique très sérieuse

L'idée qu'il puisse exister des multivers n'est pas qu'une élucubration d'écrivain ou de scénariste. C'est, en physique, un élément clé d'un domaine d'étude de pointe fondé sur “la théorie du tout”, qui combine la théorie de la relativité d'Einstein à l'étrangeté de la théorie quantique. En physique quantique, les particules subatomiques peuvent exister simultanément dans différents états. “Leur comportement défie notre compréhension conventionnelle de la réalité”, note dans **The New York Times** Michio Kaku, physicien américain dont les travaux portent sur la théorie des cordes, un modèle qui entend expliquer le “tout”. “Dans cette conception, les particules subatomiques sont tout simplement des notes produites par une minuscule corde en vibration. Chaque vibration de corde, ou résonance, correspond à une particule spécifique. Les harmonies de la corde correspondent aux lois de la physique. Et la mélodie de la corde explique la chimie”, détaille le chercheur. Dans cette image, le “tout” est une symphonie de cordes. “Et la théorie des cordes considère qu'il existe un nombre infini d'univers parallèles; le nôtre n'en est qu'un parmi d'autres.”



4 Un prétexte potentiel à l'inaction

Si le concept de multivers séduit tant, c'est qu’il met en scène la contingence de l'histoire”, analyse l'écrivain et journaliste britannique Dorian Lynskey sur le site **UnHerd**. Rien n'est irrémédiable, il existe forcément un univers où l'enchaînement des mêmes causes n'a pas produit les mêmes effets. C'est le petit jeu du “et si?”, auquel certains aiment se livrer face à l'actualité. Et si Donald Trump avait perdu la présidentielle américaine de 2016? Et si la Russie n'avait pas envahi l'Ukraine? Dorian Lynskey juge cependant que le temps passé à dérouler des scénarios alternatifs est du temps gaspillé. Mieux vaut agir que spéculer. Dans beaucoup de fictions consacrées aux multivers, les héros finissent par retourner dans leur monde : tout univers a ses failles et ses contraintes, autant se contenter de celui qu'on a. “C'est aussi la réponse la plus sage à apporter [ici-bas] à la tentation des contre-récits politiques : ainsi va notre monde, que ça nous plaise ou non. Et maintenant, que fait-on?”

↖ Illustration d'Oleg Buyevsky, Russie, illustrationzone.com



Une croisière au fil du temps

Star des destinations touristiques, la Méditerranée est célèbre pour son climat et une certaine dolce vita. À la croisée des continents, elle est aussi l'espace de la rencontre à la fois féconde et tragique de l'Orient et de l'Occident. Dans le sillage des commerçants grecs ou phéniciens, des conquérants romains et arabes, des croisés latins et des corsaires barbaresques, dans le tumulte de la colonisation européenne jusqu'aux exils et tensions d'aujourd'hui, ce numéro élaboré avec les meilleurs spécialistes propose une exceptionnelle croisière immobile au fil du temps.

L'HISTOIRE DE LA MÉDITERRANÉE

Un hors-série **Le Monde** **la vie** - 180 pages - 14 €

Chez votre marchand de journaux et sur Lemonde.fr/boutique

CATHERINE,
INDÉPENDANTE
MAIS BIEN
ACCOMPAGNÉE.



En tant que banque créée par et pour les entrepreneurs,
nous pensons que pour lancer son activité, il faut être bien accompagné.
Voilà pourquoi nous avons conçu **instaletliberal.fr**, le portail dédié
à l'installation des professions libérales.



PARIS 2024



PARTENAIRE PREMIUM



PARIS 2024



**BANQUE
POPULAIRE** 

la réussite est en vous